l'unité

M 2805 - N° 572 - 8 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 28 septembre 1984

LE PEUPLE DU CEP

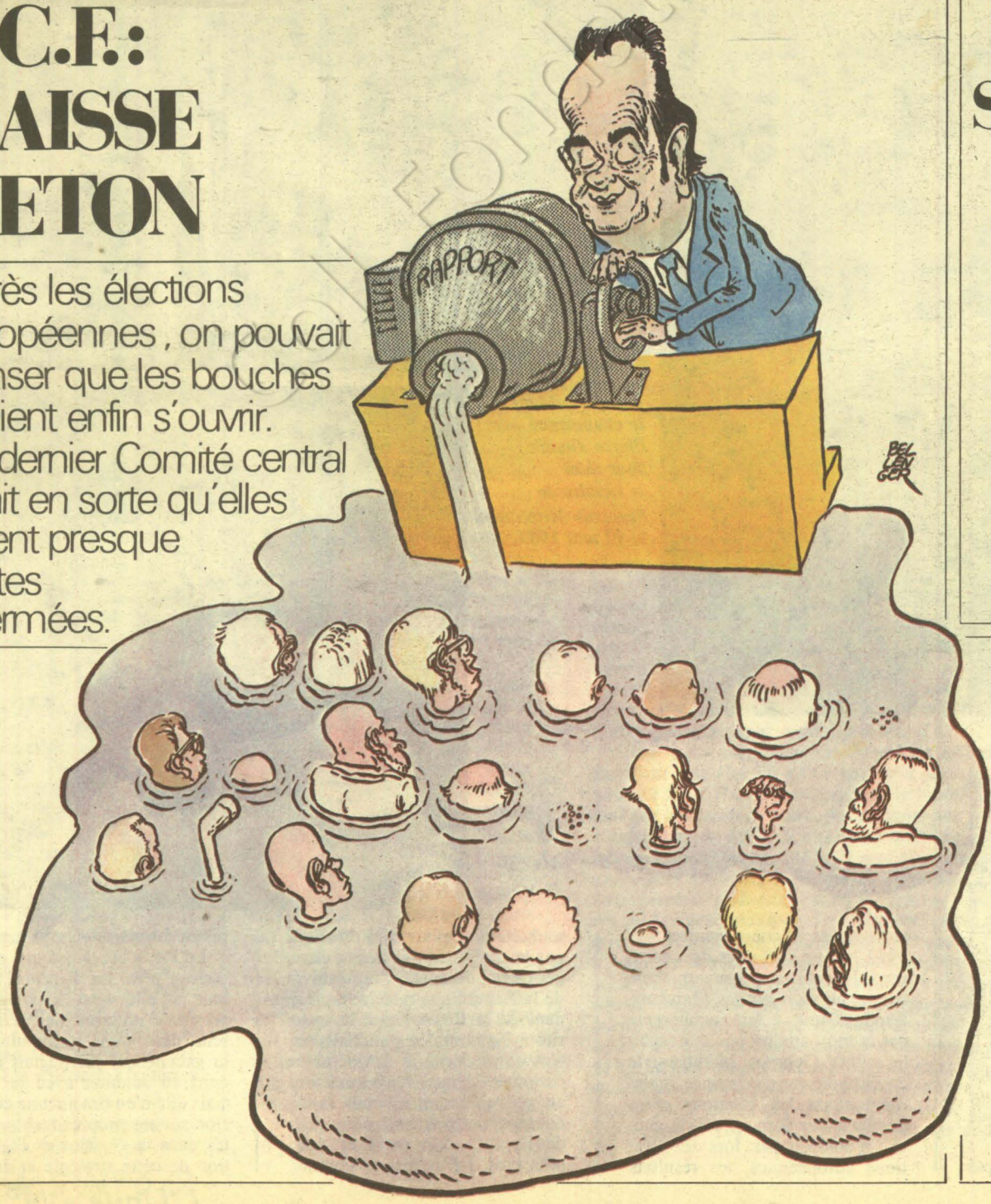
In vino veritas, la divine bouteille suscite une foule de pratiques et de commentaires. Les amis de Bacchus sont légion, le vin est culturel et même politique : dis-moi ce que tu bois je te dirais comment tu votes ?



Sipa-presse

P.C.F.: LAISSE BETON

Après les élections européennes, on pouvait penser que les bouches allaient enfin s'ouvrir. Le dernier Comité central a fait en sorte qu'elles soient presque toutes refermées.



JEAN-JACQUES SERVAN-SCHREIBER "L'INFORMATIQUE PEUT ET DOIT DEVENIR TRES VITE UNE DEUXIEME LANGUE POUR TOUS"

AMERIQUE CENTRALE: UN PAS VERS LA PAIX?

Tandis que la guerre se poursuit au Salvador, le projet de traité élaboré par le groupe de Contadora et accepté par le Nicaragua met l'administration Reagan dans l'embarras.

P.C.F.: LAISSE BETON

On commence à connaître la musique : en 1977, le sabotage de l'union de la gauche avait commencé sur le même refrain que celui entonné aujourd'hui par les dirigeants communistes. Reste que stratégie d'union ou splendide isolement, le P.c.f. n'a cessé de dégringoler. Peut-être parce que les vraies questions n'y sont jamais posées ?



Sygma

Septembre 1977 au Comité central : Plissonnier et Marchais.



Sipa-presse

Septembre 1984 au Comité central : Plissonnier, Le Guen et Marchais.

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

L'UNION de la gauche est morte, vive le nouveau rassemblement populaire majoritaire ! Tel est le slogan sur lequel auraient pu se séparer les membres du Comité central du P.c., la semaine dernière, au terme de trois jours d'un débat, paraît-il, souvent « vif ». Pas de surprise : la ligne Marchais-Leroy l'a emporté. Seule une abstention est venue écorner la belle unanimité de façade avec laquelle a été adopté le rapport fleuve du secrétaire général.

Une fois de plus, la direction du Parti communiste rompt l'union de la gauche. Des principaux fronts sur lesquels le P.c. avait donné une traduction concrète à cette union, le désengagement est total. « Nous ne sommes plus au gouvernement, nous n'avons aucune part à la direction et à la gestion des affaires du pays, au Parlement nous soutenons ce qui nous apparaît positif et refusons de soutenir ce qui nous apparaît contraire aux intérêts des travailleurs et du pays », a répété Marchais. Même le bréviaire de l'union de la gauche des années soixante-dix, le programme commun, représente une forme d'union jugée « source d'illusion, de confusion, de recul ».

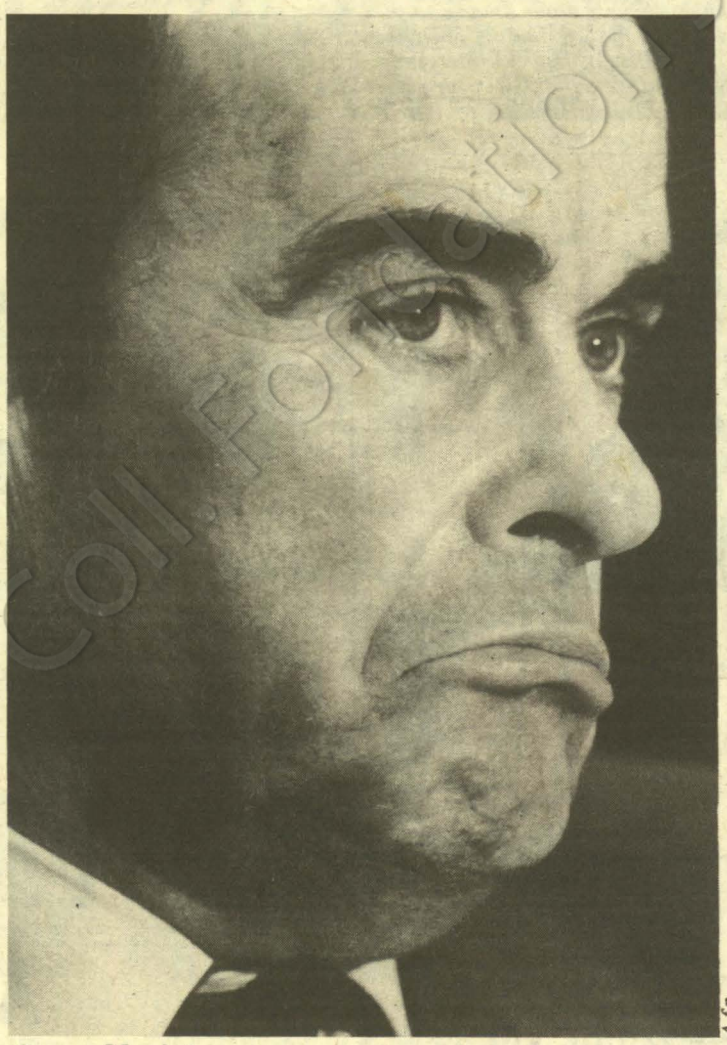
Plus à une contradiction près

Pourtant les dirigeants du P.c. se gardent bien de mettre en cause les accords locaux avec le P.s. : « Dans chaque conseil général, chaque conseil municipal où existe une majorité d'union de la gauche, nous allons bien sûr continuer, avec toute notre bonne volonté unitaire, dans la voie de la coopération engagée pour atteindre les objectifs fixés sur la base des programmes ratifiés par la population. »

Face à un électorat unitaire et à ses élus, le P.c. ne prend pas encore le risque de pousser jusqu'au bout sa propre logique de la rupture. Il laisse même entrouverte la porte à d'ultérieurs accords électoraux : « Nous ferons tout pour battre la droite. » Il rejette l'alliance au sommet avec le P.s. pour l'accepter à la base. Bref, c'est l'union à la carte. Tactique aussi cynique que facile, déjà appliquée à l'échelon gouvernemental. Revendiquant une part de responsabilité dans les afaires du pays lors des grandes réformes (1981-1982), il refuse ensuite d'assumer une politique moins populaire de rigueur.

Pourquoi le P.c. n'a-t-il pas alors quitté le gouvernement dès 1982 ? Pour s'efforcer de « corriger » la politique gouvernementale, explique Georges Marchais. Réponse tout à fait incohérente par rapport aux propos que tenait le même Georges Marchais, le 3 juin, soit deux semaines seulement avant les élections européennes, sur R.m.c : « Si la gauche n'obtenait pas, lors des élections européennes, les résultats souhaitables, nous n'en tirerions pas la conclusion qu'il faut changer de politique (...) Le président de la République restera le président de la République, la majorité à l'Assemblée nationale restera la majorité à l'Assemblée nationale. Nous, nous resterons au gouvernement et nous continuerons notre travail pour aller de l'avant. » Un mois et demi plus tard, les ministres communistes faisaient leurs bagages...

Le P.c. n'est plus à une contradiction près. La direction reconnaît qu'elle s'est « fourvoyée », selon l'expression de Paul Laurent, dans « une forme-union de la gauche qui privilégiait un accord au sommet avec le P.s. », mais elle n'en tire aucune conclusion sur ses propres responsabilités dans la décision et l'application de cette stratégie et dans le



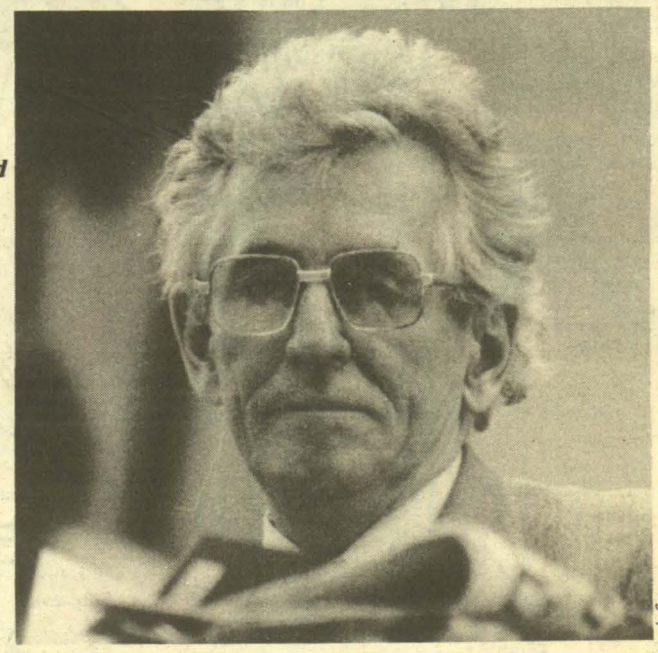
A.f.p.

Georges Marchais.



Sygma

Le secrétaire général sablant le champagne avec Pierre Juquin pour fêter la victoire de François Mitterrand le 10 mai 1981.



A.f.p.

Roland Leroy.

déclin du P.c. Felix Damette, seul abstentionniste sur le rapport du bureau politique, a relevé cette carence : « Le raisonnement suivi par le rapport comporte une lacune qui me paraît grave : la démarche autocritique. Dans la situation qui est la nôtre, il est de la responsabilité de la direction de poser clairement tous les problèmes de fond sur longue et courte période, y compris la façon dont nous avons dirigé le Parti depuis le dernier Congrès. Je pense qu'il y a beaucoup à dire sur ce sujet et qu'il n'est pas bon de diluer cette autocritique dans un développement rétroactif à long terme. »

Les grands coupables

Evidemment, même si les dirigeants communistes actuels se défendent de « dégager leurs responsabilités en les faisant supporter par les camarades qui les ont précédés, notamment Maurice Thorez et Waldeck Rochet », Georges Marchais invoque à nouveau « le retard » pris par le P.c. dans les années cinquante et qui a « jusqu'à aujourd'hui les incidences sur la réflexion, l'activité et les mentalités des communistes ».

Mais les grands coupables de la régression, qui amène le P.c. à se situer autour de 11 % du corps électoral, ce sont bien sûr les socialistes. Parce que « cette politique dite « de rigueur » ne peut qu'enfoncer le pays dans la crise ». Dans la foulée, Marchais constate « l'existence de nombreuses convergences entre le gouvernement et l'opposition de droite », et affirme que « certains, au C.n.p.f. et au sein de la droite, considèrent qu'une chance leur est offerte, avec le gouvernement actuel, d'obtenir ce que la droite n'avait pu imposer hier ». Et, paradoxalement, il conclut : « Les appels à la « décrispation » venant du gouvernement et de la majorité procèdent plus d'un souci d'élargissement au « centre » de l'influence du P.s. vers ce qu'il est convenu d'appeler un électorat « flottant », que d'une volonté de conclure dans l'immédiat un accord politique avec la droite. »

Bien difficiles à suivre toutes ces contradictions. Mais Georges Marchais atteint le sommet de la mauvaise foi en affirmant que « le Parti socialiste avance avec de plus en plus de précision l'idée d'une disparition de la notion de majorité d'union de la gauche ». On serait bien en peine de trouver les déclarations de responsables socialistes permettant de tirer de telles conclusions.

On commence à connaître la musique. Le sabotage de l'union de la gauche en 1977 avait commencé sur le même refrain. Et, quelques semaines avant l'élection présidentielle de 1981, Georges Marchais classait François Mitterrand plus à droite que Giscard...

Piètre concession à Juquin

Les attaques contre le P.s. sont autant d'artifices pour masquer les véritables problèmes de fond du P.c.f., que la direction a bien pris soin de ne pas soulever la semaine dernière. Le fonctionnement du parti, c'est-à-dire, le centralisme démocratique ? Il peut être « perfectionné ». Piètre concession à Juquin et ses amis.

Les relations avec les pays de l'Est ? L'affirmation de la « totale indépendance » du P.c.f. et le souci de « mieux connaître et faire connaître la vérité » sur les pays de l'Est suffisent à enterrer le débat.

Que propose le P.c. en alternative à la stratégie d'union de la gauche ? Le fameux « nouveau rassemblement populaire majoritaire ». Grosse nébuleuse qui doit « rassembler tous ceux qui veulent définir avec nous des propositions, agir et obtenir tout ce qui peut l'être... Rassembler dans les ateliers, les bureaux, les usines, les banques, les laboratoires, dans les quartiers, les villes, les régions pour obtenir des améliorations, même limitées à chacun de ces niveaux et au plan plus global des choix gouvernementaux, sans opposer l'un et l'autre ». De quoi rester perplexe en essayant d'imaginer la traduction concrète de cet objectif.

Quant au débat qui a animé la réunion du Comité central, succédant au discours de trois heures prononcé par Georges Marchais, il a confirmé la victoire de la direction. Les contestataires du mois de juin ont dû rentrer dans le rang. Même s'ils n'ont pas baissé totalement pavillon. L'unanimité du vote, à une exception près, du rapport du bureau politique masque certaines divergences. Yvan Tricart, premier secrétaire de la Fédération de l'Essonne, celle de Pierre Juquin, semble avoir remis en cause directement Georges Marchais et a souligné que le rapport ne prenait pas assez en compte le souci exprimé dans toutes les sections de « participer à l'élaboration de la politique du Parti ». D'ailleurs, Tricart avait d'abord déclaré qu'il s'abstiendrait, puis il est revenu sur sa décision approuvant le texte de Marchais.

Loin des confidences romaines

Pour Marc Zamichei, autre proche collaborateur de Pierre Juquin, issu de la Fédération de Meurthe-et-Moseille, il faut « valoriser le moment démocratique du centralisme démocratique ». Sur le même sujet, le philosophe Lucien Seve est intervenu sur le « type de centralité », qui assure le fonctionnement du P.c. Marcel Rigout a souligné qu'il importait de « rechercher les causes du recul bien sûr dans les données extérieures au Parti mais aussi en son sein... » Mais on est loin des confidences romaines sur « la révolution culturelle » que devait accomplir le P.c.

Reste que Pierre Juquin et Claude Poperen ont préféré ne pas prendre la parole. Quant à Charles Fiterman, fort discret depuis quelques mois, il constate que la nouvelle stratégie du P.c. « n'implique aucun renoncement à l'union, y compris au sommet quand c'est possible, ce qui n'est visiblement pas le cas dans la phase actuelle ». Dans une période où l'unité du P.c. semble menacée, comme l'attestent de nombreuses interventions au Comité central, Fiterman semble se poser en médiateur entre la direction et les contestataires. Une manière habile de jouer sur les deux tableaux et qui pourrait le placer au mieux dans la perspective de la succession de Georges Marchais.

En attendant, le P.c., à s'engager dans sa nouvelle stratégie, a vraisemblablement plus à perdre qu'à gagner. Sans doute récupérera-t-il quelques vieux « stals », adversaires irréductibles de l'union avec le P.s., quelques professionnels de mécontentement partis se défouler chez Le Pen ou réfugiés dans l'abstention. Mais il déconcertera surtout une fois de plus un grand nombre de ses électeurs unitaires ou de ses militants fatigués d'opérer incessamment des virages à 180°. L'expérience de ces dernières années prouve que le P.c. ne peut que pâtir d'une rupture de l'union de la gauche. Et que ça n'empêche pas toujours la gauche de remporter la victoire. C'est un des enseignements profonds du 10 mai 1981.

QUESTIONS PRECISES AU PARTI COMMUNISTE

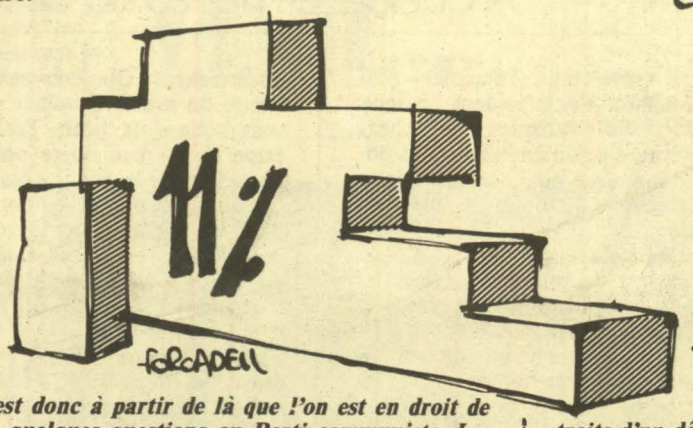
Après les élections européennes de juin, on pouvait penser que les bouches allaient enfin s'ouvrir. Le dernier Comité central a fait en sorte qu'elles soient presque toutes refermées.

PAR CLAUDE ESTIER

Le dernier Comité central du Parti communiste a-t-il été un « non-événement », comme le suggérait dimanche Jean Poperen au club de la presse ? Oui, dans la mesure où l'événement s'était passé avant et en deux temps : en juillet, lorsque les dirigeants communistes avaient décidé de ne plus participer au gouvernement de la gauche et, quelques jours avant la fête de « l'Humanité », lorsque Roland Leroy, prenant le contre-pied de quelques déclarations antérieures, avait annoncé que « le P.c.f. n'était plus dans la majorité depuis qu'il n'était plus au gouvernement ».

Le cadre étant ainsi tracé, le Comité central n'avait plus qu'à broder sur un même thème, abondamment développé dans le rapport de Georges Marchais, et qui peut se résumer ainsi : l'union de la gauche, concrétisée à partir du programme commun de 1972, a été « source d'illusion, de confusion et de recul » et a « joué à plein en faveur du P.s. et au détriment du P.c. ». Il faut donc tourner la page et s'engager désormais dans une autre voie, celle de « la construction d'un rassemblement populaire majoritaire », dont le Parti communiste serait à la fois l'axe et le moteur.

A quelques exceptions près — non négligeables car elles indiquent, au moins de la part de certains responsables, le désir d'une discussion plus approfondie sur les raisons véritables de la situation actuelle du Parti, — chacun des 81 intervenants, qui ont eux-mêmes résumé leur exposé pour publication dans « l'Humanité », a repris à son compte les leitmotive proposés par le secrétaire général. Le document préparatoire au 25e Congrès, que va élaborer une Commission présidée par Georges Marchais lui-même et dont ne font partie ni Pierre Juquin, ni Claude Poperen, ni Guy Hermier, ni, à plus forte raison, aucun de ceux que l'on appelle les « rénovateurs », est déjà largement esquissé. Il y a peu de surprises à en attendre.





C'est donc à partir de là que l'on est en droit de poser quelques questions au Parti communiste. Les unes concernent le passé, et elles sont simples à formuler. C'est la direction actuelle du parti qui a voulu le programme commun, à une époque où l'influence du P.c.f., et notamment son audience électorale, dépassait sensiblement celle des socialistes. Quand ce programme commun a été signé, elle l'a considéré comme l'heureux aboutissement de ses propres efforts. Si ce programme commun a eu vraiment les résultats désastreux que décrit aujourd'hui Georges Marchais, cela veut dire que cette même direction s'est lourdement trompée. Est-elle dès lors encore qualifiée pour conduire le Parti ?

Autre question : Georges Marchais affirme aujourd'hui que l'union de la gauche a joué au détriment du P.c.f. Il oublie simplement le bénéfice important que son parti en a tiré, par exemple aux élections municipales de 1977. Il oublie surtout que, s'il s'est retrouvé lui-même en mai 1981 avec un score de 15 %, c'est après avoir brisé l'union en septembre 1977 et mené pendant trois ans et demi une guerre à outrance contre le Parti socialiste. La vérité historique devrait amener Georges Marchais à constater que si l'union n'a pas été bénéfique pour son parti, la non-union ne lui a pas davantage réussi. Comme il a été successivement responsable de ces deux politiques contradictoires, il devrait en tirer les conséquences pour lui-même, mais surtout se demander si les causes réelles du déclin constant du P.c.f. depuis un quart de siècle, et spécialement depuis ces dernières années, ne se situent pas ailleurs que là où il prétend les trouver.

Et c'est là que viennent se greffer des questions pour le présent et pour l'avenir. La première, qui découle des réflexions précédentes, est la suivante : que signifie cette affirmation de Georges Marchais : « La proposition nette et claire que le Bureau politique soumet au Comité central est de confirmer et d'approfondir la stratégie définie lors de nos trois précédents congrès. » ? Comprenne qui pourra : ce que nous avons fait depuis douze ans s'est retourné contre nous, mais il faut continuer et « approfondir ». On voit bien qu'une telle phraséologie n'a d'autre objectif que de permettre à la direction de se sauver elle-même, mais qui peut-elle convaincre ?

Lors d'un de ces précédents congrès, le P.c.f. avait mis l'accent — et cela ne manquait pas d'intérêt — sur le retard qu'il avait pris pour définir un « socialisme à la française », hypothéqué notamment par l'apologie systématique de l'U.r.s.s. et des « pays socialistes ». Cette question tient relativement peu de place dans le dernier rapport de Georges Marchais, et ce qui en est dit est significatif puisque le secrétaire général s'efforce surtout de vanter les mérites desdits « pays socialistes » face aux camarades qui pensent que « ces pays sont apparemment un boulet que nous traînons », et qui s'étaient effectivement exprimés dans ce sens dans plusieurs des conférences fédérales tenues après les élections européennes de juin dernier. (Voir « l'Unité » du 6 juillet, reproduisant des extraits d'un débat publié par l'hebdomadaire communiste « Révolution ».) Certains pourront s'étonner que le P.c.f. soit si sévère pour Mitterrand et si indulgent pour Tchernenko mais là aussi un élément fondamental du débat est minutieusement verrouillé.

Plus directe encore est la question de savoir comment le Parti communiste, tournant le dos à l'union de la gauche — sauf la sempiternelle référence à l'union à la base — et donc réduit à ses propres forces, peut espérer promouvoir un « rassemblement majoritaire ». Les élections de dimanche dernier, tant dans le Puy-de-Dôme (où le P.c. est tombé de 16 à 6 % en dix ans) que dans le Nord (chute de 4 % par rapport à 1982), montrent que le retrait du gouvernement et de la majorité n'a nullement stoppé une hémorragie qui dure depuis trop longtemps pour n'avoir que des causes circonstancielles.

Le Parti communiste avait peut-être une chance, en remettant tout « à plat », comme le souhaitaient certains de ses dirigeants il y a encore quelques semaines, de commencer à remonter la pente en démontrant sa capacité à l'autocritique. La lecture des débats du dernier Comité central suffit à montrer que l'occasion est à nouveau manquée. Pour assurer sa propre survie, la direction du parti a choisi de s'enfermer un peu plus encore dans les contradictions et l'immobilisme qui lui ont fait peu à peu perdre prise sur la société française, y compris sur une grande partie de son électorat traditionnel. Aujourd'hui, le P.c.f. voudrait se définir comme « un parti révolutionnaire moderne ». Il est bien, hélas — et c'est grave pour toute la gauche — un parti conservateur

VERDUN : QUAND LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE SE DECLARENT LA PAIX

Il y a des gestes symboliques qui dépassent de loin le moment où ils sont accomplis. On se souviendra longtemps de cette image, samedi dernier à Verdun, du président François Mitterrand et du chancelier Helmut Kohl, main dans la main, face au souvenir jamais effacé de la plus grande hécatombe de la guerre 1914-1918. La réconciliation franco-allemande n'avait pas besoin de cette cérémonie. Elle est fort heureusement chose faite depuis déjà deux ou trois décennies ainsi qu'en témoignent, par exemple, les échanges annuels de dizaines de milliers de jeunes des deux pays ou encore l'étroite coopération de ceux-ci au sein de la Communauté européenne.

Mais François Mitterrand avait tenu à ce que l'année même où était célébré le 40e anniversaire du débarquement allié en Normandie, l'année même où il avait pu exalter le sacrifice des soldats soviétiques à Stalingrad, un acte soit accompli, qui montre, sur les lieux mêmes où elles se sont le plus sauvagement affrontées, que la France et l'Allemagne se sont définitivement déclaré la paix.

C.E.

Sipa-presse



DROITE : ET DE TROIS !

Trois ans et quatre mois après la « chaise vide » à la télévision, l'ancien président retrouve un siège au Palais-Bourbon. A quelques mètres de Chirac et de Barre...

PAR MARTINE DUCOUSSET

UN homme qui s'éloigne, de dos, sur fond de « Marseillaise ». Une salle déserte, une table, un fauteuil vide, et toujours « la Marseillaise ». On est le 19 mai 1981, et Valéry Giscard d'Estaing, en toute simplicité, vient de dire « au revoir » aux Français. Une sacrée sortie, un vrai crève-cœur. Tristement philosophe, l'ex-président baigne dans le lyrisme : « Sachez, affirme-t-il, qu'un événement politique n'est qu'un maillon dans la chaîne de notre longue histoire. »

Septembre 1984. Coucou, l'artiste est de retour. Plus que jamais prêt à forger le maillon suivant, pourvu qu'il y ait, au bout, l'ivresse d'un pouvoir à nouveau palpable. Avoir été et être encore, voilà toute l'ambition giscardienne. Ou comment se refaire un avenir quand le passé vous colle à la peau. Première étape de la reconquête pour ce Rastignac sur le retour s'essayant une fois de plus à la comédie politique : l'élection législative partielle de la 2e circonscription du Puy-de-Dôme. Du gâteau. Un fief familial conquis en 1946, récupéré par V.G.E. en 1956, puis abandonné en 1969 pour cause de fonction ministérielle. Mais c'est très gentiment que le député élu en 1981, Claude Wolff, accepte de démissionner lorsque l'ancien président de la République fait connaître son désir de renouer avec la magie des urnes.

Dans un fauteuil

Quinze jours de campagne sur le thème : « l'Auvergne, cœur de la France », quelques déclarations du genre : « On vous a abandonnés », ou « la France n'a ni les gouvernements ni la politique qu'elle mérite », et dimanche 23 septembre le verdict tombe : 63,20 % des voix pour le candidat Giscard élu au premier tour malgré la présence de sept adversaires – dont la socialiste Michèle André, qui réunit sur son nom 20,24 % des suffrages.

Giscard dans un fauteuil. La formule va de soi, même si les 45 % d'abstentions relativisent

Gamma





Valéry Giscard d'Estaing, en campagne.

quelque peu le score-fleuve du vainqueur. Pour V.G.E. en tout cas, c'est un vrai succès. Celui dont il avait besoin pour ne pas franchir en « has been » la porte de l'Assemblée nationale.Mis en ballottage, il était fini. Personne n'aurait eu l'imprudence de lui prédire un second destin national. Là, avec 63,20 % des voix, il peut encore, raisonnablement, y croire un peu.

Mais croire à quoi ? Et pour quoi faire ? Le problème avec Giscard, c'est qu'on ne sait plus trop où il en est, ni ce qu'il espère. Il déplace du flou, il flotte dans ses habits d'ex-président de la République. V.G.E. cuvée 1984 ? Il a 58 ans, ne jure plus que par Raymond Poincaré — revenu au pouvoir après avoir gravi comme un débutant les échelons législatifs — et s'est découvert un penchant pour l'« affectivité ». Lui qui regardait la France au fond des yeux préfère maintenir viser au cœur. Dès le début de sa campagne électorale, il avait donné le ton : « Certains d'entre vous ont pu dire autrefois : « Giscard est loin de nous. » C'était peut-être un peu vrai. Mais, aujourd'hui, je souhaite être avec vous. »

On t'aimait nous non plus...

Bon, c'est sympathique. Mais ça ne fait pas un programme. Même pas une image. Depuis qu'il a amorcé son retour sur la scène politique, Giscard se détermine en creux. Impossible de parler de lui sans évoquer Barre ou Chirac, les deux leaders confirmés de l'opposition. Surtout Raymond Barre, l'homme qui lui fait une ombre détestable au sein de l'U.d.f. Pendant que Giscard méditait, Barre montait dans les sondages et se faisait beaucoup d'amis. Beaucoup trop. Valéry Giscard d'Estaing n'est plus le patron chez lui. Et certains de ses anciens supporters, pas si réjouis que ça de le voir ressusciter, auraient plutôt tendance à lui jouer l'air du « on t'aimait, nous non plus. »

C'est qu'il est bien encombrant, ce revenant dont se serait bien passée une opposition plus désunie qu'elle ne veut le laisser croire. Pour l'instant, le P.r. a choisi de ne privilégier aucun chef. François Léotard explique que la priorité, c'est de gagner les élections de 1986. Pour le reste, on verra plus tard.

Oui, mais plus tard, on n'arrête pas d'y penser. Ce qui donne lieu à de drôles de chassés-croisés, et à des alliances qu'on pensait contre-nature. Chirac et Giscard sont devenus les meilleurs copains du monde. Au R.p.r., on loue « l'attitude responsable de Giscard », et Chirac en personne déclarait avant l'élection du 23 septembre : « Mon souhait le plus ardent est que la victoire de Valéry Giscard d'Estaing soit la plus éclatante possible. » Quand on se rappelle 1981, il y a de quoi jubiler. Mais, en trois ans, les choses ont changé. Et Raymond Barre est devenu l'homme de tous les dangers. Alors, le moindre terrain d'entente entre les deux ennemis jurés d'hier est bon à prendre. Ainsi, la problème de la « cohabitation » entre un président de gauche et une Assemblée nationale de droite : Barre est contre — il y voit un retour à la IVe République —, Giscard et Chirac n'y voient aucun inconvénient.

Un qui doit se frotter les mains, c'est François Mitterrand. Deux chefs de l'opposition qui se tirent dans les pattes, c'est déjà bien. Trois, c'est génial.

Giscard la tête sous l'eau ne sert pas à grand-chose. Giscard membre à part entière d'un trio infernal qui ne peut à long terme que se déchirer, c'est une affaire à suivre et, désormais, on pourra aussi la suivre au Palais-Bourbon. ●

L'éditorial

LA GUERRE EST FINIE...

PAR NICOLE CHAILLOT

BON c'est vrai, avouons-le sans détours, la décision du gouvernement français d'extrader trois Basques et d'expulser les autres nous est d'abord restée au travers de la gorge. Notre première réaction, à nous militants socialistes qui avons arpenté des kilomètres de chaussées de nos rues en hurlant « no pasaran » et « Franco assassin », c'est de nous étrangler d'indignation ou de nous faire tout petits pour cacher notre chagrin. Réflexe archaïque d'anciens combattants de causes passées de mode ? Probablement, car entendre des gens comme Poperen, Dumas ou Chevènement défendre la décision gouvernementale avec des arguments qui à la réflexion paraissent tout à fait irréfutables ne peut manquer d'ébranler nos convictions. Il faut dire — pour nous trouver quelques circonstances atténuantes — que ce gouvernement semble prendre un malin plaisir à faire table rase de ce qui constituait depuis des décennies les mythes fondateurs du peuple de gauche.

En moins d'un été, il nous a fallu opérer notre « révolution culturelle » à propos de l'école, du redéploiement industriel et de la modernisation, de la diplomatie et maintenant de l'extradition sans parler de la rupture de l'union de la gauche, voulue certes par les apparatchiks de la place du Colonel-Fabien mais ressentie par beaucoup de militants socialistes comme une dramatique amputation. Bref, on ne peut réclamer à cor et à cri le réalisme économique et refuser dans le même temps le réalisme en politique. Et le réalisme nous oblige à reconnaître que l'Espagne de 1984 n'a pas grand-chose à voir avec celle de Franco et que les terroristes de l'Eta-militaire n'ont pas grand-chose en commun avec les militants anti-franquistes de naguère. Et que si la France a changé pendant cette dernière décennie, l'Espagne, elle, est passée d'une dictature sanglante et momifiée à une démocratie moderne dirigée par nos camarades, ceux qui justement se battaient jadis dans la clandestinité au coude à coude avec les militants catalans, andalous et... basques.

La guerre est finie camarades ! Nous qui avons acclamé debout, en trépignant d'enthousiasme et pour certains les larmes aux yeux, la présence de Felipe Gonzalez au congrès de Nantes après son premier succès dans des élections libres, nous lui refuserions aujourd'hui l'extradition d'hommes dont les mains sont couvertes de sang, alors que c'est son gouvernement qui a accordé au Pays basque le droit légitime à exister en tant que nation basque et permis au courant indépendantiste d'être représenté dans des élections régionales libres. Au fait pourquoi Herri Batasuna, courroie de transmission avouée de l'Eta-militaire, ne fait-il pas plus de 14,6 % des suffrages si les Etaras sont à ce point comme des poissons dans l'eau parmi la population basque ?

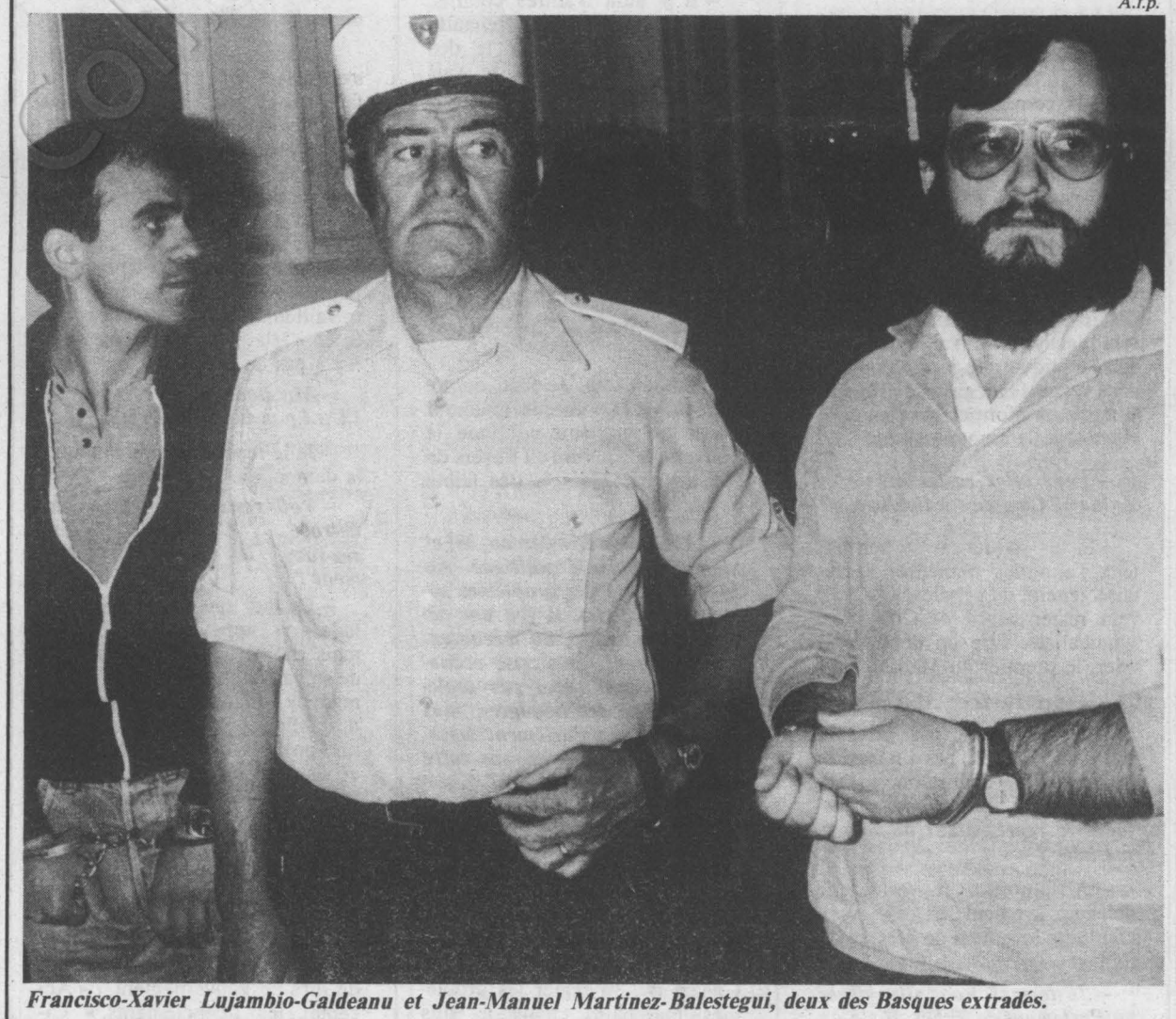
Roland Dumas a eu raison de le rappeler : « Imaginons un instant quelle serait la situation du gouvernement français si l'auteur de l'attentat contre le brigadier Schaeffer, qui a trouvé la mort il y a quelques jours, s'était réfugié dans un pays voisin, Italie ou Espagne, et qu'on nous refuse l'extradition pour le juger au nom d'une question de principes. » C'est vrai aussi que des arguments comme ceux développés par Henri Noguères ne manquent pas de poids : « Je garde le souvenir de rapports sur la situation en Espagne, qui font état de conditions de détention absolument intolérables et inadmissibles dans les prisons. » On ne reste pas impunément quarante ans sous le joug d'une dictature impitoyable, et il ne fait pas de doute que dans l'Espagne démocratique d'aujourd'hui subsistent des reliquats de la police franquiste d'antan, toujours à l'œuvre. Mais pourquoi ne pas faire confiance à la justice espagnole d'autant que le gouvernement français a, semble-t-il, pris toutes les précautions possibles et a « négocié très durement » — selon les propres termes de Roland Dumas — avant d'accorder les extradictions ? De plus, nous qui n'avons pas connu les horreurs d'une police fasciste, sommes-nous si certains de ce qui se passe derrière les murs de tous nos commissariats ?

Autre point à méditer avant de monter sur nos grands chevaux : nous sommes-nous suffisamment demandé pourquoi les terroristes de l'Eta-militaire avaient multiplié attentats et crimes de sang (44 meurtres en 1983) depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir à Madrid ? Pour qui tuent-ils et finalement quelle cause, au-delà du Pays basque, servent-ils véritablement ? On l'a vu récemment en Italie. Les Brigades rouges qui s'acharnaient eux aussi contre une démocratie — faible et corrompue sans doute, mais une démocratie tout de même, il n'y en a déjà pas tant — ont fini, faute de véritables idéaux et de véritables causes à servir, par s'allier avec la maffia devenant ainsi le bras armé du syndicat du crime. Ou le terrorisme comme fin en soi !

Orfèvre en la matière, Jean-Pierre Destrade, député socialiste de Saint-Jean-de-Luz, aujourd'hui porte-parole du P.s., nous déclarait prémonitoirement en mai dernier : « Les socialistes français ne se sont jamais engagés à accorder le statut de réfugiés politiques à tous les demandeurs. Cela ne peut avoir de sens qu'au bénéfice des ressortissants de pays non démocratiques. » Après l'assassinat le 23 février dernier, en pleine campagne électorale au Pays basque, du sénateur socialiste Enrique Cosas Vila, ami très proche de Felipe Gonzalez, militant de gauche nationaliste qui n'avait rien à voir avec les oppresseurs de la nation basque, il devenait impossible de fermer les yeux sur le fait que le Pays basque français était devenu la base de repli logistique de l'Eta, des commandos venant régulièrement de France commettre des attentats et des meurtres au sud avant de rentrer « se planquer » de ce côté-ci des Pyrénées. Au Pays basque même, on jugeait que « trop c'est trop et l'opinion publique est largement en faveur de l'extradition », selon Jean-Pierre Destrade.

Comme l'a rappelé à propos de cette affaire Jean-Pierre Chevènement : « L'art de gouverner est toujours de choisir entre des inconvénients », et si l'extradition de trois terroristes ne saurait nous combler de joie, essayons de ne pas tout mélanger (Klaus Croissant n'avait pas de sang sur les mains !), et tentons de comprendre en gardant confiance en ceux qui ne sauraient trahir nos idéaux (à propos pourquoi expulser si loin les militants basques — au Togo ! — sinon pour mettre des hommes qui seront libres à l'abri de la sinistre vendetta des commandos du Gal ?). Quant aux leçons de socialisme dispensées sans vergogne par un Philippe Tesson (!), elles ne peuvent que nous conforter dans cette confiance. Pour lui, comme pour ses pairs, nous savons depuis longtemps qu'un bon socialiste ne peut être qu'un socialiste mort . Et qui a jamais prétendu que le courage politique était facile à assumer ?

A.f.p.



Francisco-Xavier Lujambio-Galdeanu et Jean-Manuel Martinez-Balestegui, deux des Basques extradés.

Pascal Lebrun



Jean-Pierre Destrade.



A.f.p.

Akka Ghazzi à Aulnay parmi ses camarades.

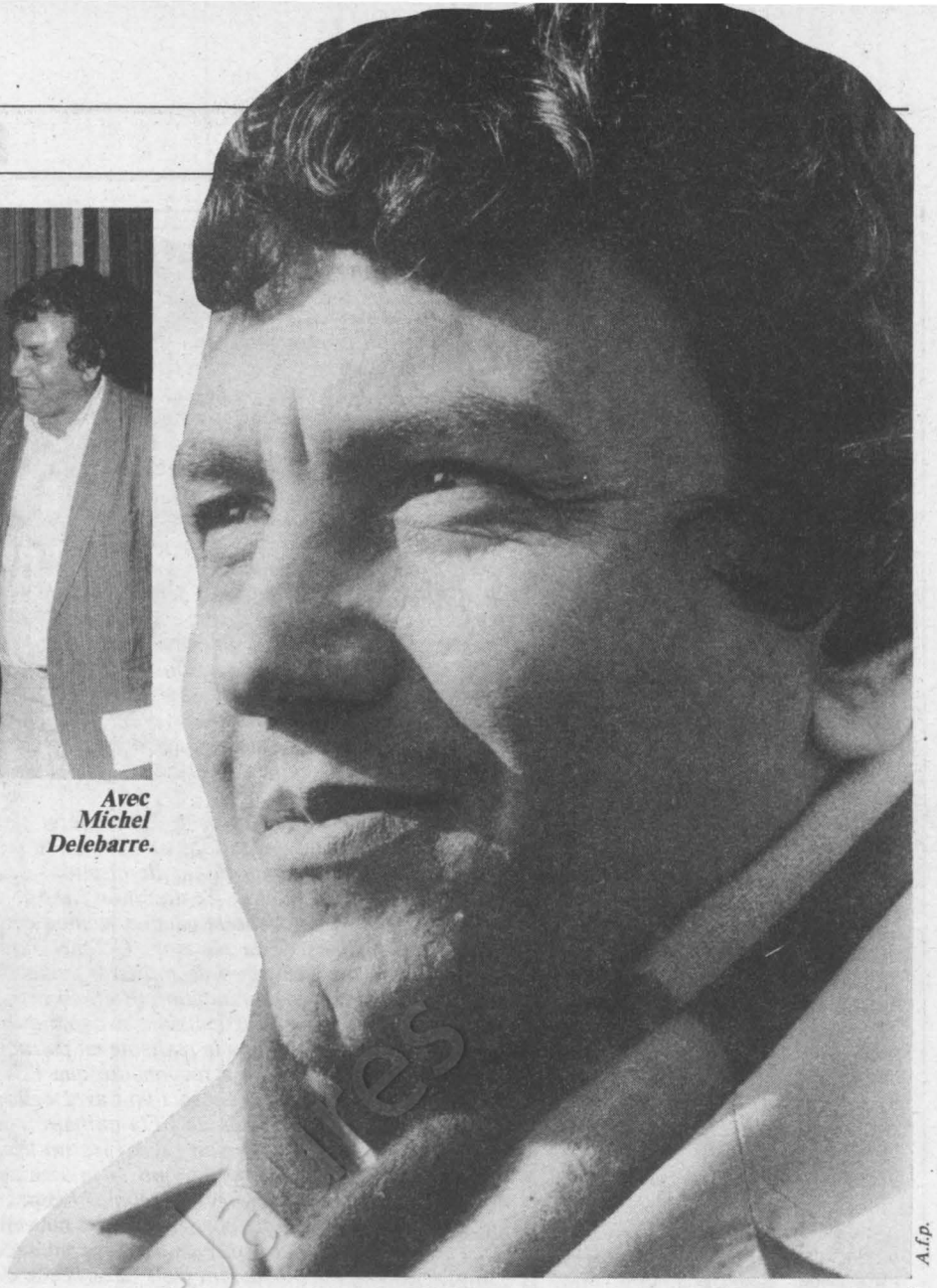
Sipa-presse



Avec Michel Delebarre.



Votant aux élections marocaines.



A.f.p.

AKKA GHAZZI : "JE SERAI UN DEPUTE OUVRIER"

Voilà comment Akka Ghazzi résume sa future mission de député socialiste au Maroc. Mais le terrain d'action du syndicaliste d'Aulnay restera, car Ghazzi se veut le porte-parole de ses frères d'Aulnay et d'ailleurs au Parlement marocain. Ce battant va avoir une rude tâche au Maroc et en France, entre lesquels il fera la navette. En attendant, il a accepté de s'expliquer librement pour « l'Unité ».

« L'UNITE » : Vous venez d'être élu député marocain ; vous êtes aussi secrétaire général de la C.g.t./Citroën d'Aulnay : comment l'idée d'entrer en politique vous est-elle venue ?

AKKA GHAZZI : Le Maroc a décidé de donner la parole à la communauté marocaine immigrée. Je suis syndicaliste et j'ai donc décidé d'élargir mes responsabilités à l'ensemble des travailleurs marocains en France.

– Et la C.g.t. a accepté que vous vous présentiez sur une liste de l'U.s.f.p. (Union socialiste des forces populaires), alors qu'il y avait d'autres candidats, notamment communistes ?

– Moi, je ne suis pas communiste, même si j'ai un grand respect pour eux. Je n'appartenais pas non plus à l'U.s.f.p., avant ma candidature. Ce qui m'a poussé à accepter, c'est que ce parti est le plus proche, au Maroc, d'un syndicat qui s'appelle la C.d.t. (Confédération démocratique du travail) qui, selon moi, défend le mieux les intérêts des travailleurs marocains. Et dans des conditions souvents difficiles. Son secrétaire général vient d'ailleurs de sortir de prison.

– Et l'avis de la C.g.t. ? Henri Krasucki est-il heureux ?

– J'ai informé la C.g.t. de ma candidature... J'ai fait part de ma décision ; je ne leur ai pas demandé leur accord. Je suis marocain. Je respecte la C.g.t. ; la C.g.t. m'a respecté. Je ne sais pas si Henri Krasucki est heureux ou pas. J'ai entendu, moi, Krasucki me dire : « Vous avez pris votre décision ; c'est très bien. »

– Quel est votre statut en tant que député extérieur au pays ?

– J'ai déjà une idée de mon futur travail : je serai un homme de terrain. Et un porte-parole de toute la communauté marocaine en France. Je vais donc discuter avec le gouvernement marocain des conditions des travailleurs de mon pays en France. Je serai attaché aux travailleurs, pas un député à Rabat. Non, je ne m'installerai pas là-bas. Et quand j'irai, ce sera pour en revenir avec des résultats qui, je l'espère, feront plaisir aux travailleurs. Tout cela implique que je me déplace dans toutes les régions de France afin de m'informer sur les problèmes de la communauté.

– Vous allez rester ouvrier à Aulnay ? Comme syndicaliste... ?

– Si les statuts me le permettent, j'aimerais demeurer secrétaire général du syndicat C.g.t. Je veux rester salarié de Citroën et syndicaliste. Etre un député ouvrier, le premier du Maroc.

– Est-ce l'avis de M. Calvet ?

– Je ne lui ai pas posé la question ! Je n'ai pas l'intention de donner ma démission.

– Vous demeurez donc toujours le représentant de vos camarades ?

– Absolument. Je reste leur délégué syndical Et s'il y a conflit, je le suivrai de près ou de loin..

– Justement. Vous allez siéger au Parlement de Rabat. Il y a un conflit chez Citroën à propos des licenciements, comment allez-vous faire pour suivre l'évolution des choses dans l'entreprise ?

– Il y aura d'autres conflits, dans le bâtiment, chez Renault : je vais donc avoir sur le dos d'autres licenciements. Je vais préparer mes dossiers en conséquence.

– A ce moment-là, vous agirez en tant qu'homme politique marocain.. ?

– Dans ma propre usine, je réagirai comme syndicaliste.

– Aviez-vous déjà tâté de la politique avant d'être élu député ?

– Pas du tout. Je ferai du social, pas de la politique. Quand il y aura un problème politique, je trouverai la solution au travers de l'U.s.f.p. Moi, je suis très faible en politique.

– Mais vous êtes devenu, bel et bien, un homme politique. Au Maroc, il y a des problèmes sociaux, politiques, il y a une répression policière, un mécontentement latent, une crise économique : Vous n'êtes pas seulement député des immigrés, vous allez siéger au Parlement marocain. Comment voyez-vous votre rôle de député marocain ?

– Soyons réalistes. Il y a des problèmes au Maroc. Je fais confiance au Parti socialiste marocain pour avancer ses solutions. L'U.s.f.P. a doublé sa voix dans ces élections, malgré des irrégularités... Ce n'est pas Ghazzi qui va régler les problèmes marocains, mais je suis membre, à part entière, de l'U.s.f.p. Je suivrai mon parti et je voterai avec lui, en respectant les consignes.

– Il y a des problèmes de démocratie au Maroc.. ?

– Nous souhaitons qu'elle s'élargisse. Un pas vient d'être fait dans ce sens. On a dit que des délégués syndicaux C.g.t. avaient eu des problèmes à leur retour au pays : ce que je peux vous dire, c'est que ce n'est pas mon cas, lors de mes vacances, par exemple. Je vois d'ailleurs mal comment je pourrais être emprisonné pour avoir défendu la dignité des travailleurs marocains chez Citroën. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de problèmes...

– M. Bouabid, le leader de l'U.s.f.p. a bien été arrêté...

– Je le repète : je souhaite que la démocratie s'élargisse.

– Vous restez syndicaliste chez Citroën. Comment « sentez-vous » les choses en ce moment ?

– Quand quelqu'un est malade, on appelle un médecin, mais c'est le contraire qui vient de se passer chez Citroën. M. Bérégovoy, quand il était ministre des Affaires sociales, avait pris une position claire à notre égard et vis-à-vis de la direction. A la veille des vacances, M. Bérégovoy avait dit : il faut que la direction mette cartes sur table, sur ses projets, son avenir, sur la formation professionnelle et sur la réduction du temps de travail. M. Calvet s'est borné à recevoir les délégations syndicales avant de dire au gouvernement : « Accepter les licenciements. » Citroën continue à dire : « Les syndicats, connais pas. » Et puis il y a les « cages à rats » que Calvet a disposés devant les usines avec l'appui de C.r.s. C'est à cause de cela que j'ai été matraqué. Je reconnaîtrai le flic qui m'a matraqué, celui qui m'a jeté par terre, celui qui m'a donné des coups de pied. Tout cela parce que je n'ai pas accepté que l'on revienne sur la dignité arrachée en 1982.

– Mais il y a un Centre de formation de l'automobile... ?

– J'ai rencontré le dirigeant de ce centre. Que propose-t-il ? Des auto-écoles, des emplois dans des restaurants. Est-ce cela la formation dans l'automobile ? Nous répétons : la formation, oui, mais dans l'automobile. Si l'automobile est malade, cherchons des solutions sans licencier. Sinon, on aide simplement le patronat. Dès que l'on donne quelque chose à M. Gattaz, il demande encore plus. Ce que les patrons disent, c'est : « Débrouillez-vous avec le gouvernement de gauche. » C'est cela que je ne comprends pas. Que constate-t-on, par exemple chez Citroën : la direction a toujours refusé de nous informer sur ses plans pour l'avenir. Pourquoi ce silence sur la nouvelle voiture, la Cosa par exemple ? Calvet a dit : « Si vous ne me laissez pas licencier, je ne mettrai pas cette voiture en route. » Aujourd'hui, il a obtenu les licenciements, mais on ne parle plus de la Cosa ! Au contraire, il y a une désorganisation de la production. Citroën est incapable de sortir la nouvelle voiture à Aulnay avec l'effectif actuel.

– Calvet a bien des idées tout de même. Il ne veut pas saboter son usine.

– Calvet prétend qu'il y a eu 4 000 voiture CX sabotées. C'est faux. Nous avons fait une enquête. Il apparaît que pour les deux tiers d'entre elles il s'agit d'un manque de pièces. Ce sont des problèmes techniques, pas de malfaçons. Quant au dernier tiers, il a été saboté par la maîtrise et les cadres !

On a vu des CX aux sièges avant bleus, et l'arrière rouge ; c'est gros, non ? La question essentielle que je pose : Calvet a-t-il une politique de développement de sa société ? Je réponds non. J'ai le sentiment que M. Calvet veut rayer le « double chevron » de la carte automobile.

– Comment avez-vous découvert le syndicalisme ?

– Je suis venu en France en touriste fin 1972. J'ai d'abord trouvé du travail à Brest comme manœuvre. C'était mon premier contact avec un travail dur. Se lever à 4 h du matin, rentrer à 20 h. C'est chez Citroën que j'ai découvert le syndicalisme en 1976. Le responsable du magasin m'a dit, lors de mon embauche : « Il faut prendre la carte de la C.s.l. Ici, il y a un syndicat, la C.g.t., qui est politisé, qui veut nous faire du mal. La C.s.l. est un syndicat libre qui est contre les grèves. » Mais mes camarades m'avaient déjà mis en garde contre la loi Citroën.

– Comment avez-vous vécu la loi Citroën ?

– Comme des milliers d'hommes et de femmes. J'ai vécu comme un esclave. Je n'avais pas le droit de discuter avec qui je voulais ; on était suivi dans les ateliers ; tout le monde mouchardait. Chacun se méfiait de l'autre. L'encadrement politique était présent. Chez Citroën, il y a des hommes qui ne travaillent pas et qui surveillent les autres. Si on discute à deux, un troisième vous écoute. J'ai découvert un régime, une société qui n'était pas la société française, une loi qui n'est pas la loi française. Cela a duré jusqu'en 1982. Chez Citroën, il y avait des interprètes qui ont fait l'Algérie, la Tunisie et le Maroc. Ils connaissent les mots qui font mal aux arabes. Si vous alliez faire votre marché le samedi et que vous alliez boire un verre avec un autre travailleur, le lundi, l'interprète venait trouver les deux hommes pour leur dire : « telle heure, tel jour, vous étiez dans tel café. » Chacun essayait donc d'être bien vu par l'interprète en mouchardant.

– Comment êtes-vous entré à la C.g.t. ?

– Il y avait un délégué syndical C.g.t., Oufkir, de ma région. Il venait souvent discuter avec moi. L'agent de secteur m'a appelé trois fois pour me dire : « Attention, ne discute pas avec Oufkir. Un jour, on m'a changé d'atelier, sans explications. J'étais suivi par deux délégués C.s.l. qui disaient autour de moi : « Ne discutez pas avec Ghazzi. » Tout est parti de là. C'était après la victoire de la gauche. Un matin, j'ai demandé mon adhésion à Oufkir. On m'a demandé d'être candidat aux élections du personnel. J'ai accepté. A partir de là, la direction m'a remis à mon ancien travail. Un jour, mon contremaître m'a appelé à une réunion « chez le patron ». L'encadrement était là : tout le monde s'est mis debout à mon arrivée ! Cela ne m'était jamais arrivé de la part de gens qui ne regardaient même pas. Ils m'ont demandé : « Etes-vous au courant des élections du personnel ? » J'ai dit : « Oui. » Ils avaient une liste de dix noms devant eux. Le mien a été entouré de rouge. On m'a dit : « Krasucki = Georges Marchais. Tu prends un mauvais chemin, etc. » Et quand ils ont vu qu'il n'y avait rien à faire, « ils » ont utilisé à nouveau les pressions... Délégués C.s.l. derrière moi, provocations. Et j'ai vu que les travailleurs commençaient à changer d'attitude.

Nous sommes allés ensuite chez le ministre Auroux qui a envoyé des inspecteurs du travail. C'est à partir de là que les travailleurs ont respiré l'air de la liberté chez Citroën. Et puis, ce fut la grève de cinq semaines où nous avons arraché des élections libres, fin 1982.

– Et le recrutement de Citroën au Maroc, comment fonctionnait-il ?

– Je n'ai pas connu cela personnellement puisque je suis venu en touriste. Mais je sais comment cela se passe. Citroën s'intéresse aux gens du Sud qui ne connaissent rien aux syndicats, à la politique, qui sont analphabètes, qui ne connaissent que le travail. Les recruteurs arrivent dans un patelin. Ils s'adressent au responsable du pays : « Nous voulons 500 ou 3 000 personnes, des costauds, des gens durs. » On les amène dans des hôpitaux de la région : on leur inspecte le nez, les yeux, les pieds, les dents, etc. Un deuxième recrutement a lieu à Casablanca avec l'Oni (Office national de l'immigration). Il y a notamment des « politiques » qui discutent avec les travailleurs. On les piège pour vérifier s'ils sont suffisamment « fermés ». Ensuite, on leur donne des boîtes de sardines, du pain et on les met dans le train, avec des badges.

– Allez-vous raconter tout cela devant le Parlement marocain ?

– Il n'y a pas de travail au Maroc. Il ne faut pas que l'on ramène tous ces gens comme des bêtes. Il faut nous donner la possibilité d'être des hommes parmi d'autres. Le gouvernement marocain devra s'intéresser de plus près à cette situation. C'est la même chose pour le gouvernement français. Je suis déçu de ce qui s'est passé en 1984 chez Citroën : les matraquages, les cages à rats. Pourtant, le gouvernement nous a soutenus pendant la grève de 1982. Calvet est en train de nous arracher notre liberté. En 1982, on n'a pas été matraqué ni gêné par les C.r.s. On a réussi à « foutre la C.s.l. à la poubelle ». C'est un problème de dignité.

– Le député socialiste Akka Ghazzi est déçu ?

– C'est le syndicaliste qui parle, par le député

– Le député Ghazzi est-il prêt à négocier avec les gouvernements des formes d'aide au retour ?

– Oui, je suis prêt à faire cet effort, afin de rapprocher les idées des uns et des autres.

– Sur quelle base, de l'argent ?

– Je n'ai jamais parlé de fric. Il y a des problèmes à régler pour le retour des travailleurs. Il ne faut pas nier qu'il y a des gens qui veulent rentrer. Il faut négocier les problèmes de logement, de l'école au Maroc. Pourquoi le gouvernement français ne participerait-il pas au développement du pays d'origine ? Ces travailleurs et leurs enfants ne peuvent pas, c'est évident, redevenir des bergers. Il y a aussi un effort de formation à accomplir dans des branches qui intéressent le Maroc. Je suis prêt à négocier tout cela. On n'aide pas seulement quelqu'un avec de l'argent. Tous ces travailleurs ont participé à la richesse de la France, on ne peut pas les laisser partir comme cela en disant : « On n'a plus besoin de vous. » Nous aimons la France. Nous avons participé à la guerre. Nous continuerons à être attachés à la France.

(Interview recueillie par Claude JADOUL)

RENAULT : LA STRATEGIE SCOLAIRE

Prôné par Laurent Fabius, le jumelage lycée-entreprise existe déjà, sous une forme très élaborée : à l'école professionnelle de la Régie Renault. Un exemple dont pourrait s'inspirer l'Education nationale pour éviter le piège du « tourisme industriel ».

PAR PHILIPPE MAQUAT



DANS l'atelier de carrosserie, les marteaux frappent en cadence la tôle qu'il s'agit de mettre en forme. De domestiquer presque. Revêtus d'un bleu de travail, des jeunes gens et deux jeunes filles, âgés de 16 ans au plus, découvrent, se familiarisent avec la nouvelle orientation qu'ils ont choisi de donner à leur scolarité : celle d'élève de première année à l'école professionnelle de la Régie Renault à Boulogne-Billancourt, tout près de Paris.

Un établissement où le jumelage lycée-entreprise, prôné par Laurent Fabius à l'occasion de l'émission « l'Heure de vérité » du 5 septembre dernier, prend tout son sens et va même au-delà.

Bien sûr, l'industrie automobile est actuellement touchée de plein fouet par le problème des sureffectifs et par sa conséquence directe, le chômage technique. Y compris Renault et malgré la sortie d'un espoir nommé « Supercinq ». « Il est certain que toute la branche métallurgie est affectée par la restructuration de l'industrie automobile, confirme Yannick Barbier, électronicien d'origine et qui, depuis cinq ans, est enseignant à l'école. Mais, en électronique et en électrotechnique, la modernisation entraîne l'effet inverse, car dans ces deux domaines les offres ne sont même pas satisfaites. Il y a un manque. »

Bref, l'école de la Régie, qui compte quatre filières (mécanique, électronique, électrotechnique et chaudronnerie), n'est pas en train de former de futurs chômeurs. Sa formation est ciblée. « De toute façon, je ne pense absolument pas à la perspective du chômage, renchérit Yves, 16 ans, sinon ce ne serait pas la peine de commencer. » Comme ses camarades de promotion, Yves est en effet entré à l'école il y a tout juste trois semaines.

Traditionnelle embauche

Il n'empêche qu'en 4e et dernière année, celle qui conduit au baccalauréat, l'inquiétude est davantage perceptible dans les réflexions des élèves. « Avant même en cas d'échec au baccalauréat, on était sûr d'être embauché, explique Pierre qui, comme beaucoup de ses camarades, est entré à l'école sur les conseils de son père, un ancien de la Régie. Maintenant il faut absolument avoir le bac et encore, car on nous a fait comprendre que cette année les embauches de techniciens-stagiaires dépendraient des besoins de l'entreprise. »

Une inquiétude tout à fait légitime de la part de Pierre et de ses camarades, mais une inquiétude avant tout liée au stress de la 4e année, de la dernière ligne droite selon les responsables de l'école. « Les élèves n'ont certes pas de contrat avec la Régie, précise Alain Lance, responsable de l'établissement. Mais la grande majorité d'entre eux a toujours été embauchée. C'est une tradition. » Puisse-t-elle durer malgré la crise !

Etablissement privé, l'école dispense une formation qui se divise à parts égales entre l'enseignement général (français, philosophie, mathématiques, langues vivantes, histoire et géographie), la technique théorique et la pratique professionnelle. Elle recrute sur concours des jeunes gens et des jeunes filles possédant le niveau de la 3e et les prépare en 4 ans – au lieu de 3 – au baccalauréat F1 (mécanique), F2 (électrique), F3 (électrotechnique) et au B.t.c. (chaudronnerie). Sur 500 à 600 postulants chaque année, 50 seulement sont admis. Ceux qui ont le mieux réussi les tests de mathématiques, de français et de psychotechnique.

Pour un élève pensionnaire bénéficiant d'une chambre individuelle, il en coûte 895 F par mois à la famille – 290 F pour les demi-pensionnaires –, les fournitures étant prêtées ou données. « L'enseignement technique est très coûteux, explique Alain Lance, car les élèves ont besoin de compas, de bleus, de chaussures de sécurité, de fers à souder, de pieds à coulisse. En outre, les ouvrages techniques sont chers. » Trop pour le responsable de l'école. Enfin, chaque mois, les élèves reçoivent une allocation d'études d'environ 500 à 600 F, à cette nuance près qu'elle se divise en deux : une moitié sous forme de fixe et l'autre liée au travail de l'élève. La prime de rendement en quelque sorte. Quant aux objectifs de l'établissement, ils sont clairs : aller au-delà de l'enseignement dispensé dans les lycées traditionnels. « En effet, le baccalauréat représente un acquis important, mais insuffisant, dit Alain Lance. Car, en dépit des efforts de l'Education nationale, la robotique et l'informatique industrielle ne sont pas encore assez intégrées au programme des lycées. »

A cette initiation des élèves aux techniques nouvelles, initiation que permettent les équipements sophistiqués et très coûteux, mais qui sont utilisés tant par les élèves que par les adultes en formation, l'établissement ajoute une composante « relations humaines », rendues nécessaires par l'évolution des entreprises modernes, mais destinée également à donner le « profil Renault » aux élèves. Une exigence que ces derniers semble contester quelque peu. « les méthodes de travail et celles de commandement, d'animation ont changé, précise Alain Lance. Aujourd'hui, on travaille davantage en groupes, et l'on réclame plus de créativité et d'initiatives de la part des travailleurs. » C'est pourquoi, au sein de l'établissement, les cours magistraux ont cédé la place à des méthodes padagogiques plus modernes fondées sur le travail par équipes, les recherches personnelles, les exposés, la réalisation de projets, comme cette table à dessin que

(suite en page 8)



Pascal Lebrun

Elèves de Renault assistant à une démonstration de matériel à affichage numérique.



Et travaillant sur du matériel informatique.

(suite de la page 7)

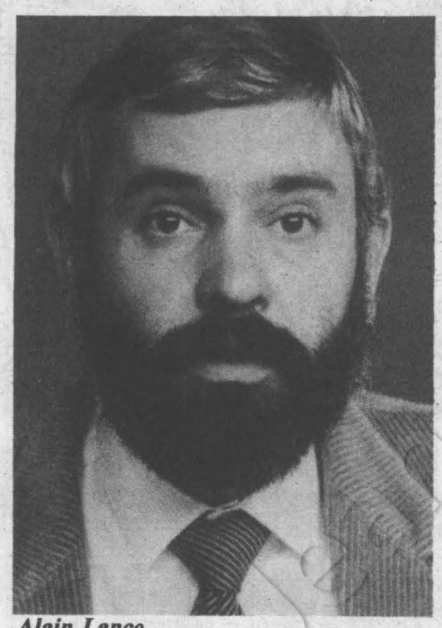
viennent de réaliser pour l'école les élèves en chaudronnerie.

L'enseignement est dispensé par des professeurs appartenant à la Régie — les professeurs principaux —, à l'Education nationale pour les matières d'enseignement général et les cours d'enseignement théorique ; enfin par des professeurs étrangers pour les langues vivantes. Tout comme pour l'éducation physique (2 h 30 par semaine), les cours de langues sont dispensés par niveaux, ce qui permet la constitution de groupes homogènes.

Echanges avec Volkswagen

L'école pratique également une politique dynamique au niveau des stages. Qu'ils soient linguistiques comme ceux suivis par les élèves dans des collèges anglais avec hébergement dans les familles ; qu'ils soient techniques et culturels à l'image de ceux proposés en Allemagne fédérale aux élèves de 3e année. Ces séjours outre-Rhin durent quinze jours et sont organisés en collaboration avec Volkswagen et Daimler-Benz qui, ensuite, envoient leurs propres stagiaires à Boulogne-Billancourt pour une durée identique. Au programme : des échanges d'informations tant au niveau technique que social, des visites d'usines performantes, c'est-à-dire très automatisées, puis en trois jours la réalisation en commun d'un travail pratique. « Ce travail en commun est intéressant, et il nous permet, note Alain Lance, de constater régulièrement que, si les élèves allemands sont plus rigoureux et plus précis que leurs homologues français, ces derniers font en revanche preuve de plus de créativité. »

Enfin, il va sans dire qu'un stage-maison, à savoir dans une usine de la Régie, est également au programme des élèves. Ce stage se déroule en 4e année, celle du baccalauréat, et entraîne sur un thème précis (problèmes de non-qualité rencontrés sur une chaîne de montage, par exemple) une confrontation entre élèves, ingénieurs et ouvriers, les premiers cités devant ensuite produire un rapport.



Alain Lance.

Il n'est bien sûr pas question de transposer dans son intégralité cet exemple d'une école professionnelle privée, créée spécifiquement pour former le personnel de la Régie et lui donner le profil adéquat, aux jumelages à venir entre lycées et entreprises, tels que les conçoit le gouvernement. Mais plutôt d'en tirer des éléments utiles. Du reste, voudrait-on le « recopier » cet exemple qu'on ne le pourrait pas. Du moins partout. « Au départ, le jumelage proposé par Laurent Fabius risque, en effet, de poser un problème d'organisation au niveau de la répartition géographique des lycées et des entreprises en France, note Alain Lance. Il est certain qu'un lycée du Var, par exemple, aura moins de chance de trouver une correspondance qu'un établissement situé en région parisienne. »

Deux lycées pilotes

Il cite alors le cas de deux lycées pilotes pour la préparation au B.t.s. de maintenance industrielle qui, à l'évidence, ne disposent pas du même environnement favorable : l'un fait partie d'une commune, l'Orgues, située près de Draguignan, alors que l'autre, le lycée Diderot, se trouve à Paris même. « Or, ajoute-t-il, cela peut créer des inégalités. » Une inquiétude fondée qui n'empêche pas Alain Lance d'approuver l'idée et d'estimer qu'« aujourd'hui, alors que les boîtes noires se multiplient, on ne peut plus décemment former un technicien sans qu'il est des contacts avec l'entreprise », cette remarque étant également valable pour un lycéen du classique « qui doit savoir utiliser l'informatique ». Et donc trouver au cours de sa scolarité un terrain d'expérimentation au niveau du secteur tertiaire.

Beaucoup de questions restent à coup sûr en suspens à propos d'un jumelage qui, selon l'expression du responsable de l'école professionnelle de la Régie, doit absolument éviter ce piège du « tourisme industriel » pour les lycéens. Gageons cependant qu'enseignants et industriels, qui participent déjà à l'élaboration de l'enseignement technique en suggérant certaines adaptations, ont compris l'importance de l'enjeu.

CREUSOT-LOIRE : UN MOINDRE MAL ?

Une solution serait en vue pour sauver Creusot-Loire : douloureuse, bien sûr, mais moins que le précédent montage financier et industriel. Anxieux, les syndicats attendent mais ils sont plus confiants car « on ne les a pas mis devant le fait accompli ».

PAR CLAUDE JADOUL

S'ORIENTE-t-on — enfin — vers une solution pour Creusot-Loire ? Il semble bien que oui. Louis Gallois, directeur général de l'industrie, chargé de ce dossier épineux, est actuellement en possession des premiers éléments de l'expertise confiée à Usinor et à Framatome. Mais le temps presse. C'était en effet le 26 septembre que le délai imparti par le Tribunal de commerce se terminait. Et au moment où nous écrivons ces lignes (1), on s'accordait pour penser que les juges consulaires prorogeraient ce délai. C'est assez dire si Louis Gallois ne ménage pas ses efforts à la D.g.i. Il faut faire vite.

Sur place, au Creusot, « cela se passe bien sur le terrain », dit Bernard Loiseau, premier adjoint au maire, un « ancien » de Creusot-Loire. Les experts ont pu circuler dans les ateliers dans une bonne ambiance pour évaluer les actifs de l'entreprise. Ni graffiti, ni insultes, au boulot. En tout état de cause, on en saura plus le 2 octobre à l'issue d'une réunion qui devrait réunir les partenaires — syndicalistes compris — à la D.g.i. Mais, manifestement, un schéma de sauvetage s'esquisse. Avec un handicap : le retrait de F.c.b. (Five-cail babcock) du consortium des repreneurs a éliminé l'unique solution globale qui s'était présentée. Une solution lourde, socialement, puisqu'elle se soldait par des dégraissages intolérables (2 500 emplois).

Il faut dire aussi que l'un des deux « repreneurs » actuels — Framatome — n'est guère « chaud », même si cette filiale de Creusot-Loire devrait davantage se souvenir que le C.e.a. détient 49 % des actions... Son patron, M. Leny, a une double préoccupation dans cette affaire. Il s'agit pour lui de « rentrer dans ses billes », à savoir le 1,3 milliard de NF qu'il a avancé à M. Pineau-Valencienne, l'ex-p.-d.g. M. Leny est donc tenté de se « payer sur la bête » et de reprendre des actifs intéressants à concurrence de cette dette. Et comme Framatome est tout aussi intéressé — synergie oblige — à la survie de son fournisseur de turbine, la division « énergie », ou du moins certaines parties, M. Leny s'emploie à minimiser la reprise.

Le rôle de Framatome est d'autant plus difficile à cerner que des difficultés juridiques subsistent au niveau de la reprise d'une partie des activités de la société mère. C'est là, semble-t-il, que l'I.d.i. pourrait intervenir pour contourner la difficulté. Au niveau de la métallurgie, les choses sont plus simples avec Usinor. La nationalisée à les coudées plus franches, de toute évidence. Et n'a pas les mêmes préoccupations. La perspective d'une reprise de l'activité « métallurgie » par Usinor et de l'« énergie » par Framatome s'impose assez bien.

Il demeure que les négociateurs, principalement les syndicats et les élus, pèsent de tout leur poids pour que ces deux repreneurs potentiels soient, chacun de leur côté, associés dans l'une comme dans l'autre activité. On cite une clé de 75/25 que le plan Dulaquais ébauchait déjà. Reste, au Creusot, le cas des « services d'intérêt commun » (700 personnes), à l'égard desquels l'inquiétude persiste. Une chose est sûre : on s'oriente vers la constitution de deux pôles distincts, reliés de la manière évoquée plus haut. Un moindre mal. Il est clair, en effet, que le coût social de cette solution serait moins lourd que le plan F.c.b.

Et les autres filiales ? Peu d'informations filtrent. Mais il n'est pas niable que des contacts ont été noués, par exemple, entre l'américain Goss et l'usine Creusot-Loire de Nantes, qui fournissait 70 % du marché français du matériel d'imprimerie. « Le problème de l'indépendance technologique est posé », dit Gonzalez de la F.t.m./C.g.t. Et si Framatome reprenait Neirpic et la filiale brésilienne « Mecanica Pesada », il y a risque que les « aéro-réfrigérants » passent sous le contrôle d'une firme allemande, tandis que Martin S.a. (400 emplois à Lyon), spécialisée dans le carton-lait, est dans le collimateur d'un groupe suisse, tout comme Instrument S.a. pour laquelle une entreprise étrangère aurait les yeux de Chimène...

Solution douloureuse donc. Mais l'intersyndicale reconnaît : « On ne nous met pas devant le fait accompli. » Les syndicats réclament qu'un « chapiteau » soit créé pour gérer l'ensemble Creusot-Loire. Mais rien n'est moins sûr...

(1) Le 25 septembre 1984.

Camille Dufour, maire du Creusot tentant de calmer des manifestants surexcités.



Pascal Lebrun

L'économie en bref

PAR STEPHEN GERE



DOLLAR
La belle mécanique s'emballe

Le président Reagan est aujourd'hui très fort. Il peut tout se permettre. Tous les gestes d'ouverture à l'adresse des Soviétiques, toutes les exigences à l'égard de l'Europe. D'autant que le plus fiable des indicateurs de sa puissance est encore à la hausse. A la hausse, que dis-je, c'est à une explosion du dollar que nous assistons depuis le début du mois. Autant dire que cela ne nous promet pas des lendemains qui chantent. Nous ? Pas seulement nous. C'est le monde entier qui est plongé dans l'embarras.

A l'époque de Jimmy Carter, le dollar est tombé très bas. Trop bas : jusqu'à 3,95 F je crois. Ronald Reagan est arrivé, et, en quatre ans, le prix du billet vert a plus que doublé. Les mauvaises langues expliquèrent un temps que la différence se justifiait par le retard pris par la France socialiste sur l'économie américaine. Tiens ! Alors l'Allemagne du chancelier Kohl a accumulé le même retard. Non, les mauvaises langues, elles-mêmes, retirèrent leur explication. Jacques Delors a alors avancé l'idée d'une double demande de dollars. En plus de la demande habituelle de financement, il existe depuis quelques années une demande américaine extrêmement attractive (taux d'intérêt élevés) pour financer le déficit budgétaire et la reprise aux Etats-Unis. Chacun sait maintenant que Donald Regan, le secrétaire d'Etat au budget, fait de la relance sans le dire : ne dites pas à l'Amérique et à M. Friedman que je suis keynésien, ils me croient monétariste.

Il ne fait pas de doute que le déficit budgétaire américain — 170 milliards de dollars — tout de même tempéré par un excédent de 60 milliards des collectivités locales, est un remarquable instrument de relance pour accompagner la reprise américaine. Une reprise qu'il ne faut pas sous-estimer, même si la croissance est tombée de 10 % en rythme annuel au début de l'année à 3,6 %, toujours en rythme annuel, au troisième trimestre. Cette croissance est bien réelle, elle s'appuie sur des P.m.e. dynamiques et une technologie en avance, dit-on, de dix ans sur la nôtre. Il est évident que les investisseurs parient sur la réélection d'un Ronald Reagan, grand bénéficiaire de cette reprise, sur la bonne santé de l'économie américaine et sur Wall Street.

Face à cette double demande, l'offre de dollars est à la baisse. D'abord, les autorités monétaires américaines, soucieuses de ne pas réactiver l'inflation, contrôlent strictement la création de dollars. Si vous ajoutez à cette rigueur monétariste l'insolvabilité du tiers monde, incapable de rembourser les dollars empruntés, et le déficit des pays producteurs de pétrole suite à la crise de l'or noir, vous dresserez un tableau assez fidèle de la situation de l'offre sur le marché du dollar.

C'est dans cet état d'esprit et ce contexte que les opérateurs ont abordé la rentrée de septembre. Du coup, la mécanique de hausse du dollar s'est emballée. Tout le monde voulait acheter du dollar, semble-t-il à n'importe quel prix, personne ne voulait en vendre. Et alors qu'il prenait, en gros, un franc par an, le dollar a traversé septembre à la vitesse du son. Sans l'intervention des banques centrales, il est clair qu'avant la fin du mois il crevait le mur des dix francs. Un cheval fou... Vendredi 21, il cotait 9,72 F au fixing à Paris et 9,75 à l'ouverture à New York. Les banques centrales devaient intervenir sur les marchés financiers pour rassasier la boulimie des demandeurs en déversant de grandes quantités de billets verts. Officiellement, la Bundesbank, pour défendre le Mark, mais on parle aussi d'autres autorités monétaires, notamment soviétiques, ont jeté sur le marché de 300 à 600 millions de dollars selon certaines rumeurs. Les effets se sont fait aussitôt sentir : le dollar cotait 9,40 F en clôture vendredi 21 à Wall Street et 9,26 F à l'ouverture lundi dernier à Paris. Gageons cependant que la flambée n'est pas enrayée. Personne ne semble d'ailleurs croire à un répit durable.


Gamma

Edith Cresson.

Y a-t-il un « cours normal » du dollar ? Nombre d'experts n'accordent pas grande valeur à cette notion de « cours normal ». Une parité économique — tenant compte du dynamisme des économies respectives, appréciable, peut-être, au P.i.b. par tête — fixerait un dollar aux alentours de 6 F.

En fait, tout le monde sait que le dollar Carter allégeait notre facture pétrolière, mais facilitait la pénétration des produits américains, en nous interdisant d'exporter aux Etats-Unis. Le dollar Reagan, et surtout Reagan II, produira les effets inverses. L'une ou l'autre situation est tenable, pourvu qu'elle laisse aux économies le temps de s'adapter. En réalité, ce qui est insupportable pour les économies, ce sont les brusques variations qui désorganisent les échanges commerciaux et perturbent les systèmes de financement.

C'est la raison pour laquelle Pierre Bérégovoy, à la suite de Jacques Delors et de François Mitterrand lui-même, s'est rendu à Washington pour proposer, sans illusion semble-t-il, une réforme profonde du système monétaire international, seule susceptible de stabiliser les taux de change. Une stabilisation monétaire qui œuvrerait incontestablement en faveur de la stabilisation politique d'un monde en crise. Car cette envolée du dollar est aussi un phénomène typique des grandes crises. Excessifs, imprévisibles, irrationnels, ces phénomènes traînent souvent des catastrophes mondiales dans leur sillage : qu'on se souvienne de l'inflation allemande de 1924, du krach boursier de 1929. Puissent les autorités monétaires des grandes puissances avoir suffisamment médité cette leçon de l'histoire.

COMMERCE EXTERIEUR
Le meilleur résultat depuis six ans

Il ne faut jamais désespérer de rien. Alors qu'on ne cessait de conjecturer une plongée abyssale de notre déficit commercial, on nous annonce que la balance du mois d'août a dégagé un excédent de 3,5 milliards en données corrigées. Le meilleur résultat depuis tout de même cinq ou six ans. Il ne faut pas non plus chanter victoire, avertit Edith Cresson, car si notre déficit commercial parvient, au bout du compte, à rester inférieur aux dernières prévisions gouvernementales, l'objectif affiché en début d'année d'un rééquilibrage de nos échanges ne sera pas atteint en 1984.

Et, pour 1985, le problème reste entier. En somme, deux arguments plaident contre ce rééquilibrage à l'horizon 1986. D'abord, et bien sûr, le dollar qui renchérit en gros un tiers de nos importations et principalement notre facture pétrolière, sans pour autant compenser ce surcoût par une pénétration suffisante des marchés américains de la part de nos exportations. Il est clair que cette flambée du dollar Reagan aura constitué pour la France l'équivalent d'un troisième choc pétrolier.

Le second argument défavorable à l'équilibre commercial est que, en dépit des efforts réalisés par Edith Cresson pour pousser nos industriels à l'exportation, les parts de marché des entreprises françaises ne se sont pas accrues à l'étranger. Certes, nous avons engrangé les fruits des décalages de croissance entre nous et nos partenaires commerciaux — nos exportations à fin août ont bondi de 19,8 % en un an —, mais la perspective d'un ralentissement de la croissance américaine l'an prochain risque de relativement nous refermer les marchés solvables. Et, comme les grands contrats, ces marchés d'équipement des pays en voie de développement et de l'O.p.e.p., ne repartiront pas en 1985, du fait même de l'insolvabilité de ces pays, l'avenir de nos échanges commerciaux reste bien sombre.

Le seul espoir d'une amélioration constante et durable de notre commerce international réside bien sûr dans l'effort que devront réaliser des milliers d'industries françaises pour sortir de nos limites hexagonales. Il vaut mieux, pour une entreprise lilloise, aller vendrer ses produits en Belgique qu'à Nice ; c'est malheureusement trop souvent l'inverse qui se produit.

Pour l'instant, ne gâchons tout de même pas notre plaisir : les exportations françaises ont atteint, en août, en chiffres corrigés des valeurs saisonnières, 76,543 milliards de francs et les importations 73,018 milliards. Le taux de couverture, toujours en C.v.s., a atteint 104,8 %. En huit mois, le déficit de notre balance commerciale atteint 19,5 milliards de francs. « Le combat continue », conclut Edith Cresson.

EXPOSITIONS
Que c'est beau l'industrie

« Il faut que la modernisation se passe aussi dans les têtes », déclarait l'autre jour Edith Cresson devant un parterre de journalistes économiques. C'est l'objet même de l'Exposition sur l'industrie et les technologies françaises, qui ouvrira ses portes fin 1985 au musée de la Villette et dont la préparation, confiée à l'A.n.v.a.r., vient d'être lancée.

Pourquoi en parler un an à l'avance ? Parce que l'événement est exceptionnel. Souvenez-vous d'un sondage récent selon lequel les Français préféraient voir leurs enfants dans la fonction publique que dans l'industrie. Les journaux en ont fait leurs grands titres : « Les Français n'aiment pas leur industrie ! » La crise aidant, c'est certainement un peu vrai. C'est aussi extrêmement grave. On ne gagnera pas la bataille économique qui est engagée, dans un tel état d'esprit. En conséquence, nos dirigeants ont décidé de faire tout ce qui était en leur pouvoir pour faire évoluer les mentalités.

Il fallait vendre l'industrie française aux Français. Laurent Fabius, alors ministre de l'Industrie et de la Recherche, confie cette mission à Christian Marbach, directeur général de l'A.n.v.a.r. Cette exposition sur l'industrie et les technologies françaises mettra l'accent sur les réalités plutôt que sur les statistiques : les hommes, la technologie, le rayonnement international. Elle se tiendra pendant 80 jours, du 27 octobre 1985 au 20 janvier suivant dans la grande halle du parc de la Villette. Toutes les phases essentielles de la vie de l'entreprise, divisée en trois plateaux. Sur le « plateau concevoir » des entreprises expliqueront, exemples concrets à l'appui, comment naît un produit, de la recherche au « design » en passant par la conception assistée par ordinateur. Sur les deux autres plateaux, « produire » et « vendre », d'autres entreprises feront état de leur savoir-faire en ces domaines. Un millier d'entreprises, P.m.i. et multinationales, sont attendues pour constituer cette vitrine de notre parallèle : présentation de réalisations technologiques de jeunes, vidéotransmissions en direct avec des entreprises et des grands chantiers, grâce au système Agora, conférences et projections de films, etc.

La couverture du dossier d'appel adressé aux industriels donne le ton de cette manifestation : deux jeunes, jeans blousons, genre néo-babs clean face au musée de la Villette. L'expo, qui a ciblé sur le look Silicon Valley, attend un million de visiteurs... Pas moins.

CHARBONNAGES DE FRANCE : UN NOUVEL ELAN PAR L'INDUSTRIALISATION.

Autrefois, CdF c'était le charbon. Aujourd'hui, CdF c'est aussi l'industrialisation pour revivifier des régions entières. Dans le Nord, en Lorraine, à Blanzy, Alès ou Carmaux... Sur les bassins houillers eux-mêmes, CdF s'emploie à faire pousser des entreprises. Et ça marche. Ça marche même très fort depuis quelques mois. Depuis que CdF a choisi de changer de vitesse, d'accélérer les implantations. Avec des moyens financiers considérablement accrus. Un capital d'hommes compétents et d'experts qui sillonnent la France pour rechercher "les entrepreneurs" et les aider à assumer le risque.

L'action d'industrialisation des régions minières conduite par le groupe Charbonnages de France ne date pas d'hier. Même si la conjoncture actuelle a accru les besoins, même si la crise de l'énergie et le bouleversement international des conditions d'exploitation ont précipité les difficultés et transformé des régions jadis prospères et pionnières de la révolution industrielle.

Tout commence en 1967. Cette année-là, les pouvoirs publics autorisent le groupe Charbonnages de France à fonder une société financière pour aider les entreprises créatrices d'emplois dans les régions minières touchées par la réduction d'activité des houillères. Ainsi naît Sofirem, société financière pour favoriser l'industrialisation des régions minières.

Pendant près de dix ans, Sofirem va bénéficier de l'expansion économique et encourager le mouvement de décentralisation des grands groupes industriels. Les greffes régionales sont innombrables. C'est l'automobile qui va irradier le Nord de la France, Merlin Gerin qui installe une unité de production à Alès, ou Sommer-Allibert qui investit le bassin de La Mure.

Changer de stratégie.

Tout ira très vite. Charbonnages de France permettra la création de plus de 50 000 emplois nouveaux, dont 23 000 bénéficieront d'aides financières directes. Beaucoup plus si on repère les emplois induits dans la région. On en parle peu mais les résultats sont là. Tangibles. Evidents...

Seulement, voilà : très vite, tout va changer. La crise qui freine la croissance. Les jeunes qui arrivent sur le marché du travail et la nécessité d'intégrer le jeu du redéploiement industriel international vont obliger CdF à changer de stratégie.

"Il est évident, explique Michel Hug, le directeur général du groupe Charbonnages de France, qu'une entreprise, qu'elle soit publique ou privée, a une responsabilité vis à vis de son environnement et des hommes qui y travaillent. Il existe un contrat moral entre l'homme et l'entreprise. Il existe un contrat moral entre l'entreprise et la région où elle est implantée".

Ce contrat, Charbonnages de France plus que tout autre l'a respecté et tient à l'avenir à continuer de le respecter. "Cela dit, les conditions ne sont plus les mêmes, précise encore le directeur général. Nous vivons dans un monde de risque. La France n'existera dans l'avenir que si on prend des risques, que si on agit..."

Mutations sociologiques.

Le rôle de Charbonnages de France est aussi d'aider la région à vivre et assurer cette mutation qui n'est pas seulement économique mais sociologique.

Avec les moyens considérablement accrus en hommes et experts de toutes sortes, et en capitaux (CdF disposera en 1984 de 325 millions de francs, une enveloppe qui sera reconduite pendant cinq ans, soit 7 fois plus qu'avant), Charbonnages de France va se livrer, en concertation avec les principaux acteurs du développement, à un véritable travail de fourmi... pour débusquer les créateurs d'entreprises et les responsables de P.M.E. et P.M.I. qui ont des idées et un marché. "Pour empêcher des régions entières de dépérir, précise Michel Hug, il faut créer des emplois, pour les mineurs et les fils de mineurs, mais ces emplois doivent être durables et créateurs de richesse".

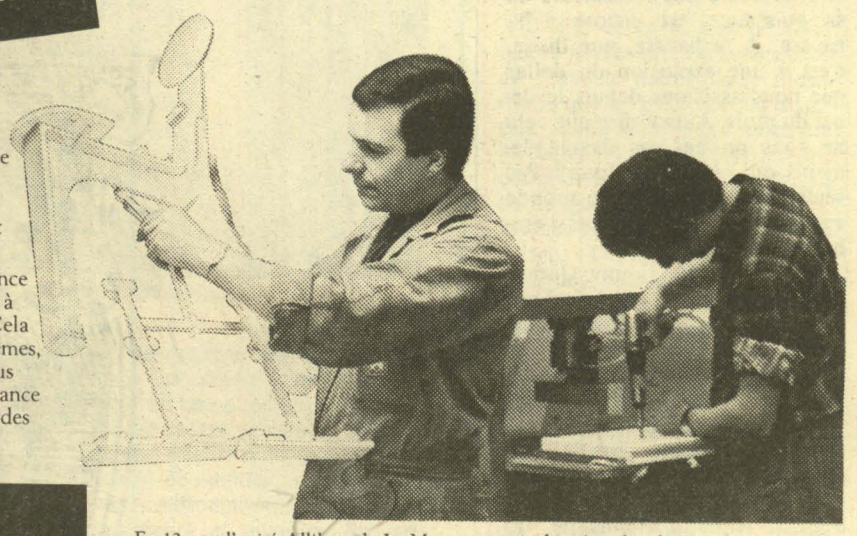
D'où la recherche de projets, d'hommes ayant à la fois une idée et la conscience d'un marché. Les opérations sont alors beaucoup moins spectaculaires (20, 30 ou 50 emplois à chaque fois) mais elles font naître une véritable animation nouvelle en semant les germes d'une nouvelle culture socio-industrielle. D'autant que l'action de CdF repose largement sur les correspondants locaux.

Rameau, seul et dernier fabricant de pianos en France, ne serait jamais allé faire ses gammes en "sol mineur" sans l'aide de CdF. Quelle idée curieuse de s'expatrier loin du Paris de la musique ! Et pourtant Louis Castay, le P.-D. G., ne le regrette pas. "J'y croyais et j'ai eu la chance de trouver des gens qui y croient avec moi".

Daniel Renard, le fondateur de la société Erad, est au diapason. Lui fabrique des voiturettes de ville. Il y a quelques années encore il vivotait dans son garage du Nord. Aujourd'hui il est en passe de devenir un grand de ce secteur... L'itinéraire des fondateurs de France Alfa à Albi, qui fabrique des carreaux de faïence, d'Hoffmann à Saint-Etienne, dans la mécanique de précision, ou de Reydel dans le Pas-de-Calais, sous-traitant automobile, est identique.

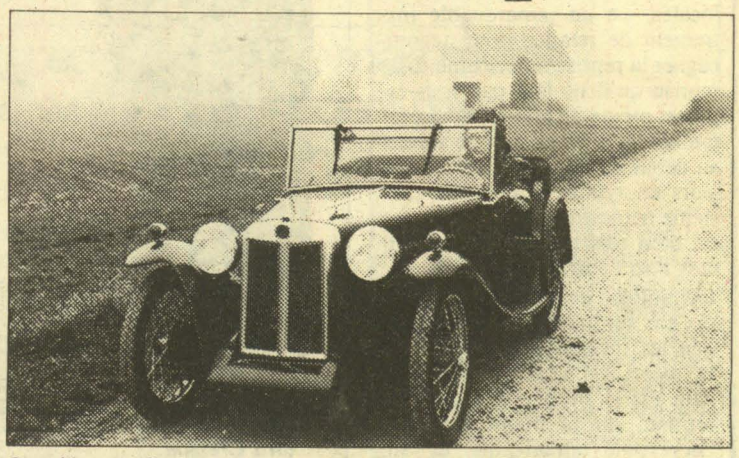


Rameau à Alès : sauver la dernière marque française de pianos.


En 12 ans, l'unité Allibert de La Mure a permis de créer plus de 200 emplois.

CdF : un partenaire à part entière.

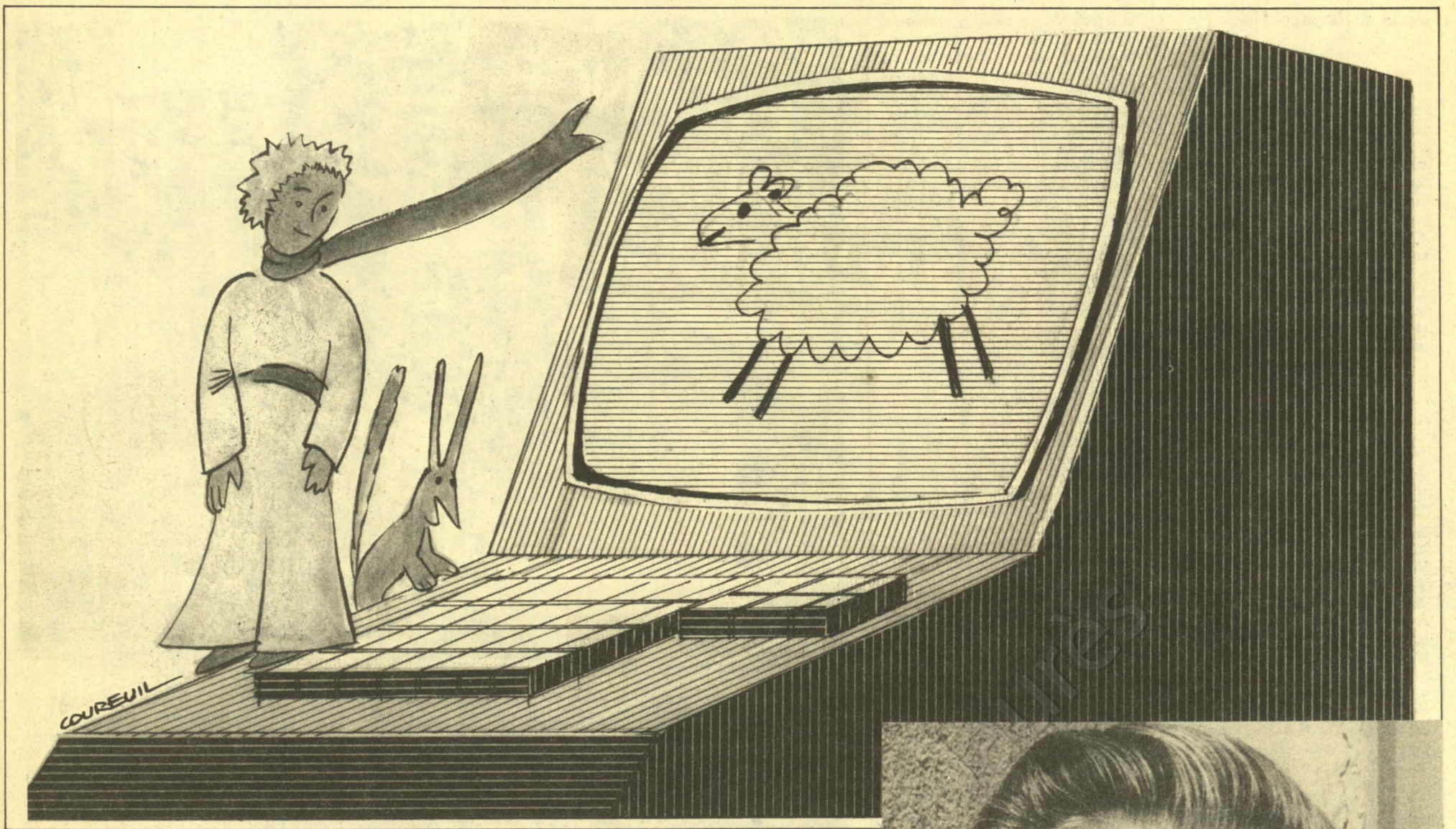
"Une chose est d'implanter des entreprises, une autre chose est d'animer véritablement une région", estime encore Michel Hug. Ce qui veut dire que la clef de l'action de CdF en matière d'industrialisation passe par une aide financière, certes, mais ce n'est pas l'essentiel. "L'essentiel, c'est l'assistance technique au niveau de la gestion, de l'implantation de production et du commercial, que nous apportons, et pour ce faire la synergie du groupe CdF doit jouer à fond". Elle joue notamment en animant avec les partenaires locaux les associations pour le développement industriel, qui sont autant de relais, d'interlocuteurs, de catalyseurs et de multiplicateurs de son action.


Quand la citrouille devient carrosse : Erad à Aniche.

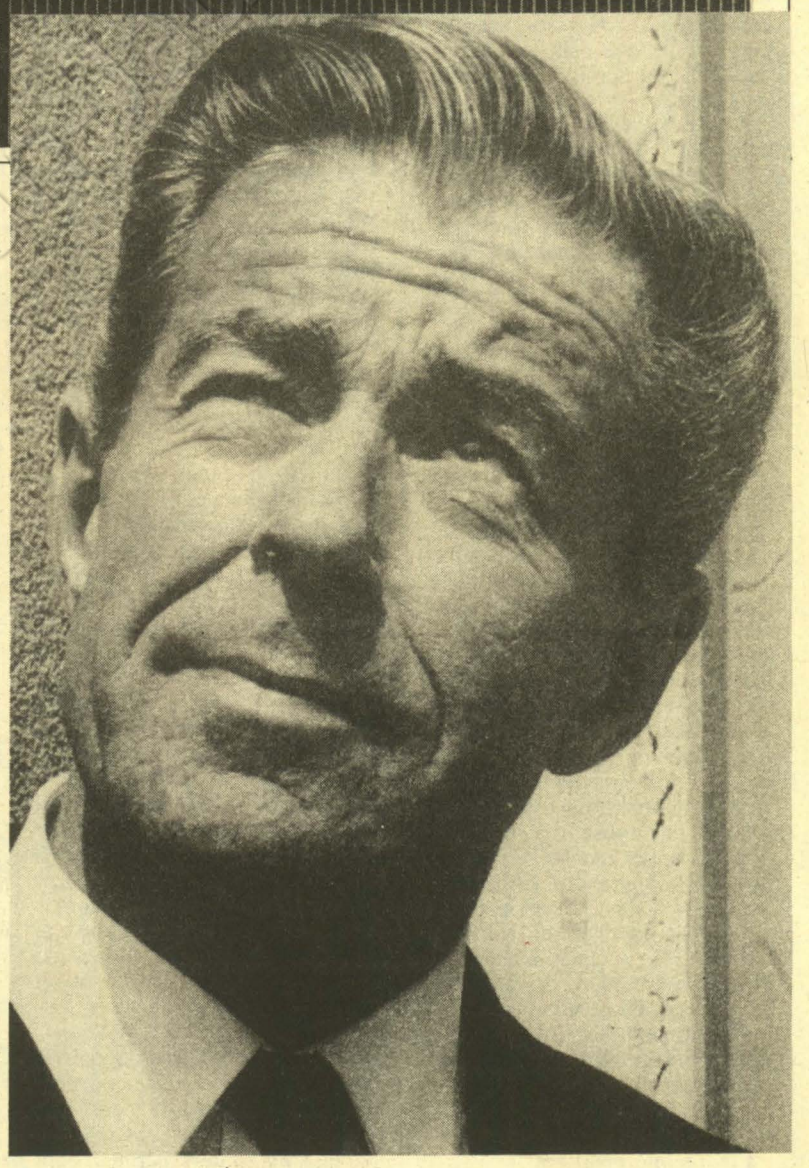
Charbonnages de France n'a aucunement vocation à être "sleeping partner", comme disent les Américains, c'est-à-dire un "bailleur de primes" qui ne s'intéresserait pas à la suite des événements. Non, CdF entend bien être partenaire à part entière. A tel point qu'il existe aujourd'hui, entre toutes les entreprises – elles sont 260 au total – qui ont été aidées par Sofirem, un esprit club. A l'intérieur duquel se sont organisés de véritables échanges : de services, de produits et d'informations.

Que CdF veuille assurer la promotion des entrepreneurs individuels, des hommes d'action et de marché, paraîtra sans doute paradoxal à plus d'un esprit disons "classique". Pourtant, si l'avenir passe aujourd'hui par "le risque d'entreprendre", Charbonnages de France a bien l'intention de l'assumer et de permettre à ceux qui ont des idées de richesse industrielle de relever cette sorte de défi.

CHARBONNAGES DE FRANCE
9 avenue Percier, 75008 Paris.



JEAN-JACQUES SERVAN-SCHREIBER : "L'INFORMATIQUE PEUT ET DOIT DEVENIR TRES VITE UNE DEUXIEME LANGUE POUR TOUS"



Avec une foi et un enthousiasme communicatifs, Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du Centre mondial de l'informatique croit aux chances de la France de rattraper son retard. Pour lui des solutions simples et rentables sont à mettre en chantier en un an ; d'abord couvrir la France d'ateliers de pratique informatique ouverts à tous et en permanence

PAR STEPHEN GERE

« NOUS avons loupé le coche dans les années cinquante, m'a expliqué, un jour récent, un physicien. A cette époque nous avions la meilleure équipe au monde de physiciens de la matière. Nous aurions pu inventer l'électronique ». Faute d'ambition, de moyens, nous avons perdu les premières batailles du « hardware », l'ordinateur, ce matériel électronique qui sert de support à l'informatique. Nous pensions alors que tout était perdu. Aujourd'hui, en 1984, nous sommes au tout premier plan pour le « software », les logiciels et progiciels, cette intelligence dont on nourrit la machine. Nous sommes également très doués pour concevoir les langages, le matériel signifiant dans lequel le « software » prend forme : « Prologue », le langage qui équipera les ordinateurs japonais de la cinquième génération, celle de « l'intelligence artificielle », est née dans un laboratoire universitaire à Marseille. L'informatique, cette « troisième révolution industrielle » venue de la zone Pacifique, est une révolution permanente. Le dernier choc tellurique date de deux ou trois ans avec l'apparition de l'informatique personnelle. Le micro-ordinateur signe le passage d'une civilisation à une autre et nous entrons aujourd'hui dans l'ère inaugurée par cette « troisième révolution industrielle » comme nous sommes sortis de l'âge classique grâce à la machine à vapeur. Et ne croyez pas que mes propos soient excessifs. Dans l'année qui vient, l'ensemble de la société française, femmes, hommes, jeunes, vieux, manuels et intellectuels, vont commencer à s'initier à l'outil informatique. Le plus absurde dans cette histoire, c'est que cet apprentissage d'une « seconde langue maternelle » se fera presque sans difficulté. Enfin l'industrie suivra : technologiquement nous ne sommes pas hors du coup et, le micro-ordinateur étant un produit de P.m.i., nos entreprises ont la taille idéale. Tout porte à croire que la France n'a pas raté le passage de la troisième révolution industrielle. Loin s'en faut. Mais encore convient-il d'y croire, à l'image de Jean-Jacques Servan-Schreiber, cet ancien journaliste, ancien ministre de Valéry Giscard d'Estaing, qui a convaincu François Mitterrand de la nécessité et de la possibilité de faire entrer tous les Français, « sans distinction ni ségrégation », dans l'ère de l'informatique personnelle. Pour gagner ce pari insensé, ce battant s'est entouré des meilleurs cerveaux, comme le professeur Daniel Resnick de l'université de Carnegie Mellon, pour créer le Centre mondial informatique et ressources humaines. Le centre se veut l'instrument de la révolution culturelle qui fera dans quelques années d'une Lorraine aujourd'hui sinistrée le terreau de nouvelles activités, d'une créativité régénérée et d'une exceptionnelle concentration d'énergies.

L'UNITE : Jean-Jacques Servan-Schreiber, vous êtes l'un des premiers à avoir dit en France ce qu'était l'enjeu de la micro-informatique pour les pays industriels. Au moment où les faits vous donnent raison, comment appréciez-vous l'équipement informatique de notre pays ?

JEAN-JACQUES SERVAN SCHREIBER : Tout d'abord, pour faire prendre conscience à tous les Français — et c'est tout à fait indispensable — que l'informatique n'est pas une technologie, mais un moyen d'accroissement des facultés humaines et par conséquent aussi de multiplication des activités et des emplois, il faut faire attention au vocabulaire. On joue avec beaucoup trop de mots, comme par exemple robotique, bureautique, productique, dont je ne saurais pas, moi-même, vous donner la définition. Un seul mot compte, c'est informatique, tous les autres en sont dérivés.

Déjà, quand on parle de micro-informatique, personne ne sait ce dont il s'agit. Pour être très précis, il s'agit de l'informatique personnelle. La découverte du micro-ordinateur personnel, petit mais puissant, a mis l'informatique à la disposition de chacun. Et la révolution informatique — car c'en est une — date effectivement du moment où l'on a pu mettre l'informatique à la disposition de chacun. On est passé là, de l'informatique de gestion, celle des gros systèmes, à l'informatique éducatrice, multiplicatrice des facultés de chacun, à l'informatique comme moyen d'apprendre et comme moyen de créer. C'est une véritable révolution scientifique et humaniste qui est apparue dans les pays avancés il y a deux ou trois ans.

(suite en page 12)

(suite de la page 11)

— Il y a si peu de temps ! Et nous sommes déjà en retard ?

— Nous sommes en effet en retard. Je ne vous parle toujours pas de l'industrie électronique, mais de la diffusion essentielle, révolutionnaire, bénéfique, de l'informatique personnelle. Je vous citerai deux chiffres pour situer les ordres de grandeur : aujourd'hui, aux Etats-Unis, les foyers sont équipés d'ordinateurs personnels dans une proportion de 15 % (c'est encore peu en comparaison des 85 % de foyers équipés en téléviseurs) ; en France, cette proportion n'est que de 1,5 %. C'est infime, c'est dix fois moins que pour les Etats-Unis, eux-mêmes en retard par rapport au Japon.

— C'est la vocation du Centre mondial de l'informatique et des ressources humaines...

— Alors, la mission du Centre mondial n'est pas le développement général de l'industrie électronique en France mais la diffusion de l'informatique personnelle qui, à son tour, entraînera le démarrage industriel. Nous nous consacrons plus particulièrement aux moyens, par lesquels chacun, grâce à la micro-informatique, peut améliorer ses rendements, ses capacités, sa manière d'apprendre, la somme de ses connaissances, dans son activité personnelle, que celle-ci soit industrielle, de service, de bureau ou agricole.

La France vient seulement de commencer à avancer dans cette voie. Elle est en retard par rapport au Japon et à l'Amérique mais elle est en tête par rapport à tous les pays d'Europe. Et nous sommes en train de rattraper ce retard.

— Vous croyez que ce retard peut être comblé ?

— Absolument, parce que les pouvoirs politiques, aux Etats-Unis par exemple, n'ont jamais pris la nécessité de diffuser l'informatique personnelle — disons la culture informatique — comme une orientation devant engager la société dans son ensemble. Alors qu'en France le président Mitterrand depuis dix-huit mois, le nouveau Premier ministre, ensuite, ont publiquement affiché cette ambition française de diffuser l'informatique personnelle comme moyen de connaissance et création de richesses nouvelles. Ils ont même évoqué l'un et l'autre l'informatique comme une « deuxième langue maternelle ». Donc comme une langue indispensable à apprendre. Et ce que nous avons, nous, développé au Centre, ce sont les moyens par lesquels chacun peut apprendre de noueaux métiers, se renouveler — et par conséquent augmenter infiniment ses chances de trouver un emploi — grâce aux outils informatiques. Non pas en devenant informaticien mais en se formant à tous les métiers par les outils informatiques.

La France a donc pris conscience, plus que les autres, et actuellement jusqu'au niveau politique, de cette révolution de l'information personnelle, ce qui nous donne nos chances actuelles de rattraper notre retard.

— Mais ce passage à la culture informatique, il commencera dès l'école primaire puisque l'Education nationale va disposer cent mille micro-ordinateurs dans l'ensemble des cycles de scolarité ?

— Alors il faut distinguer les annonces de l'informatisation des écoles qui viennent d'être confirmées par le Premier ministre et la nécessité également très actuelle et immédiate de mettre les outils informatiques à la disposition des adultes qui, soit vont perdre leur emploi, comme dans la sidérurgie, l'automobile ou les chantiers navals, soit vont le conserver mais dans des industries qui se modernisent et les obligent donc à changer de qualification. Prenez l'automobile, ça fait plus de cent mille emplois directs, tous ceux qui vont être en sureffectif pourront être formés, à un nouvel emploi, grâce à l'informatique. Les autres, ceux qui vont rester dans l'entreprise, travailleront maintenant aux côtés de robots, car c'est la seule manière d'avoir une industrie compétitive. L'informatique permettra de les former à cette nouvelle qualification. Conclusion : la seule politique industrielle efficace et moderne, c'est de mettre tout le monde en formation sans distinction ni ségrégation et sur les lieux du travail.

— Est-ce que nous en avons les moyens ?

— La question se pose différemment. C'est comme de se dire : « Est-ce qu'on a les moyens de nourrir les Français ? » La culture informatique, c'est aussi vital que la nourriture ou l'habitat. C'est une culture de base sans laquelle personne, dans les cinq ans qui viennent, ne pourra être assuré de remplir un emploi.

— Est-ce qu'il vous semble que les Français sont réceptifs à la culture informatique. Est-ce que tout cela ne suppose pas une sorte de révolution culturelle ?

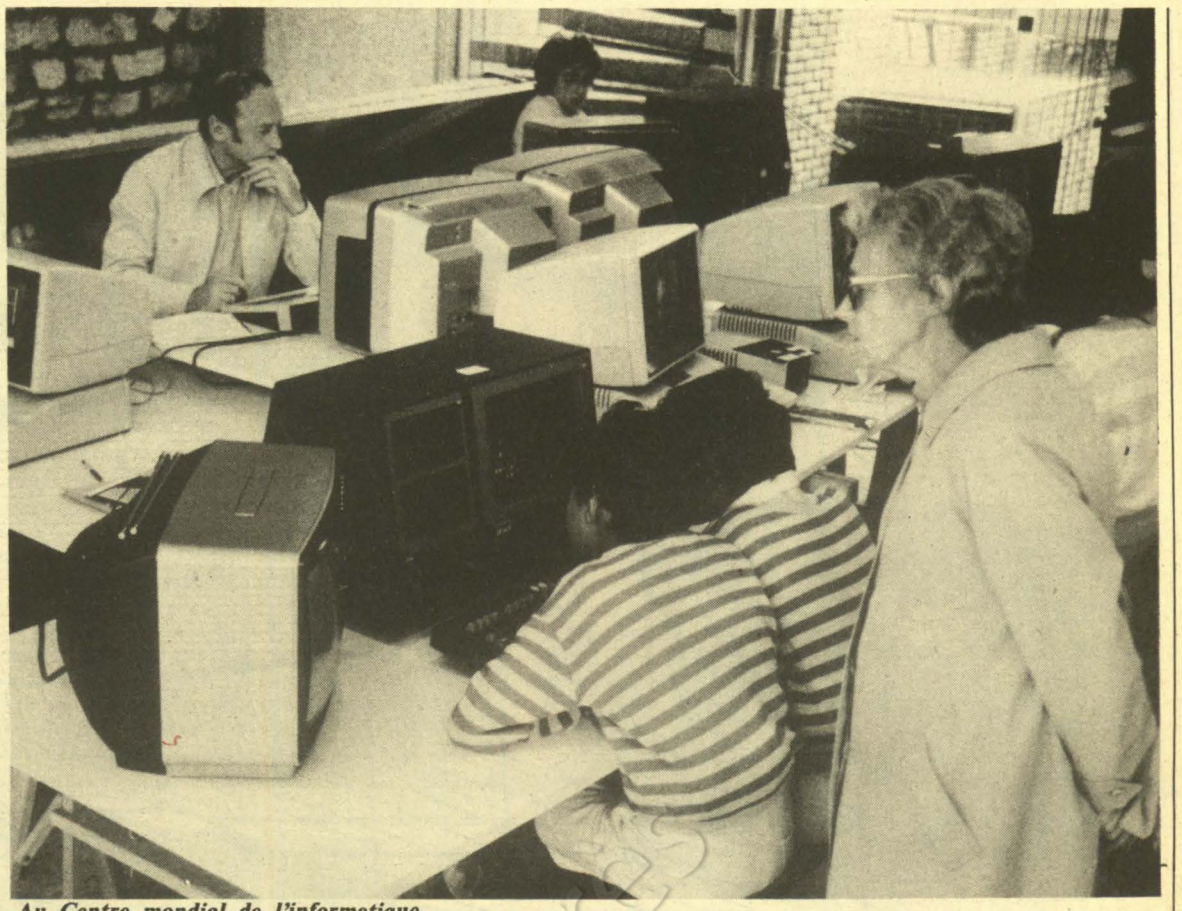
— Vous savez, ni les Français, ni les Américains, ni aucun peuple au monde n'est a priori réceptif à une pareille novation parce qu'elle paraît compliquée, technologique, réservée à des savants ou à des élites. Aucun peuple n'est préparé à cela. Est-ce que les discours émanant de personnalités très autorisées vont convaincre les Français ? Non, ces discours peuvent tout au plus les intéresser. La seule manière de faire en sorte que les Français réclament l'ordinateur personnel comme moyen de formation et de qualification, c'est de le mettre à leur disposition. Et je voudrais spécialement attirer l'attention de vos lecteurs sur ce point. Si l'interview devait se résumer à une idée, je voudrais que ce soit à celle-ci : il faut couvrir la France — et dans les mois qui viennent — d'ateliers de pratique informatique (1), ouverts à tous, jour et nuit, en tout cas très tard le soir, pour que les gens puissent aller se familiariser concrètement avec l'outil informatique. Ça vaut mieux désormais que tout autre discours. Il n'y a pas d'autre moyen de convaincre les Français de la facilité du langage informatique et de la puissance de ces outils pour créer ou être productif que de le leur mettre entre les mains. Ce qui veut dire que dans l'année 1985 il faudrait des ateliers de pratique informatique dans tous les coins de chaque département. Il en existe actuellement dans 150 grandes ou petites villes francaises.

— Ça coûte cher ?

— Non, c'est un investissement modeste, pour une collectivité locale, d'environ cent quarante mille francs. Mais c'est vital. Ces ateliers permettraient de diffuser la culture informatique dans toute la population française, qui deviendrait de ce point de vue très rapidement la première au monde. J'y vois un double bénéfice : premièrement, une population très bien formée et deuxièmement une attraction exceptionnelle pour les investisseurs français et étrangers. Car les investisseurs mondiaux ne recherchent plus aujourd'hui la main-d'œuvre à bon marché, ce qui n'aurait pas de sens à l'ère du robot, beaucoup moins cher que n'importe quel travail humain. Non, les investisseurs recherchent une main-d'œuvre qualifiée, et qualifiée par les moyens informatiques.

— Samuel Pisar (2) établissait l'autre jour un parallèle entre la Pennsylvanie et la Lorraine. Pour ma part, j'ai rencontré des jeunes Lorrains me disant : « Nous, on est des métallurgistes, l'informatique ce n'est pas fait pour nous. » Qu'en pensez-vous ?

— Le trait commun de la Lorraine avec la région de Pittsburgh, c'est la crise sidérurgique. Mais dès l'annonce des mesures de restructuration industrielle, en avril dernier, le président de l'Institut national polytechnique de Lorraine, le professeur Lucius, lui-même informaticien diplômé de l'université de Carnegie Mellon, a créé autour de lui un comité de responsables régionaux réunissant les syndicats, des industriels, des enseignants, en vue de multiplier les ateliers de pratique informatique sur toute la région. C'est la mesure préalable à la renaissance de nouvelles activités en Lorraine. C'est donc directement, concrètement et sur place que les jeunes que vous évoquez vont prendre contact avec la langue informatique. Le dialogue que vous rapportez est un dialogue sans issue, ces jeunes ne pourront pas comprendre tant qu'ils ne toucheront un ordinateur. L'informatique ne s'explique pas avec des mots, il faut être en contact direct avec l'appareil. Et en quinze minutes — il n'y a pas d'exception — en quinze minutes, ces jeunes se rendront compte qu'ils peuvent se familiariser avec l'ordinateur.



Au Centre mondial de l'informatique.



Laurent Fabius, au Sicob.

— Quinze minutes...

— Oui ! Les jeunes que vous avez vus en bas dans le hall du Centre mondial, quand ils entendent une grande personne derrière eux dire : « Ah, quel dommage que ce ne soit plus de mon âge », se lèvent et disent : « Viens prendre ma place et je vais te montrer. » Puis, en quinze minutes, ils montrent que c'est possible, qu'on peut y arriver.

— Vous dites qu'il faut couvrir la France de micro-ordinateurs. Cela pose évidemment un problème industriel parce que pour la conception et la production de micro-ordinateurs, nous sommes très en retard ?

— C'est vrai, mais ça vient de changer. Nous nous sommes battus tout au long de l'année dernière pour que les industries françaises se mettent en mesure de fabriquer des ordinateurs compétitifs au plan mondial. Et un ordinateur compétitif, c'est un ordinateur capable d'utiliser les dizaines de milliers de logiciels et de programmes qui sont adaptés à l'ordinateur personnel I.b.m. ou à l'Apple II, entre autres. Ces ordinateurs sont les appareils moyens, ce qui fait leur valeur, c'est la masse des logiciels qu'ils peuvent utiliser. Alors, durant l'été, Bull et Thomson ont acquis, l'une et l'autre, les licences de fabrication d'appareils compatibles avec l'ordinateur I.b.m., c'est-à-dire capables d'utiliser, après mise en français, les quarante mille logiciels déjà actuellement disponibles pendant que nous nous mettons à créer nous-mêmes les milliers et milliers d'autres qui vont suivre. Ces deux groupes sont maintenant en mesure de fabriquer en France des dizaines de milliers de micro-ordinateurs très compétitifs si on leur en fait la commande.

— Quand va-t-on passer cette commande ?

— Il nous reste peut-être six semaines pour se décider. Pour que les dirigeants de Bull et de Thomson sachent qu'on va leur commander des dizaines de milliers d'appareils dès le début de l'année prochaine et par conséquent se mettent en mesure de les fabriquer. On ne peut plus se permettre de perdre une nouvelle année. Nous sommes au moment crucial, nous pouvons le décider maintenant, nous disposons de tous les éléments.

— Mais pour ce qui est des composants électroniques qui entrent pour 70 % dans le prix d'un ordinateur, nous serons toujours dépendants des Américains ou des Japonais ?

— Oui pour le moment, mais en Amérique comme au Japon, il y a de nombreux fabriquants de composants qui luttent les uns contre les autres en baissant constamment leurs prix. C'est ce qu'on a vu depuis des mois. Celui d'entre eux qui monterait ses prix pour mettre sur la touche les fabricants d'ordinateurs français serait immédiatement hors course. C'est au contraire une course à la baisse des prix et nous allons en profiter. D'autre part, nous avons toujours obtenu, pour le Centre mondial et pour les régions françaises que nous avons équipés en 1984 à travers le Centre mondial, de payer tous les équipements en francs et non pas en devises. De plus, grâce à son association avec Carnegie Mellon, le Centre les a toujours obtenus à des prix universitaires, c'est-à-dire la moitié du prix commercial. Alors, il faut que les fabricants français s'alignent sur ces normes-là et ils peuvent le faire car ils ouvrent ainsi leur marché. ●

(1) Les « Ateliers de pratique informatique », équipés de neuf micro-ordinateurs, animés par deux permanents et une équipe de bénévoles, sont gracieusement ouverts au public, quatorze heures par jour et sept jours sur sept. L'investissement matériel, de 137 000 F, à la charge des collectivités locales, est financé par la Caisse des dépôts et consignations au taux de 10,5 % sur cinq ans. La durée de mise en place d'un atelier est de un mois.

(2) Samuel Pisar est également vice-président du Centre mondial informatique et ressources humaines.

HI-FI THOMSON.

ECOUTEZ L'ELECTRONIQUE FRANÇAISE.



BAZAINE

Thomson, c'est l'électronique française. Retrouvez-la dans toute la gamme des chaînes Hi-Fi de 25 à 40 watts, amplis, tuners, platines-cassettes, de conception et fabrication françaises.
Chaînes Hi-Fi Thomson, l'expérience et la compétence d'un grand constructeur au service du son.
Écouter les chaînes Hi-Fi Thomson, c'est écouter l'électronique française.

THOMSON

Coll. Fondation Jean-Jaurès

LE PEUPLE DU CEP

In vino veritas, la divine bouteille suscite une foule de pratique et de commentaires. Les amis de Bacchus sont légion, le vin est culturel et même politique : dis-moi ce que tu bois je te dirais comment tu votes ?

PAR DENIS DANGAIX

IL sera « coulant », « étoffé », bien « charpenté » et sûrement « généreux ». La cuvée 84 bat à peine sa campagne que, déjà, les pronostics remplissent les conversations. Le vin, noble produit, noble art, est à l'agriculture ce que le menuet est à la marche militaire. Il fait dans la distinction. Cette grâce que l'on attache, sans trop savoir pourquoi, à la tradition du « vrai » terroir. Car, écoutez un professionnel du vignoble, lisez une revue « pinardière » (au vrai sens du terme), et les notions de savant dosage, de technicité exacerbée, de magie cultivée nous sautent au palais comme un bouchon mal vissé. On parle bien de ce que l'on aime. Voilà un adage bien populaire. Que l'on cause de ce vin et l'on verra les visages s'empourprer. Mystère du sujet, auto-implication, ou salivation extrême, il y a parfois des moments où l'on comprend ce que veut dire le mot convivialité.

Ça coule de source

« Le vin est d'abord œuvre d'hommes. » On ne doit jamais oublier ce simple détail, car la majestuosité qui entoure ce liquide laisse parfois de côté l'investissement travail qui lui est nécessaire. Le vin, c'est la phase finale de l'ouvrage, la conclusion de la culture où méthode, cépage, terre et climat y ont contribué. Quand le résultat est là, ce n'est pas terminé pour autant. De la phase d'existence native, il commencera sa vie civile. Et quelle vie ! Chapeau bas sur le millésime, soyons respectueux de la cuvée, admirons son étiquette, il prendra de la bouteille... théoriquement. Le vin est donc œuvre d'hommes. Un million trois cent mille hommes. Des récoltants qui, presque tous, travaillent eux-mêmes leur vigne. Aux quatre coins de l'Hexagone – seule une dizaine de départements ne sont pas concernés par la viticulture – ils produisent le « litre traditionnel ». Ce sont eux qui « font » (68 millions d'hectolitres en 1983) pour d'autres qui boivent (une consommation par tête d'habitant de 86 litres, enfants compris), grâce à d'autres (ce sont quelquefois les mêmes) qui négocient.

Comme dans tout, il y a des petits et des gros. Une loi de la nature que celle-ci. Les petits sont classifiés autant dans la taille de leur commerce que dans la réputation de leur produit. Car c'est le marché qui fait la différence, non la superficie *(Voir encadré)*. Son implication économique est évidente : un « petit » qualitatif vaut mieux qu'un « gros » quantitatif. L'organisation de la viticulture française, outre ses traditions, possède sa caractéristique. Système très structuré, on peut l'identifier comme « communautaire ». Le viticulteur, chacun le concède, fait partie de la race des solidaires.

L'histoire de ce monde particulier rappelle, souvent, ce principe de base. Et qu'il soit « de pays » (nom calqué sur la définition de son produit), « de V.d.q.s. », ou « d'A.o.c. », ne touchons pas au vignoble, surtout si la décision vient de quelque part... du côté de la ville... du pouvoir central. Alors son système fait dans la décentralisation. Plus il y a de vignes, plus on récolte, plus on créé de coopératives. On en recense actuellement près de mille trois cents représentant environ trois cent mille membres et 35 % de la production nationale. La plupart d'entre elles se trouvent dans le Midi. Outre son incontestable poids économique, la cave coopérative joue aussi le rôle d'animation. Parcourez les routes du vin, faites le tour (voire la tournée) du vignoble d'origine, tous les chemins mènent à la cave. Ce lieu, touristico-social, car poumon du monde viti-vinicole.



Sipa-presse

Cachet, bouquet, robe ou dentelle

« Avec du bon vin, pas besoin de médecin »... « Un verre ouvre la voie... Trois verres... bonjour la joie. » Et combien d'autres. Il y a des choses comme ça qui inspirent la citation. Oyez, braves gens, voici la chanson de la vigne, voilà la complainte du viticulteur, l'hymne à la fraternité « virile mais correcte » de l'ivresse collective. Le vin, c'est aussi (et peut-être surtout) cela. De la confrérie des amateurs du cru aux « chevaliers » du taste, le vin bouillonne d'associatifs. Il y en a partout. Créés par (et pour) la promotion du produit, ces « amis de Bacchus » se comptent par dizaines de milliers. Le peuple du cep en quelque sorte. Ce sont eux qui, avec l'aide et l'amical concours de l'union viticole du coin, organisent, parrainent, arrosent les multiples foires, festivals, joutes, rencontres qui affichent les fins de semaine de nos villes et de nos campagnes.

Ici, l'on goûte. On murmure son « cachet », exhale son « bouquet », caresse son « corps », sa « chair », pontifie son « étoffe », sa « dentelle »... Il faut sentir avec le viticulteur, admirer avec lui couleur et dépôt et le suivre dans son langage. Voilà bien l'exercice de style le plus difficile, car le viticulteur est bien l'expert le plus exigeant qui soit. Dites-lui que vous buvez volontiers un vin blanc liquoreux avec du gibier, par exemple. Ou bien un grand vin rouge avec les coquillages, car vous pensez que ce qui est bon doit être accompagné par du bon. Et comme le bon, c'est l'étiquette et le prix... Etonnant comme un visage de professionnel du vin est expressif. Comme un regard fait passer des commentaires. Oui, ces messieurs ne rigolent pas avec le produit. Et, entre nous, la tradition du goût, c'est qui ?

DU PETIT BLEU AU CHATEAU EN PASSANT PAR LE GRAND ORDINAIRE

Des produits différents que l'on distingue, consomme et rentabilise d'une manière... différente

VINS de coupage, vins de pays, d'Apellation d'origine contrôlée, ou encore dits délimités de qualité Supérieure, le vignoble possède sa classification propre. Des différences, il en existe. Même si celles-ci, au grand dam du serviteur de Bacchus, ne sont pas faites que sur des critères gustatifs.

Certes, théoriquement, l'amateur ne devrait pas avoir besoin de stages d'œnologie pour constater la progression qualitative. Un vin de coupage, comme son nom l'indique, est le résultat d'un mélange entre plusieurs cépages d'origines diverses. On l'appelle « ordinaire », du moins dans le commerce, bien que son raisin en terme « produit » n'ait souvent rien à voir avec la fonction passable. En terme économique, titrant au minimum 9,5 degrés, il est vendu, peu cher, sous ce label. En 1983, la production de vins de table « ordinaire » représentait 30,1 millions d'hectolitres (sur un total, toutes catégories confondues, de 68,1 millions d'hectolitres). En net recul depuis des années – en 1980, sa production atteignait le chiffre record de 40,5 millions d'hectolitres, sur un total de 69,2 millions d'hectolitres – c'est sur ce vin que se greffent les principaux problèmes et... revendications (primes à l'arrachage, quotas, efforts de qualité avec aides pour contrer la quantité...).

Ce « tout-venant », au dire des responsables, a encore de bonnes récoltes devant lui, même si, au sein du milieu vini-viticole, le résultat « il a la couleur du vin, l'aspect du vin et... parfois, le goût du vin » n'est pas à mettre au compte du viticulteur. Le vin

Coll. Fondation Jean Jaurès

Il n'y a pas que l'expert qui fait dans l'exigence ; l'amateur aussi. Pour au moins une raison : l'importance du qualitatif. En France, tout se termine par des chansons. Ça veut dire qu'on a commencé par mastiquer. La victuaille, voilà bien un moment de bonheur. Et qui dit « mangeaille » dira boisson. Alors tout se mélange, si j'ose dire. Le temps que l'on va mettre pour cette noble cérémonie, l'investissement financier, affectif, le soin attentif, frisant pour certains le côté mystique, tout cela rentrera dans le choix. Une caractéristique, voire curiosité, du paysage social français réside dans la manière du sondage.

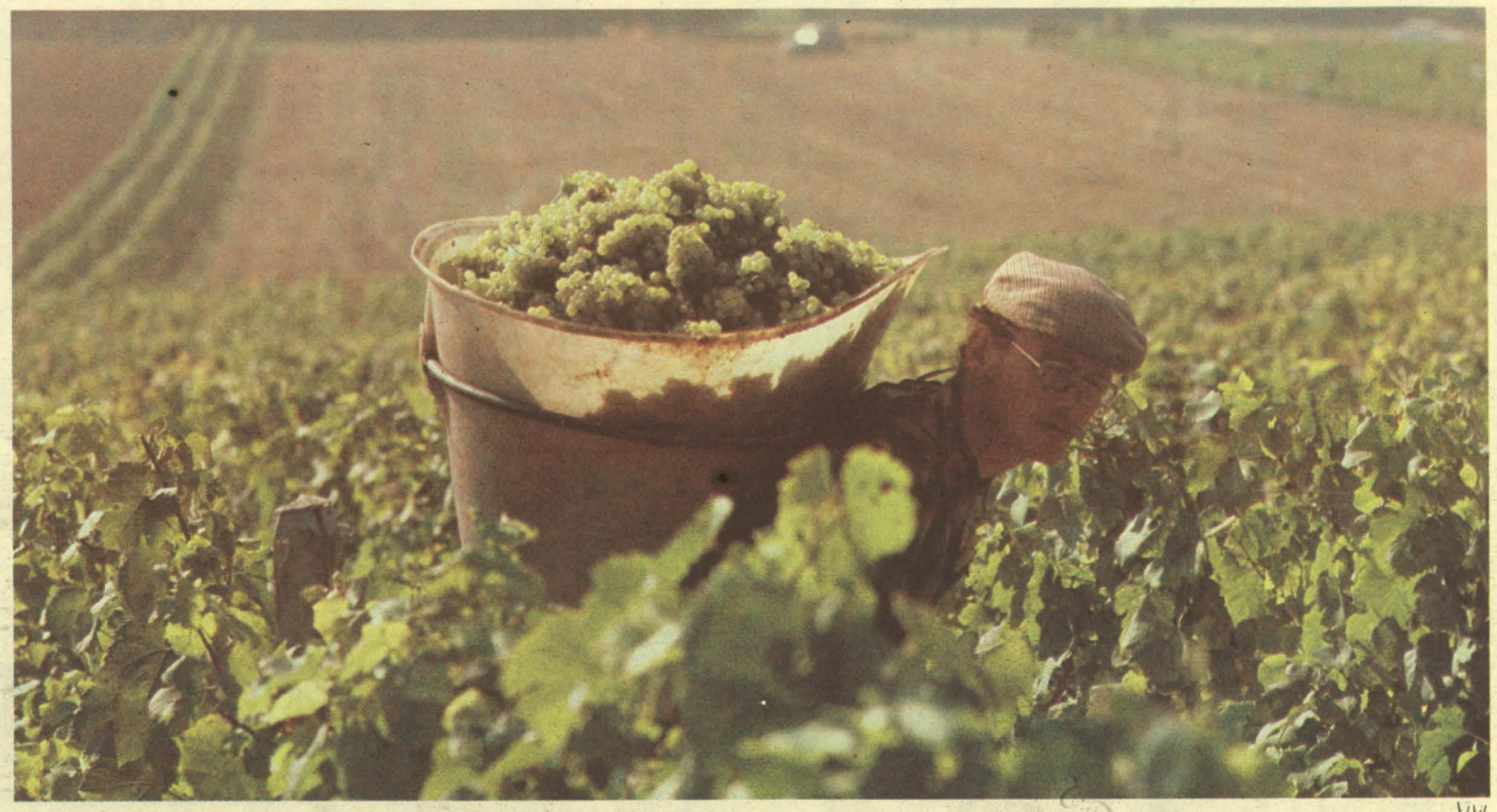
Le rouge... et le noir

Et bien, scoop, là aussi, on a sondé. On a même marié les affinités politiques avec les couleurs et labels pinardiers. C'est une enquête commandée par « Cuisine et vins de France » sur les goûts alimentaires des Français (août dernier) qui nous en apprend de bonnes. Regardez le « Guide du vin » de Raymond Dumay (1), un œnologue distingué, comparez les habitudes des uns avec les pratiques des autres, on en découvre ! Tiens, parlons de l'extrême-droite. Figurez-vous qu'elle serait plutôt pour « le service à la française », nappe blanche et tutti-frutti, mais aussi, l'horreur, pour le « service à la russe » (ou grande tradition féodale). Une vieille notion, peut-être, du coup de l'étrier... Question vin. Ils font dans le rouge, plutot grand cru avec une préférence pour le vieux que pour le jeune. Ça n'étonnera personne. La droite, tenez-vous bien, (c'est marqué dans le guide) aime la bécasse aux truffes. Heureusement que le sondage « Cuisine et vins de France » parle de coq au vin, sinon on chercherait encore la véritable signification de cette donne. Le vin est grand, classique, cérémonieux et, à l'occasion, on ne déteste pas le champagne. Rompez les rangs.

Au centre, on aime la curiosité. On apprécie la nouveauté, le verre large, toujours prêt à aller voir ici ou là comment se porte la cuvée. A gauche, salut le cassoulet, le bœuf bourgignon et le steack au poivre. Il paraît qu'à gauche (en matière culinaire, rassurons-nous) on serait des amateurs qui se contentent de n'importe quoi, à condition que ce soit bon. Ouf ! Ici, c'est le royaume du beaujolais. On aime l'A.o.c., on boit souvent du V.d.q.s., mais on sirote tout de même son vin de pays. C'est la rigueur. Le bordeaux reste la petite de derrière les fagots. A l'extrême gauche, on n'hésitera pas à trouver le vin rouge comme populaire. On aime le rude. Et si l'on se précipite sur un « Château » c'est encore par devoir de lutte de classe.

Le vin, nectar des dieux, (je craque) est à lui seul une culture. Il possède sa littérature, ses poètes, sa peinture. Il est l'ivresse dans tous les sens du terme. ●

(1) *« Guide du vin » — Raymond Dumay — Livre de poche.*



Vendanges dans le Maconnais.

Viva

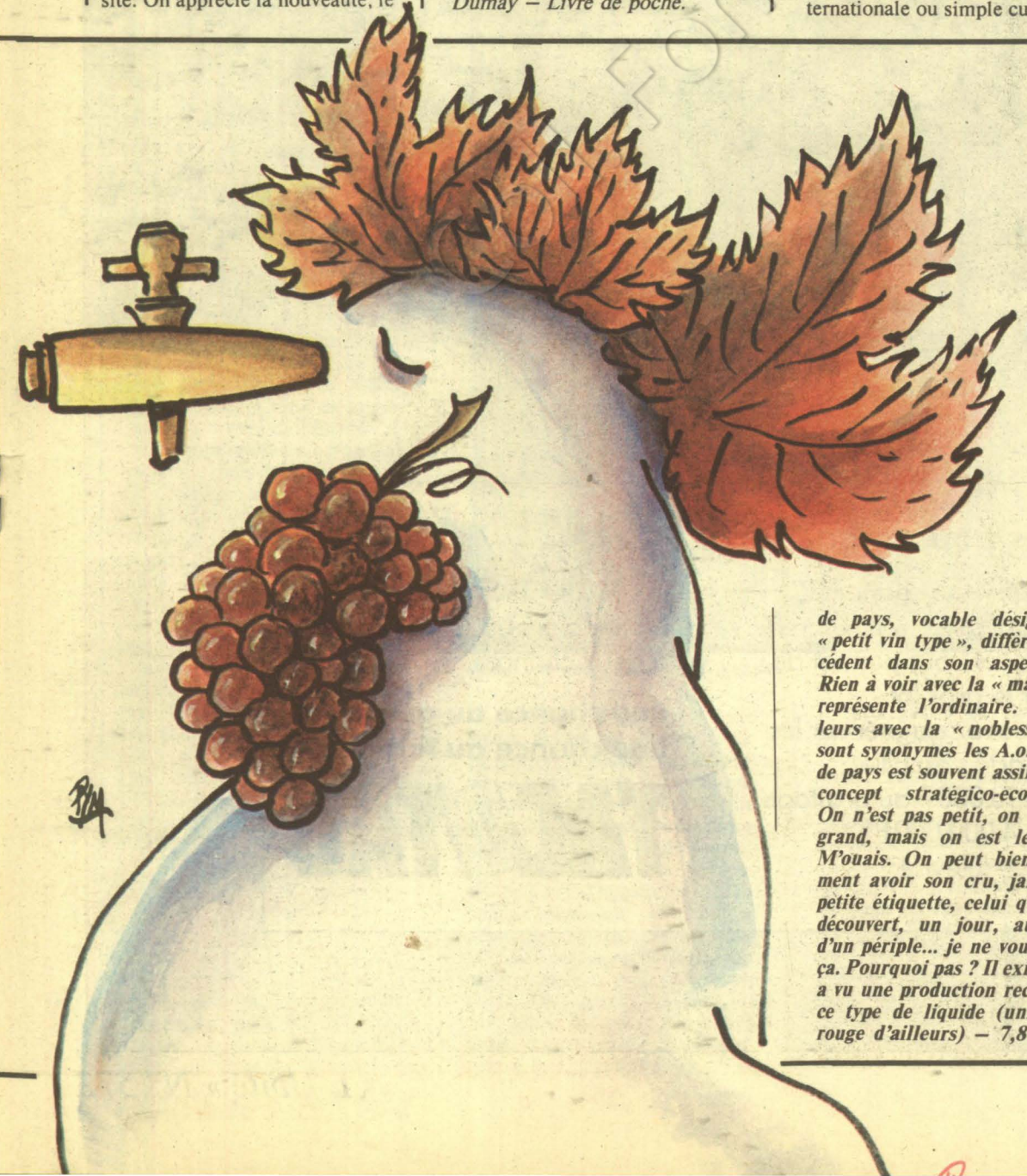
L'EUROPE DU VIN... ENFIN !

Le problème du vin ne trouvera une solution qu'au sein de l'organisation communautaire. L'Europe vinicole existe et doit se donner une réglementation appliquée par chacun des partenaires. C'est l'enjeu de la négociation sur l'entrée de l'Espagne dans la C.e.e. Un enjeu de taille, car il doit permettre de régler une fois pour toutes le « cas » italien

PAR DENIS DANGAIX

LE problème est communautaire. Que l'on soit spécialiste es structure internationale ou simple curieux de la chose publique, combien de fois entendons-nous ce style d'affirmation ? C'est la « guerre du vin », la « bataille de la sardine », le « conflit de l'huile d'olive », et... le « chèque à Thatcher ». « Réglons ces sottises et construisons l'Europe. » Ainsi s'exprime Georges Sutra. Viticulteur, fier de l'être, président de la cave coopérative de Tourbe, à 4 km de Pézenas au cœur de l'Hérault. Signe particulier : outre ses responsabilités agricoles (au sein du mou-

(suite en page 17)



de pays, vocable désignant le « petit vin type », diffère du précédent dans son aspect local. Rien à voir avec la « masse » que représente l'ordinaire. Ni d'ailleurs avec la « noblesse » dont sont synonymes les A.o.c. Le vin de pays est souvent assimilé à un concept stratégico-économique. On n'est pas petit, on n'est pas grand, mais on est le terroir. M'ouais. On peut bien évidemment avoir son cru, jalouser sa petite étiquette, celui que l'on a découvert, un jour, au hasard d'un périple... je ne vous dis que ça. Pourquoi pas ? Il existe. 1983 a vu une production record pour ce type de liquide (uniquement rouge d'ailleurs) — 7,8 millions d'hectolitres au lieu de 7,6 en 1982, alors que la production totale atteignait le chiffre de 79,2 millions d'hectolitres.

Une petite note en passant : son degré alcoolique peut descendre légalement jusqu'à 8,5 degrés et doit figurer sur l'étiquette du produit, une manière de faire une différence avec le vin d'origine, car à tout seigneur, tout honneur, pour ce dernier, son image ne porte jamais d'indication de degré. Le V.d.q.s., ou Vin délimité de qualité supérieure, est lui d'origine. On rentre dès cette catégorie dans la bourgeoisie. Il est cossu, il est la marque d'une technique et fait partie de la tradition viticole. En 1983, la revendication V.d.q.s. a été acceptée sur un volume de 2,3 millions d'hectolitres. Le V.d.q.s. est l'objet d'un arrêté du ministère de l'Agriculture. On l'analyse, on le déguste. Et il devient V.d.q.s. sous certaines conditions relatives au terroir d'origine, à la culture et au procédé de vinification. Le V.d.q.s. c'est le véritable vin de pays. Il est connu, souvent prisé et son marché est essentiellement (à part quelques produits) tourné vers la consommation intérieure.

Vient enfin l'A.o.c. : l'Appellation d'origine contrôlée. Il en existe deux cent cinquante et une. Des vins de châteaux, de domaines, des premiers crus, des crus classés... Voilà le royaume de la « haute » gamme. L'A.o.c., c'est le décret ministériel : alsace, ordonnance du 2 novembre 1945 ; bordeaux, territoire délimité en 1911 et anobli par décret du 14 novembre 1936 ; bourgogne, décret du 31 juillet 1937, côtes du rhône, le 19 novembre 1937, etc. Pour l'A.o.c., tout est classé. L'aire de culture, les cépages autorisés, le rendement maximal à l'hectare toléré, le degré alcoolique minimal, les procédés de culture et de vinification...

L'A.o.c., c'est cher, mais c'est le « pied ». Et puis c'est important et ça rapporte. En 1983, sa production atteignait le chiffre de 17,2 millions d'hectolitres, soit 25 % de la récolte totale. L'A.o.c. représente à lui tout seul près de 45 % des exportations française de vins (en 1983 : 4,3 millions d'hectolitres d'A.o.c. sur 10,51 millions d'hectolitres d'exportation). Dans ce chiffre, c'est le bordeaux qui se paye la meilleure part avec 1,39 million d'hectolitres pour une production de 4,1 millions d'hectolitres. L'exportation d'A.o.c. en 1983 a fait rentrer en devises 6,2 milliards de francs. Les Etats-Unis restent notre principal client. Notons tout de même que c'est le champagne qui reste le produit économiquement le plus fort. Pour une exportation de 0,38 million d'hectolitres, il nous rapporte 2,8 milliards de francs. La prime au caïd... rien de plus normal. N'est-il pas ?

D.D.

Nota : les chiffres de production proviennent du ministère du Budget. Direction générale des impôts.



Profitez des vacances pour gagner au TAC O TAC !

C'est le jeu de l'année ! Partout en France des milliers de joueurs, gagnent à chaque instant; car, avec le **TAC O TAC,** vous avez deux chances de gagner.
Une chance au grattage : si une somme apparaît vous l'avez déjà gagnée et vous serez payé sur place.

Une deuxième chance au tirage qui a lieu un mercredi sur deux et vous permet de gagner le gros lot.
Vous pouvez gagner sur les deux parties du billet : jusqu'à 10.000 F au grattage, jusqu'à 4.000.000 F au tirage télévisé.

Le **TAC O TAC** de la Loterie Nationale, c'est le jeu à deux chances,

une chance au grattage
une chance au tirage.

TAC O TAC



Viva

Travail du vigneron en Sicile.

(suite de la page 15)

vement d'action viticole et de la Fédération des caves coopératives), il est député européen (P.s.) et ce depuis 1979.

Sutra est volubile. « On a perdu suffisamment de temps, dit-il, cela suffit. »

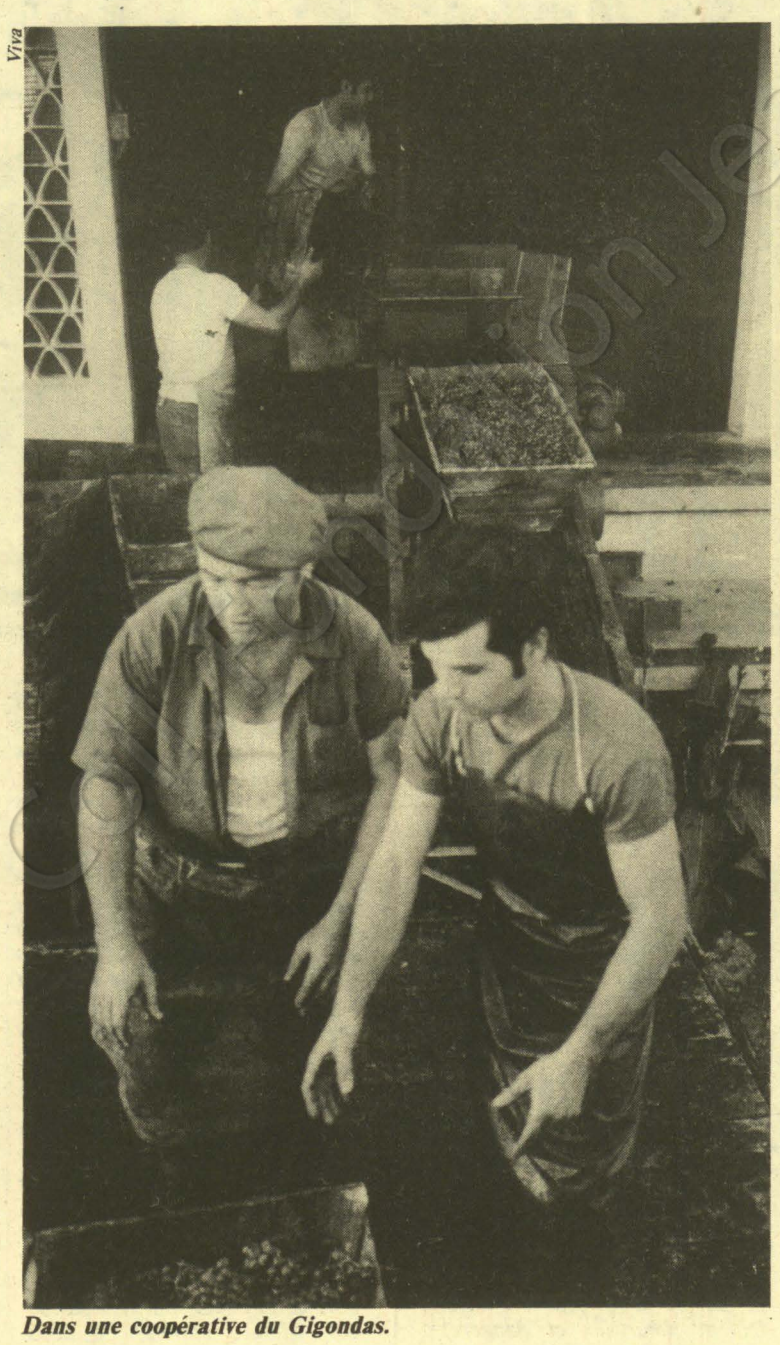
La droite : bonjour les dégâts

« Les manifestations de 1907, raconte Georges Sutra, se faisaient aux cris de « mort aux fraudeurs ». Les fraudeurs étant ceux qui faisaient du vin chimique. En 1907, Jaurès est monté à la tribune, et on a institué la déclaration de récolte et l'interdiction de fabriquer de la « chimie ». En 1908, c'était l'euphorie. Jusqu'aux années trente. Au début de celles-ci, c'est le vignoble algérien qui devient immense. 18 millions d'hectolitres dont 15 pour la métropole. C'est la crise, on manifeste, et ce sont les lois que font passer les socialistes et ce avant 1936. C'est le statut vinicole. A l'arrivée de la Ve République, en 1958, dès la première loi d'orientation du gouvernement Michel Debré, on a dit que toute la législation d'avant 1936 était « passéiste », « anti-productiviste »... Ils ont cassé cette législation. Aujourd'hui, on est en train de la réinventer au niveau de l'Europe. »

L'Europe vinicole existe dans les faits depuis 1970. Le marché est « commun ». Et si la crise est à l'échelle communautaire, elle n'était pas forcément la conséquence de l'organisation communautaire du marché. Mais c'est comme tout. Il ne suffit pas d'avoir une volonté genre « tribune », un discours face au public et une attitude « nationaliste-bloquante », ou « intéressée » au sens marchand du terme. « On a cassé les équilibres, affirme Georges Sutra, quand on a découvert l'Europe vinicole. On a joué la quantité pas la qualité, d'où le gros problème d'aujourd'hui : la surproduction. »

Mariage à l'italienne

Quelques chiffres : la production mondiale de vin, en 1982, a atteint 366 millions d'hectolitres pour un vignoble mondial de 10 millions d'hectares. Cette même année, la France, avec 79 millions d'hectolitres, était en tête devant l'Italie (75 millions d'hectolitres). En 1983, l'Italie (79 millions d'hectolitres) reprenait le leadership de la production mondiale. (La France 68 millions d'hectolitres). L'Espagne produisait 32 millions d'hectolitres. Ces trois pays font la moitié de la production mondiale. Ces trois pays ont, sur le papier, des démarches communes. Mais, dans la pratique, certaines différences sévères ont accentué le déséquilibre.

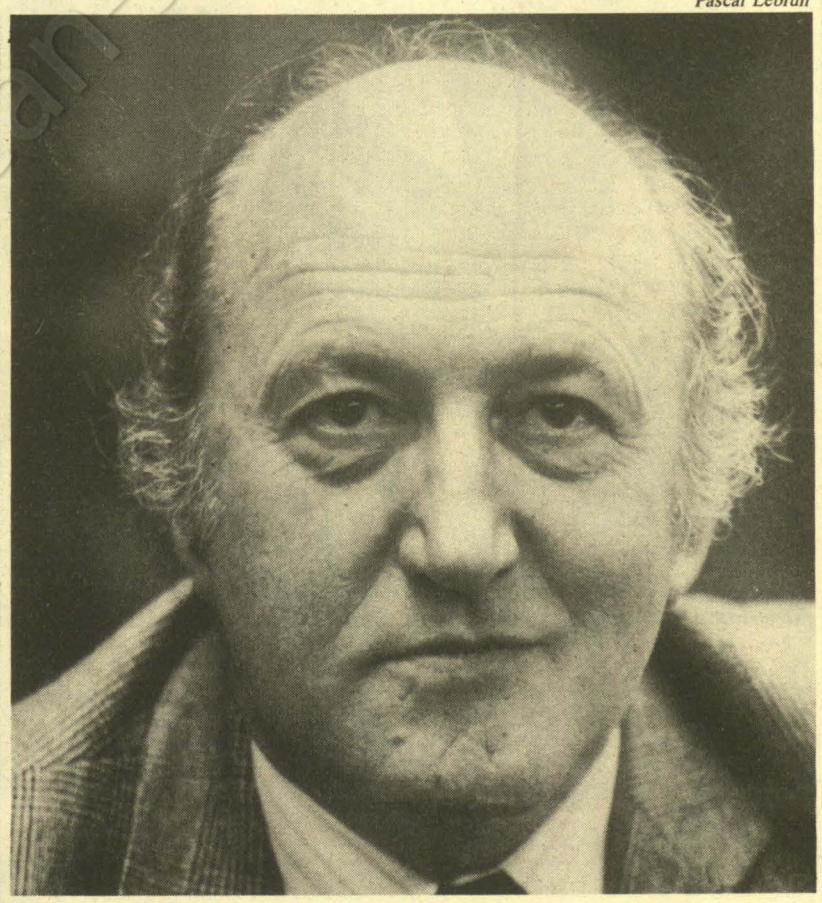


Viva

Dans une coopérative du Gigondas.

« La guerre du vin se passe entre la France et l'Italie à l'intérieur des Dix, précise Georges Sutra. Les viticultures espagnoles et françaises sont de même civilisation. Nous avons la même volonté de règlement, d'administration. Nos productions sont réglées, et nous sommes fidèles aux accords internationaux de Barcelone en 1928 sur la notion de cadastre. Où est le cadastre italien ? Il n'y en a pas. »

L'Italie, voilà bien le mal de l'Europe vinicole. Et même si le gouvernement italien actuel veut mettre de l'ordre dans « sa » maison, il faudra du temps pour effacer la situation « anarchique », comme l'appelle Georges Sutra de la non-gestion de la viticulture de ce pays. Non-gestion ! En fait, gestion à la mafia, avec bénédiction de la Démocratie chrétienne qui permettait de truquer les chiffres de production, les notions de quotas et, bien évidemment, de passer au travers de l'arrachage obligatoire.



Pascal Lebrun

Georges Sutra.

Du moût dans le vin

« Non seulement les Italiens n'arrachent pas, mais ils continuent de planter. Ils ont menti, continue Georges Sutra, sur les déclarations de récolte. Ils ne veulent pas appliquer la distillation obligatoire et pas donner le cadastre. La Grèce, trois ans avant son adhésion à la Communauté l'avait. »

Les dernières propositions de la commission de la Communauté risquent, si elles sont adoptées, de faire bouger les choses. Une toute simple, par exemple, et qui rejoint une vieille revendication de la viticulture française — (elle date de 1927) : — que toutes les cours d'appel puissent appliquer l'article 1 du code du vin ; c'est-à-dire une loi unique sur l'enrichissement. C'est le problème de la distillation, vaste « tarte à la crème » du milieu vinicole.

« Aussi longtemps que l'on, mettra du sucre dans le vin et qu'on le distillera à un prix à plusieurs fois sa valeur, on arrivera à rien en Europe. » D'où la proposition d'enrichissement qu'avec des produits issus de la vigne. C'est le moût à la place de la betterave. Du fructose, scientifiquement neutre au lieu de la saccharose. « Si toutes les régions d'Europe, précise Georges Sutra, n'enrichissaient qu'avec du moût concentré, cela représenterait la disparition de 20 millions d'hectolitres. Et le problème des excédents serait en partie réglé. « Une chaptalisation, en quelque sorte, fondée sur une conception qualitative et non, comme elle se passe aujourd'hui, quantifiée sur une notion économique.

La question de l'arrachage est toujours au cœur du débat. La Communauté propose un plan d'arrachage de deux cent mille hectares. « C'est une provocation », insiste Georges Sutra. « Objectivement, continue-t-il, la question reste l'augmentation des primes à l'arrachage. Combien ? Car on ne fait pas du vin pour le détruire. C'était la politique de la droite qui nous disait : prenez cet argent et détruisez votre produit de travail. Il faut se battre pour une distillation à meilleur marché, efficace, et non désordonnée. L'arrachage ne peut être qu'une mesure rentrant dans un système où le qualitatif sera primé. »

Il est vrai qu'en cette matière l'aberration règne. L'Allemagne, par exemple, a distillé l'année dernière 117 % du total de sa récolte de vin de table. Que dire ? La négociation en cours sur l'entrée de l'Espagne dans le Marché communautaire est importante à double titre. C'est bien sûr la remise à niveau des quotas, (32 millions d'hectolitres l'année dernière pour l'Espagne). Mais, surtout, c'est à l'occasion de cette entrée que se négocie la mise en ordre « obligatoire » de l'Europe vinicole. On réglera le problème italien sur l'engloutissement européen du marché espagnol. Tel est l'enjeu des socialistes européens et du travail « de fourmi » du ministre de l'Agriculture, Michel Rocard. ●

Fonds Jean Jaurès

A.f.p.



Napoleon Duarte et le directeur de la Garde nationale examinant des armes prises à la guérilla.

Pascal Lebrun



Guillermo Ungo.



Dans un camp d'entraînement clandestin de la guérilla salvadorienne.

AMERIQUE CENTRALE: UN PAS VERS LA PAIX ?

Tandis que la guerre se poursuit au Salvador, le projet de traité élaboré par le groupe de Contadora et accepté par le Nicaragua met l'administration Reagan dans l'embarras

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

LE mois de septembre va sans doute marquer d'un signe particulier l'évolution des conflits de l'Amérique centrale. Le groupe de Contadora, après de longues négociations, a proposé un « traité de paix » à l'ensemble des pays de la région. Son approbation par les pays en question — le Nicaragua vient pour sa part de l'accepter, ce qui est un fait important à quelques semaines des élections américaines — pourrait être un pas décisif dans la recherche des solutions pacifiques, et l'activité diplomatique bat son plein.

Sur le terrain, au Salvador, par exemple, l'armée et les forces de la guérilla continuent leur affrontement meurtrier et dangereux pour la stabilité de l'ensemble centre-américain. Ces derniers mois ont démontré que les Etats-Unis étaient disposés à mettre le paquet pour renverser la progression des forces révolutionnaires. Les résultats sont maigres, et l'armée gouvernementale s'enlise sans parvenir à marquer des points significatifs. C'est dans ce contexte que les déclarations de l'archevêque de San Salvador, Mgr Arturo Rivera, ont produit l'effet d'une bombe. Lors de son homélie, le 30 août dernier, il a dénoncé le massacre d'une cinquantaine des paysans dans le département de Chalatenango au nord du pays. Déjà à la fin du mois de juillet 1968 les paysans avaient été assassinés par l'armée salvadorienne.

Ces faits font voler en éclats les atouts du président Napoléon Duarte, qui essayait de se construire une image éloignée de la sauvagerie caractéristique à la répression qui sévit dans son pays. Les continuelles violations des droits de l'homme limitent considérablement le crédit de ce démocrate-chrétien arrivé au pouvoir lors d'un processus électoral très contesté dans la mesure où la gauche n'y avait pas participé. Mais surtout ces massacres montrent que le véritable pouvoir est encore exercé par les chefs de l'armée.

Les militaires s'en prennent aux populations civiles d'une manière systématique, et des bombardements sont réalisés sur des villages entiers. La sous-commission des droits de l'homme des Nations unies s'est émue devant « les violations extrêmement graves des droits de l'homme qui persistent au Salvador ». Constat accablant pour le gouvernement Duarte ; l'extrême droite, dirigée par Roberto d'Aubuisson, n'a pas non plus cessé ses activités criminelles, et la justice semble impuissante à mener les enquêtes concernant les centaines de disparus. Le soutien économique et militaire offert par les Etats-Unis ne porte pas les fruits escomptés. Le gouvernement Duarte a le plus grand mal à contrôler une situation économique rendue chaotique par la longue guerre qui saigne le pays. Sa tâche se complique devant une résurgence de l'activité syndicale urbaine, la multiplication des conflits oblige à figer dans les villes un nombre croissant des forces répressives.

La situation de l'armée n'est pas très reluisante. Le Congrès des Etats-Unis commence à s'interroger sur l'efficacité réelle du type d'aide apportée par les « conseillers américains » — plus d'une centaine — travaillant sur place. Dans le même sens, les bataillons d'élite entraînés dans les bases honduriennes ou sur le territoire même des Etats-Unis ne font plus illusion. Plus grave encore, les derniers massacres des paysans et des civils auraient été exécutés justement par ces bataillons d'élite.

La guérilla de son côté prépare une nouvelle offensive. Les autorités salvadoriennes craignent une série d'attaques d'envergure qui devraient commencer à la fin du mois. Le F.m.l.n. avait déjà au mois de juillet paralysé le nord et l'est du pays. Il s'agissait, à l'époque, d'interrompre la circulation des axes routiers importants, et des sabotages répétés avaient eu lieu sur des objectifs situés à une trentaine de kilomètres de la capitale. Le trafic commercial entre le Honduras et le Salvador avait alors été interrompu.

Depuis son investiture, Napoléon Duarte n'a pas amorcé, comme promis par certains de

ses supporters européens, le dialogue avec les forces de gauche. Lors de son récent périple européen, le président salvadorien avait demandé « la compréhension des pays de l'Europe et leur appui politique » ; les choses n'ont pas beaucoup changé depuis le mois de mai, et il n'y a que le secrétaire d'Etat américain Georges Shultz pour considérer que « le gouvernement du Salvador a progressé en ce qui concerne la réforme agraire, les élections libres, la liberté d'association et la fin des activités des Escadrons de la mort ».

Ce n'est pas l'avis de Guillermo Ungo, secrétaire général du M.n.r. (Mouvement nationaliste révolutionnaire) et dirigeant de l'alliance F.d.r.-F.m.l.n. que nous avons interrogé.

« L'UNITE » : Qu'est-ce qui a changé dans votre pays après l'élection de Napoléon Duarte ?

GUILLERMO UNGO : Rien d'essentiel n'a changé. Bien entendu, en 1984, la situation n'est pas la même qu'en 1981 ou 1982. Duarte accepte le statu quo. Les pouvoirs réels qui déterminent la direction de la politique du gouvernement sont entre les mains de l'administration Reagan et du haut commandement militaire. Ils ont choisi la guerre pour, disent-ils, pacifier le pays. Leurs choix demeurent.

Duarte a réalisé quelques petits changements, mais il s'agit, en accord avec Reagan, de faire une toilette, c'est-à-dire d'améliorer quelque peu le visage affreux du régime salvadorien.

– L'opération de maquillage a-t-elle réussi ?

– Pas complètement et en plus les maquillages ont des effets ephémères ! Les organisations internationales des droits de l'homme et la Commission ad-hoc de l'Onu ont dénoncé les nouvelles violations des droits de l'homme.

La substance du régime reste inchangée. les bombardements des populations civiles sont le vrai visage du gouvernement, qui pratique une politique de « terre brûlée » et qui s'attaque aux paysans, aux civils pour isoler les guérilleros. Voilà la réalité !

Nous pouvons cependant signaler sur ce terrain une amélioration survenue après l'arrivée de Napoléon Duarte au pouvoir : maintenant, les cadavres des victimes des Escadrons de la mort ne sont pas décapités.

– Duarte jouissait dans certains milieux d'un préjugé favorable ; en France certains signalaient l'existence de l'équation Duarte = solution négociée, donc dialogue avec l'opposition de gauche. Peut-on faire un bilan de sa volonté politique d'arriver à une véritable négociation ?

– Le discours de Duarte perd peu à peu les ambiguïtés qui l'avaient caractérisé pendant sa campagne électorale. Sans doute son discours avait éveillé des espoirs qui commencent à disparaître maintenant. Il ne parle plus de « dialogue », et il considère que les conditions de sécurité nécessaires à un tel dialogue n'existent pas encore. C'est un aveu d'impuissance !

– Avez-vous eu directement des contacts avec le nouveau gouvernement ?

– Non. Il y a eu plusieurs démarches et plusieurs initiatives, mais sans résultat concret. Le président du Costa Rica, Monge, avait lui-même offert ses bons offices, mais les réponses du gouvernement sont restées évasives ou carrément négatives.

Dans toute cette affaire, la Démocratie chrétienne a une attitude hésitante et contradictoire, qui est le produit de sa faiblesse politique. C'est la droite qui contrôle le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire. Le pouvoir exécutif est entre les mains des chefs militaires.

– La visite du Duarte à Paris fut l'occasion d'une campagne hostile à la politique du gouvernement français en Amérique centrale, et la position française face au conflit salvadorien fut très critiquée. La tournée européenne du président Duarte a-t-elle changé quelque chose à l'attitude de la France ?

– Je ne le pense pas. Je dois rencontrer le ministre Claude Cheysson, et j'ai pris connaissance des récentes déclarations du gouvernement français en faveur d'une solution négociée. Nous pensons que l'Europe doit s'intéresser encore plus aux problèmes de l'Amérique centrale. L'appui à Contadora, la participation européenne à la prochaine réunion qui aura lieu au Costa Rica (1) sont des gestes politiques qui montrent une préoccupation louable.

– Pensez-vous que la France peut faire encore plus ? Demandez-vous une nouvelle déclaration franco-mexicaine ?

– Nous pensons qu'il y a des initiatives à développer. Elles peuvent être de nature très diverse. Des plus modestes ou plus importantes, il y a toute une gamme à exploiter.

Mais je voudrais dire quelque chose sur « l'image » du gouvernement salvadorien. Nous voulons juger sur pièce, et Duarte devra être jugé sur sa capacité à ouvrir des négociations débouchant sur la paix au Salvador. Ceux qui ont prêté l'oreille à ses promesses sont déçus !

– Mais ne pensez-vous pas que votre politique, surtout son volet militaire, fait obstacle au développement d'une politique d'ouverture ?

– Il y a une guerre dans notre pays, nous ne pouvons pas faire comme si elle n'existait pas. Elle pourra finir, par une victoire militaire ou par une négociation. Si ni l'une ni l'autre ne se produisent, la guerre continue. C'est notre cas ! Il est absurde et suicidaire de nous demander d'arrêter les actions militaires pendant que les Etats-Unis accroissent chaque jour leur ingérence dans notre conflit.

Notre position consiste à avancer militairement pour démontrer que le schéma de Duarte de « continuer la guerre pour obtenir la pacification » n'est pas générateur des conditions nécessaires à une négociation.

– Toute intervention militaire a des degrés. Pour l'instant il n'y a pas de troupes américaines dans votre pays.

– Nous disons clairement que le dilemme est : invasion ou négociation. Reagan veut contourner ce dilemme, et il essaye obstinément de mettre l'armée salvadorienne dans des conditions favorables pour battre la guérilla. C'est une situation qui mène tout droit à l'intervention des troupes américaines.

– L'armée peut-elle infliger aujourd'hui une défaite définitive aux forces de la guérilla ?

– Non ! Et c'est justement cela que Reagan ne veut pas comprendre.Tôt ou tard, il devra trancher. Les dangers d'une invasion seront plus grands après les élections américaines de novembre prochain.

– Napoléon Duarte aurait laissé entendre qu'avec le F.d.r. il était possible d'arriver à un compromis et qu'il faudrait écarter le F.m.l.n. d'un futur dialogue.

– Duarte dit beaucoup de cboses et pas toujours d'une grande cohérence. En réalité, on ne peut pas diviser notre alliance. Par ailleurs, négocier seulement avec le F.d.r. n'est pas très réaliste dans la mesure où il y aura toujours des aspects militaires à résoudre. Par exemple, nous sommes disposés à discuter d'un cessez-le-feu, dans ce cas il faut prendre en compte le F.m.l.n. De leur côté, ils savent qu'il y a des aspects politiques qui dépendant du F.d.r. et que lui seul peut faire avancer.

– Les forces de guérilla ont connu quelques problèmes très largement commentés dans la presse, et il y a eu aussi des mésententes entre, disons pour simplifier, les « politiques » et les « militaires ». Ces contradictions ont-elles été surmontées ?

– Le F.d.r. et le F.m.l.n. forment une alliance, et tout le monde sait que même dans un couple très uni la lune de miel n'est pas permanente. nos rapports en général se sont beaucoup améliorés au niveau politique. Dans le domaine militaire aussi, puisque les activités sont chaque fois plus et mieux coordonnées.

– Un pari sur l'éclatement de votre alliance peut avoir des chances d'être gagnant ?

– Non. Il y a des nécessités historiques qui nous poussent vers l'union. ●

(1) Les 28 et 29 septembre a lieu une réunion de ministres de Relations extérieures de la C.e.e. avec leurs collègues centre-américains.



A.f.p.

Familles de « disparus » réclamant ses enfants devant l'ambassade des Etats-Unis, à San Salvador, en août dernier.

Politique internationale

SUD-LIBAN Qui laisse pourrir la situation ?

Le Sud-Liban ressent de plus en plus l'occupation étrangère, et le retrait des forces israéliennes n'est pas envisagé dans l'immédiat. Les négociations menées par le secrétaire général adjoint de l'Onu, Brian Urqhart, traînent en longueur. La nouvelle donne politique en Israël pourra-t-elle changer cet état de choses ?

Les milieux diplomatiques ne sont pas très optimistes. Il reste que sur place la situation se dégrade quotidiennement. Sur le plan économique, la présence israélienne a des effets très négatifs. L'arrivée en masse des produits, agrumes et légumes, en provenance d'Israël, casse les prix et fait plonger la production locale, qui est par ailleurs dans l'impossibilité d'être « exportée » vers le nord du Liban. Les différents trafics qui fleurissent à l'ombre de l'occupant ont ruiné les petits commerçants.

Si le quadrillage militaire du Liban du Sud est très ostentatoire, il ne se révèle pas d'une grande efficacité. L'armée israélienne est la cible d'attaques de toutes sortes et, dans certains endroits, l'armée est obligée de se terrer tout en multipliant les expéditions « punitives ».

La résistance libanaise reste active, et le mouvement Amal est devenu la grande force politique du Liban du Sud. A cela Israël tente de s'opposer par son aide accordée à des milices recrutées sur place. Il s'agit surtout de combattants issus des milices chrétiennes et qui remplacent l'armée d'occupation dans les zones les plus dangereuses. A terme, cette politique risque d'exacerber encore plus les différences d'ordre confessionnel et laisse augurer un triste avenir en cas de retrait intempestif de Tsahal.

Selon les observateurs, ce retrait doit aller de pair avec l'accroissement du nombre des « casques bleus » dans la région. La Finul a su, avec des moyens limités, être un rempart face aux excès commis par les occupants ou par leurs milices alliées. Mais le mandat de la Finul expire le 19 octobre, et Israël s'oppose fermement à un nouveau déploiement des « casques bleus ». Il est impossible d'envisager l'extension du rôle de la Finul sans un retrait parallèle des forces israéliennes. Toute négociation directe entre Beyrouth et Jérusalem semble exclue, et pourtant il est urgent de trouver une issue à cette situation devenue intolérable pour les populations du Liban du Sud. La médiation des Nations unies et les efforts diplomatiques français peuvent porter leurs fruits.

Cependant, les démarches peuvent aussi être réduites à néant si Jérusalem continue à camper sur des positions intransigeantes. Le « pourrissement » de la situation sud-libanaise ne peut que d'esservir l'espoir d'une paix véritable pour tout le Proche-Orient.

C.F.-L.

« Solidarités internationales » pour le Salvador

Dans sa situation tragique (voir ci-contre), le peuple salvadorien a besoin de soutien politique, mais aussi d'une aide humanitaire. C'est pourquoi l'association Solidarités internationales lance une campagne en faveur des femmes et des enfants du Salvador, qui abritent leur détresse dans les camps de réfugiés.

Proposer de construire un instrument efficace d'intervention en France et dans le monde à tous ceux qui « sont engagés dans un combat social, syndical, politique pour une société plus juste, plus libre », tel est l'objectif de Solidarités internationales. Participer à cette association ne requiert aucune affiliation partisane. Mais ses membres fondent leur démarche sur une originalité : « Relier leur pratique de la solidarité à la tradition internatinaliste du socialisme démocratique. » Leurs actions s'exercent notamment par des campagnes de sensibilisation, d'information de l'opinion à travers des gestes matériels de solidarité, et par le développement de liens étroits de coopération avec les personnes et les groupes, qui, sur place, assurent la responsabilité de l'aide engagée.

Les dernières campagnes de Solidarités internationales ont été marquées, entre autres, par le parrainage d'enfants polonais, l'aide aux populations libanaise et palestinienne à Beyrouth, dans le Sud-Liban et Cisjordanie (création de jardins d'enfants) et le soutien à la cause afghane (participation du financement d'écoles publiques dans les zones tenues par la résistance, et d'un dispensaire au Pakistan).

Dans l'action qu'elle engage au Salvador, Solidarités internationales prévoit de contribuer plus spécialement au développement agricole de la zone côtière d'Usulutan et de l'île de Monte-Cristo : production de maïs, de haricots et développement de coopératives de pêche. Mais, surtout, elle propose d'aider la population des camps de réfugiés. Ceux-ci disposent d'un budget très faible : alimentation à peine suffisante, hygiène douteuse, assistance médicale presque inexistante. En effet, les personnes qui aident les réfugiés font l'objet d'une très forte répression. Il s'agit donc de donner aux enfants les moyens leur permettant de s'intégrer à leur société en leur offrant l'assistance médicale et l'instruction auxquelles ils ont droit.

Solidarités internationales propose de parrainer un enfant en lui apportant une aide matérielle (120 F par mois) et une aide affective grâce à une correspondance suivie avec lui.

Pour tous resneignements, s'adresser à Solidarités internationales, 98, rue de l'Université, 75007 - Paris. Tél. (1) 550.22.99.

J.-P.B.

ITALIE: QUAND LA BOTTE CRAQUE

Mystifiant la plupart des sommités culturelles italiennes, quelques joyeux farceurs livournais ont, en fabriquant de faux Modigliani, offert à l'Italie son plus beau canular de l'année.

PAR MICHEL MATHIEU

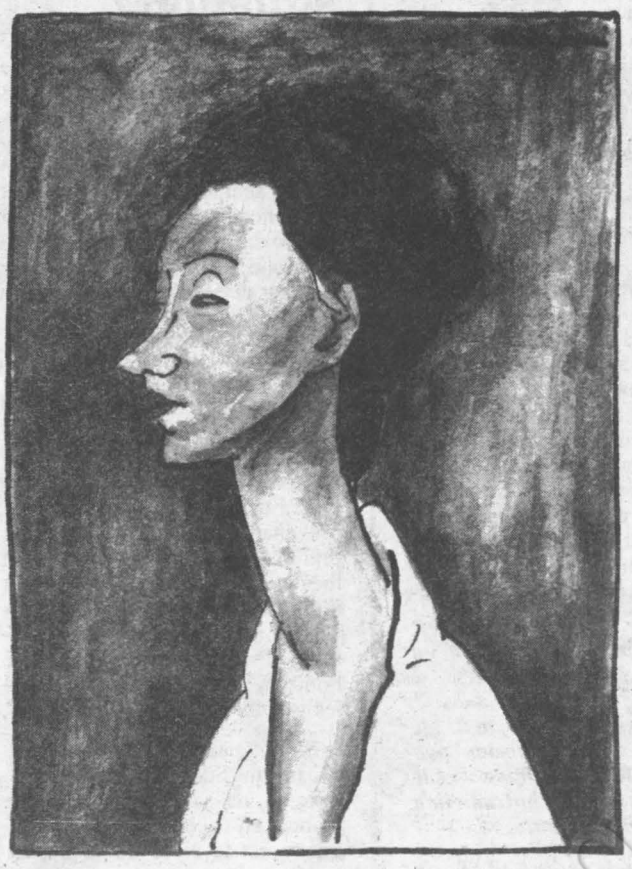
(de notre correspondant en Italie)

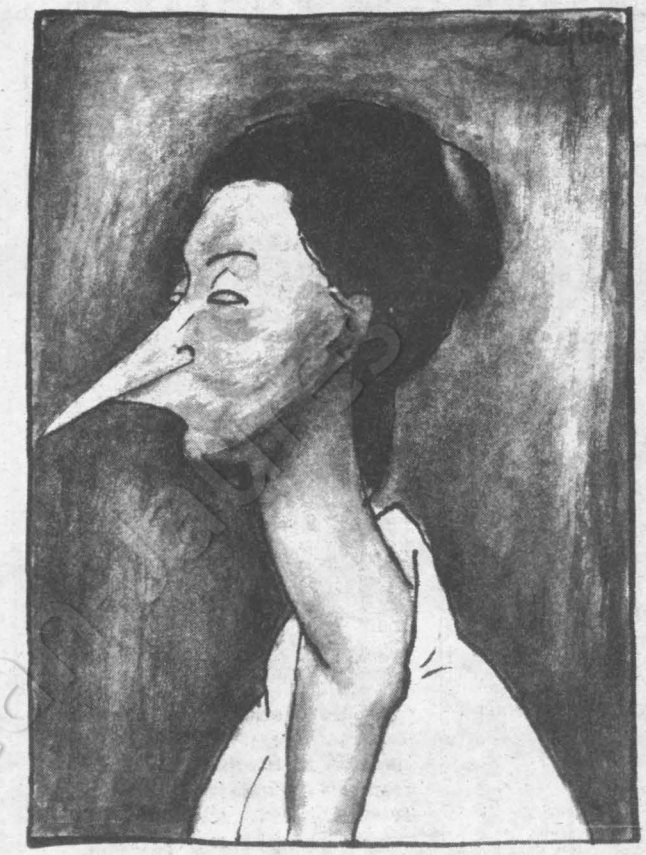
LE roman de l'été, c'est l'énorme blague des sculptures de Modigliani perdues, puis retrouvées, comme dans un polar, dans les eaux limoneuses d'un canal livournais : le Fosse Reale. Une affaire pleine de rebondissements qui aurait enchanté Agatha Christie.

L'histoire commence comme une légende au début du siècle, un soir de 1909, quand l'artiste, insatisfait et la langue un peu râpeuse, décide de flanquer à l'eau les sculptures sur lesquelles il travaille sans grand résultat. L'affaire étant restée là, c'eût été la volonté de l'artiste. Mais dans la bonne ville de Livourne la légende se gonflait avec le temps. Dans l'imagination populaire, les pierres loupées devenaient peu à peu des chefs-d'œuvre. Les Impressionnistes sont de plus en plus rares sur le marché et donc de plus en plus chers et là, dans l'eau, presque à portée de la main, un, deux, trois Modigliani, peut-être. C'est ce que devait penser Vera Durbé, conservateur du musée d'Art moderne de Livourne en traversant le Fosse Reale. C'est que les arts plastiques vivent une drôle de période de repli culturel. Mai 68 est passé en vain, et les musées sont toujours des cimetières. Pour la première fois dans l'histoire peut-être, et malgré la crise, des sommes colossales sont dépensées pour la culture, et la plus grande partie de cet argent est utilisée pour la restauration du patrimoine national. Ces conceptions de la culture ne laissent que peu d'espace budgétaire pour le créateur, qui vit une situation institutionnelle encore semi-clandestine. Les artistes contemporains, aujourd'hui comme hier, crèvent de faim en silence, subissant les lois du marché et les modes du moment sans l'intervention rééquilibrante des autorités de tutelle : communes, régions, provinces, hauts ministères.

Ainsi, la segnora Durbé, qui est certainement dévouée dans son travail, a réussi à convaincre le conseil communal de Livourne d'entreprendre d'improbables recheches dans les eaux du Fosse Reale, prenant le risque d'un coûteux investissement à fond perdu plutôt que de créer par exemple un fond de documentation recensant les jeunes artistes ou d'organiser une exposition d'art contemporain hors de la tutelle du marché. Avec force publicité, les travaux sont engagés, et les journaux nous montrent la segnora Durbé fièrement campée, qui indique du doigt aux journalistes et aux techniciens l'endroit probable où Modigliani exaspéré aurait jeté le produit avorté de ses travaux.

Miracle, à peine quelques jours plus tard, les dents d'acier enrobées du caoutchouc de la pelleteuse ramènent à la surface la tête numéro 1, puis la tête numéro 2 suit sans se faire attendre, et enfin la tête numéro 3. On exulte, les trois têtes en quête d'auteur sont





Méfiez-vous des imitations, par

PM

portées en cortège jusqu'à la mairie où, avec une infinie précaution, elles sont remises entre les mains des experts, qui quand même devront se prononcer sur l'authenticité des sculptures. Pour le conseil communal c'est une bonne opération publicitaire à peu de frais et prometteuse ; pour la segnora Durbé, c'est la gloire. Les têtes étaient si belles, si vraies, si majestueuses, encore pleines de limon sortant du flot sous les flashs des photographes que le doute n'était pas permis.

Tous sont accourus à l'appel de la gloire. Au comble de l'émotion, on mêla les larmes de joie et le champagne de France en se laissant aller à des redondances lyriques sacrifiant à l'exaltation du moment : « Dans ces deux pierres il y a l'annonce, il y a la présence » chevrotait, mystique, le grand Cesare Brandi. Julio Carlo Argan, historien de l'art et ex-maire de Rome, ne s'en tire pas mieux, et même notre pauvre Leymarie, spécialiste de Picasso et actuel directeur de la Villa Medicis à Rome, se sont laissés aller à des propos imprudents parlant de lumière interne comme dans une lampe de chevet, et autres divagations artistico-littéraires.

La taille Black et Decker

Autre grand ponte de la critique contemporaine mis à mal : Raggihialti déclarait à l'occasion d'une conférence de presse : « Ces œuvres sauvées des eaux sont fondamentales pour Modigliani et la sculpture contemporains. » D'autres ont pu lire dans la taille régulière de la tête n° 2 une technique utilisée pour mettre en relief le léger galbe du visage (on a su plus tard que le mérite en revenait à une perceuse Black et Decker). Les experts, qui ne voulaient pas être en reste, ont multiplié les réactions sur l'authenticité avant même d'approfondir les examens : « La durée d'immersion des pierres dans le limon du canal est difficilement mesurable avec précision, mais déchiffrable en dizaines d'années », assure un généraliste. « Le processus d'exécution de la taille de la pierre est caractéristique de la technique de Modigliani », assure, péremptoire, un autre spécialiste qui enseigne la sculpture à Carrare.

Au milieu du sottisier collectif, le pompon revient sans doute à Dario Durbé, frère de Véra, et conservateur du musée d'Art moderne de Rome. Outre qu'il a « su » dès le premier instant être en présence d'œuvres authentiques, sans doute au nom de cette certitude intime, alors que tous les experts n'avaient pas encore rendu leurs travaux, a-t-il cru nécessaire d'anticiper sur leur verdict, et faire imprimer un catalogue mis en circulation un mois et demi après le repêchage des pierres. Dans le tumulte et la précipitation, personne n'a cru utile de prêter attention aux recommandations de prudence données par Federico Zeri, pas plus qu'on a cru nécessaire de prendre en considération les déclarations de Jeanne, épouse de l'artiste, qui à la fois têtue et lointaine s'obstinait à affirmer que les sculptures étaient des faux.

Car c'est au beau milieu de la fête que le scandale est arrivé, par l'intermédiaire d'une interview publiée par l'hebdomadaire « L'Europeo ». La photo est désormais célèbre. On y voit des jeunes gens, du type étudiant de bonne famille, qui posent en compagnie de « Modi 2 ». Les garnements ont expliqué tranquillement comme ils avaient eu l'idée de bricoler « un petit Modi » pour contenter la segnora Durbé, qui cherchait vainement et avec tant d'insistance les vestiges d'un passé, qui n'existent plus désormais que dans la légende. Le choc fut brutal. Tellement brutal que personne ne voulut y croire, et surtout pas les intéressés, c'est-à-dire les auteurs de l'expertise bâclée et les conservateurs du musée.

Le premier réflexe fut de contre-attaquer et de surenchérir sur les qualités plastiques des cailloux exposés dans la salle du musée d'Art moderne de Livourne. Dans les salons pourtant, certains commençaient à se mordre la langue et à s'arracher les cheveux en silence, assaillis par de terribles doutes et même quelques obscurs remords. C'est qu'ils commençaient à se faire insistants ces jeunes gens qui bombardaient la presse de déclarations, commentant les avantages de la technique Black et Decker sur la taille au burin qu'on s'obstine encore à enseigner dans les écoles des beaux-arts de province.

Les experts à expertiser !

C'est ainsi que la télévision italienne, qui, comme toutes les télévisions du monde, est toujours à la recherche de bonnes idées, pourvu que cela ne coûte pas trop de matière grise, a proposé aux étudiants farceurs de refaire en trois heures un « Modi » en direct. Les Italiens, qui sont de bons sportifs et de braves gens, ont trouvé l'idée très fair play, et le pays s'est aussitôt divisé en deux : ceux qui pariaient pour la farce et ceux, moins nombreux il faut bien le dire, qui soutenaient la véracité de la légende.

C'est le moment que choisit la pauvre segnora Durbé pour faire une belle dépression nerveuse qui a nécessité son hospitalisation. Quand après trois heures de travail les bons petits diables livournais ont eu fabriqué un quatrième « authentique Modi » prêt à être lancé puis repêché dans la Fosse Reale, ce fut un grand éclat de rire dans tout le pays qui un moment a réconcilié le Nord et le Sud. Aux dernières nouvelles, le pauvre Julio-Carlo Argan théorisait sur le concept d'œuvre d'art et sur la nécessaire authenticité de l'œuvre...

A' peine la pression avait-elle commencé à baisser dans les journaux, redonnant la priorité à l'escalade insensée du dollar, qu'un cinquième gaillard, Livournais lui aussi, revendiquait vendredi dernier la fraternité des « Modi » 1 et 3, encore restés « anonymes ». A la différence des joyeux farceurs précédemment cités, Angelo Frolia donne à son œuvre une double motivation – politique – : « J'ai voulu démontré, a-t-il dit dans une conférence de presse donnée dans le cabinet de son avocat, comment, à travers un processus de persuasion collectif, à travers la télévision et les journaux, on peut conditionner les convictions du public » – et culturelle ». « Je suis un artiste, j'ai voulu attirer l'attention sur le problème de l'art. » Michel-Ange en son temps avait lui aussi eu recours à une supercherie similaire pour attirer l'attention de ses contemporains, il avait en effet enterré des fragments de la Pieta Rondalini, qui furent retrouvés dans un champ par un paysan. C'est de toute façon un nouveau problème qui se pose aux experts, qui devront se prononcer sur la véracité des dires de ce cinquième auteur. Mais les experts sont-ils encore crédibles ?

Ceux qui parmi eux n'avaient pas encore eu voix au chapitre sortent de l'ombre pour nous expliquer comment et pourquoi leurs estimables confrères se sont trompés, mais ce sont autant de coups d'épée dans l'eau, car le public regarde déjà ailleurs. En Italie comme en France, tout commence avec des chansons et tout finit inévitablement par la politique. Le Conseil municipal, qui, dans un premier temps, avait fait le gros dos, laissant la pauvre segnora Durbé affronter la presse et porter le chapeau, a dû sortir à découvert. A tout hasard, l'opposition a demandé la démission de la majorité communiste, mais la Giunte (majorité communiste) a préféré nommer une commission d'enquête pour déterminer les responsabilités. ●

MEDECINS: DES TORTIONNAIRES EN BLOUSE BLANCHE

Euthanasie, ventres à louer... au moment où la profession médicale fait l'actualité éthique, il n'était pas inutile de rappeler que pendant ce temps-là d'autres médecins se font les auxiliaires des bourreaux. Hier, les médecins nazis, aujourd'hui, les praticiens uruguayens ou les psychiatres soviétiques.

PAR PIERRE-YVES POINDRON

TORTURES physiques, tortures mentales, conduites d'un autre âge certes, mais qui recherchent de plus en plus le concours de la science moderne. L'époque de la torture en blouse blanche s'ouvre. On a un peu tendance à l'oublier, pris que nous sommes dans des débats entre personnes à l'abri. Bien sûr, l'euthanasie est un sujet grave qui vient de mobiliser à Nice quantités de militants pour la mort douce. Vue des geôles du Chili ou des hôpitaux psychiatriques d'U.r.s.s. cette mort douce doit faire figure de luxe. Ici et là, des médecins se font complices de tortionnaires et du pouvoir totalitaire. Oh, ils n'ont pas de sang sur les mains comme le docteur Mengele de sinistre mémoire. Ce sont de simples conseillers, mais leurs conseils, leurs avis, leurs complicité confirment les bourreaux dans leur sale besogne Et renforcent les pouvoirs dans leur « bon droit ». En douteriez-vous, les témoignages qui suivent montrent les multiples visages d'une autre forme de torture, la torture « propre ». Le mal commence à s'insinuer lorsque des médecins sortent de leur rôle et assistent à des exécutions capitales ou non comme ce fut le cas aux Etats-Unis ou au Soudan. Au nom de l'ordre établi.

Extrait de la déposition d'un prisonnier, détenu par la C.n.i. (central nacional de informaciones) au Chili.

« Arrivé au centre d'interrogatoire et de torture, les mains attachées et les yeux bandés, je fus frappé à l'estomac, aux reins, sur le dos etc. Quelques heures plus tard, je fus dévêtu et examiné par le médecin, minutieusement, lequel autorisa la poursuite des tortures en disant : « Il peut être traité. » Le traitement consista à m'enduire le corps d'une substance graisseuse... puis les coups recommancèrent avec des objets durs, contondants... » Le « suspect » perd alors connaissance. « Après cet habile interrogatoire, je fus à nouveau examiné par le médecin qui, une fois de plus, autorisa à « continuer le traitement ».

Extrait d'une autre plainte pour torture, toujours au Chili.

« A trois reprises, je fus examiné par un médecin, qui après chaque examen approfondi disait des choses comme « il va bien », « il est tout à vous », « vous pouvez continuer le traitement ». En fin de séance, le médecin prescrit à ses « patients » capsules et breuvage sans doute comme remèdes aux souffrances qu'il a autorisées. Les prisonniers ont « avoué, » ils sont guéris, on peut désormais les soigner. » D'après les témoignages recueillis par Amnesty International (1), « il est courant qu'un médecin supervise les séances de torture, examine la victime avant et pendant les sévices pour déterminer sa capacité à les subir, donne son avis quant aux risques qu'ils provoquent la mort, et essaie de minimiser les signes de traumatismes extérieurs... Ces témoignages font tous état de la coopération volontaire et consciente du médecin avec les tortionnaires. »

Au-delà du rideau de folie

L'hôpital psychiatrique spécial soviétique n'a de médical que le nom. En fait, on y enferme les dissidents sous les prétextes les plus étranges. Pour cette sale besogne, le corps médical est appelé à la rescousse. Il faut bien un diagnostic pour justifier l'internement ! Ce diagnostic, à lui seul, signe les intentions extra-médicales du « traitement » : « manie de poursuite de la vérité », « épuisement nerveux par recherche de la justice », « manie d'émigration » font désormais partie de la sémiologie psychiatrique soviétique, qui ne s'embarrasse pas de considérations scientifiques. Le vocabulaire s'enrichit de mots savants, tels « skizokomystie » — traduisez par « shizodivergence d'opinion » — ou « shizophrénie avec délire religieux » qui ne recouvrent aucune réalité médicale. Mais qu'importe, certains psychiatres soviétiques refont la science pour les besoins de la cause et n'en conservent qu'un jargon, médicalement inopérant, mais politiquement efficace.

A ces internés d'office, au nom de la bonne cause, les médecins des « hôpitaux » psychiatriques administrent des doses massives de neuroleptiques ou de psychotropes. Les effets pervers ne se font pas attendre. A pareil traitement larga manu, l'individu sombre dans la stupeur, reste hagard, coupé du monde, coupé de lui-même, complètement démoli. On assiste à une véritable destructuration de sa personnalité. Mais le « malade » est soulagé de son idée fixe de « réformer la société ». le but est atteint, il est guéri.

Attention aux simulateurs toutefois. Une directive du ministère de la Santé d'U.r.s.s. attire l'attention des psychiatres sur le fait que le comportement dudit malade peut être « apparemment normal ». On ne s'entoure pas de suffisamment de précautions en médecine ! Bref, en U.r.s.s., le traitement prouve combien un être sain pouvait être malade et la bonne santé mentale est une indication pour « l'hospitalisation ». Il se trouve des psychiatres pour entériner cette dialectique.

Une savante dialectique

Gare au personnel de santé qui se rebelle. En mai 1978, Alexandre Podrabinek, alors infirmier dans un hôpital moscovite, est arrêté et déporté. Son crime ? Avoir analysé et dénoncé l'utilisation de la psychiatrie à des fins répressives dans un manuscrit « la Médecine punitive », saisi un an auparavant par le K.g.b. En 1981, c'est au tour du docteur Koryaguine d'être arrêté pour avoir contesté des diagnostics téléguidés et participé à un groupe de travail sur l'utilisation abusive de la psychiatrie. Podrabinek a été libéré l'an dernier, Koryaguine, croupit toujours entre quatre murs. On entend une mouche voler dans les rangs de la psychiatrie officielle soviétique.

La prison de la Libertad en Uruguay est une prison modèle. Pas de surpopulation. Pas d'agressions physiques. Un médecin, le docteur Britos, a mis au point une méthode pour se dispenser de ces brutalités d'un autre âge. Elle est infaillible pour briser les prisonniers. Le principe en est simple : installer un climat d'insécurité permanente. Pas de coups, mais des menaces voilées, imprécises, pas de tortures, mais des insultes incessantes. Les gardiens sont du reste recrutés parmi les anciens tortionnaires. Pas de règlement fixe, mais une série de règlements qui changent constamment à l'insu des « pensionnaires ».

Ce qui était autorisé hier devient interdit aujoud'hui. Et s'il existe quelques récréations, cinéma, promenades, c'est pour pouvoir les supprimer à loisir. Les visites sont permises, mais épiées de telle sorte que le moindre détail sur la vie privée du détenu, sa moindre faiblesse sont utilisés contre lui. A Libertad, il est interdit de chanter, rire, sourire à un autre détenu. Sans crier, gare, les gardes pénètrent dans les cellules pour fouiller et détruire les objets personnels. Les prisonniers vivent isolés les uns des autres ou contraints de partager leur cellule avec un compagnon complètement perturbé, déprimé, suicidaire. A Libertad, le docteur Britos souffle le chaud et le froid, manie la carotte et le bâton. L'utilisation de drogues psychotropes est fréquente ; elles provoquent tantôt l'hébétude, tantôt l'anxiété, tantôt d'insupportables douleurs, tantôt l'euphorie. On en profitera alors pour « tirer les vers du nez » au malheureux qui, par la suite, ne se souviendra plus de rien. Qu'a-t-il avoué ? Ses géoliers, seuls, le savent.

C'est dans ce climat que vivent les détenus, affligés d'un numéro matricule, ce qu'ils deviennent effectivement. Plus de nom, plus de passé, plus de présent, plus d'avenir. Libertad est une machine à briser, casser, détruire. Tout y est scientifiquement calculé pour. Le traitement du docteur Britos est parfaitement au point : ses « malades » sortent « lessivés ». Guéris.



Auxiliaires de la « justice »

Décembre 1982 au département correctionnel du Texas, le médecin chef s'assure que les veines de Charles Brooks pourront supporter une injection intraveineuse. Il donne même des conseils à l'assistant chargé d'administrer la dose de thiopental de sodium qui doit donner la mort. Tout au long des minutes qui suivent, il surveille le rythme cardiaque du condamné. Pourtant, comme beaucoup d'instances médicales, l'Association médicale américaine a interdit la participation de médecins à pareille exécution. Brooks sera définitivement guéri le 7 décembre 1982. Il s'est trouvé un médecin pour veiller à sa mort. Au Soudan, ce n'est pas la mort que les infirmiers et les médecins sont chargés de donner, mais un châtiment qu'ils doivent surveiller. Certes, ils ne se saliront pas les mains en coupant les poignets des condamnés à l'amputation pour vol... D'autres s'en chargeront à leur place. Mais c'est eux qui prendront la tension artérielle des suppliciés, eux qui les examineront pour savoir s'ils supporteront l'opération.

Ils sont sans doute une minorité, mais ils existent ces médecins, auxiliaires des bourreaux. Ils existent ces médecins qui se sont définitivement mis au service du pouvoir contre ceux qui ne sont plus pour eux des malades ou des individus, mais la « maladie » qui frappe l'ordre qu'ils ont choisi de défendre aux mépris des droits de l'homme.

Cependant il y a plus menaçant que la participation de médecins — peu nombreux — à des actes de torture ou de répression. C'est le dévoiement des connaissances médicales, chirurgicales, pharmacologiques, psychologiques à des fins de police. En U.r.s.s., une discipline entière est mise au service du pouvoir. Le docteur Britos s'appuie sur les plus récentes théories de la communication. Là, on met sous le boisseau ses connaissances pour ne pas heurter un pouvoir omniprésent, ici on les utilise pour servir la répression. Le résultat est identique. La médecine est détournée de ses fins : apporter des soins éclairés au patient. Or, ces soins peuvent être éclairés à la lumière des droits de l'homme. Ces médecins qui ont prêté serment à Genève le rappellent à ceux qui l'auraient oublié lorsqu'ils jurent : « Même sous la menace, je n'accepterai pas de faire usage de mes connaissances contre les droits de l'homme. » ●

(1) *Amnesty Internationale, 18, rue Théodore Deck (XV°). La plupart des faits ci-dessus sont tirés de communications d'A.I. dont on ne redira jamais assez l'immense travail qu'elle accomplit.*

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création

.la gestion

.l'organisation

.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

TOUR EUROPE -
92080 PARIS
LA DEFENSE CEDEX 07
TEL : 778.16.60 TELEX : 610579

FICHIER D'ARTISTES

Pleins d'énergie, de talent et capables d'assurer le succès de vos fêtes publiques ou privées comme ils ont assuré celui du Dépôt-Vente :

Auditions publiques
chaque samedi après-dîner.
Rock'n roll, rockabilly : vendredi 21 h

Le Dépôt-Vente de la Jatte, 92200 Neuilly
(dîner-concert 637 33 99)

ORGANISATION DE FETE

Sylvie et Gérard VACHER 624 33 33

Conditions spéciales aux discothèques de prêt

VENTE PAR CORRESPONDANCE DE DISQUES CLASSIQUES D'OCCASION PARFAIT ETAT

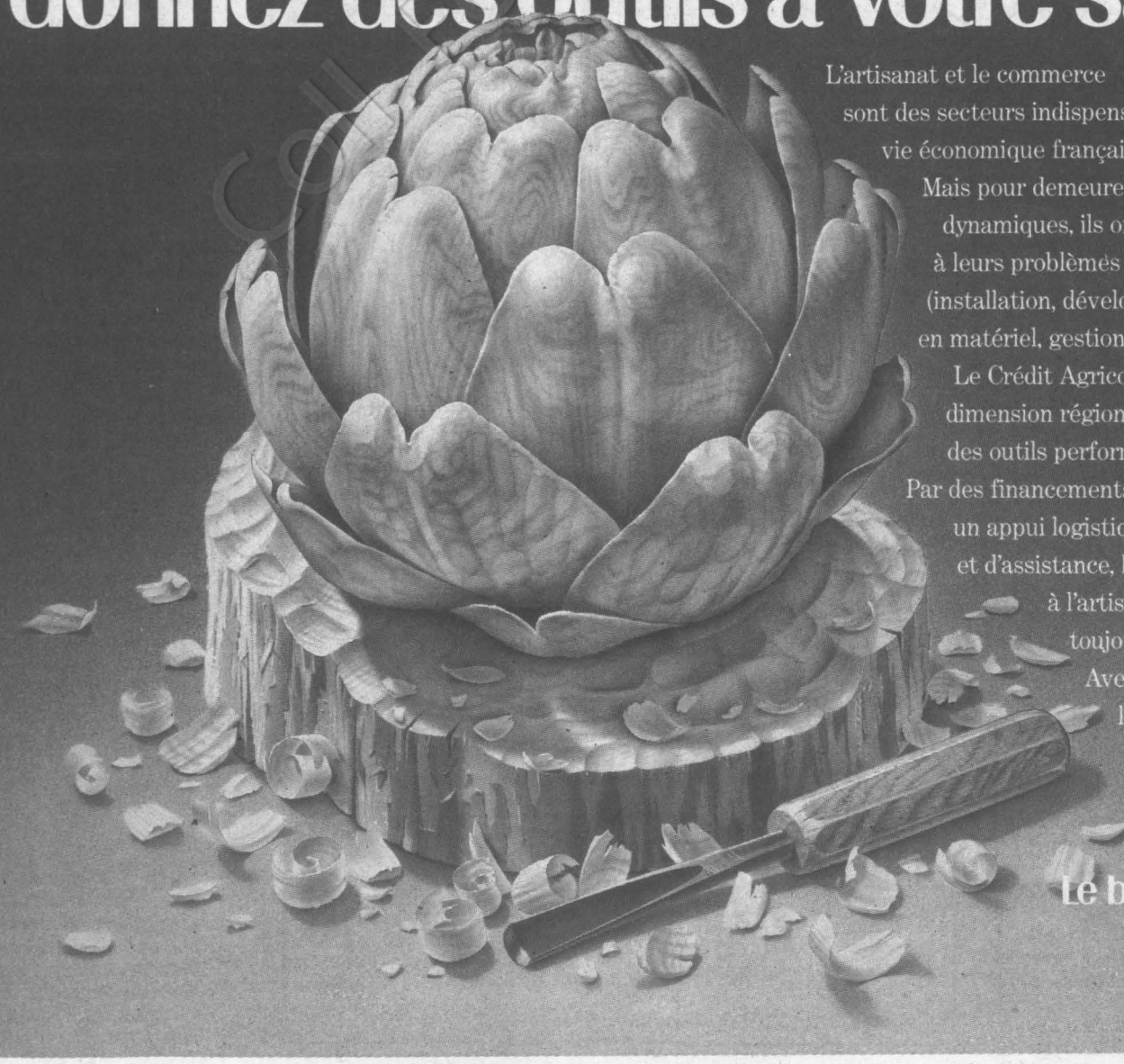
Demandez l'envoi gratuit de nos listes mensuelles

DISQUES NEUFS EN SOLDE

ACHAT A DOMICILE
DE VOS DISQUES CLASSIQUES

EUPHONIE
B.P. 123 - 77003 MELUN CEDEX
Téléphone (6) 068.73.05

Avec le Crédit Agricole, donnez des outils à votre savoir-faire.

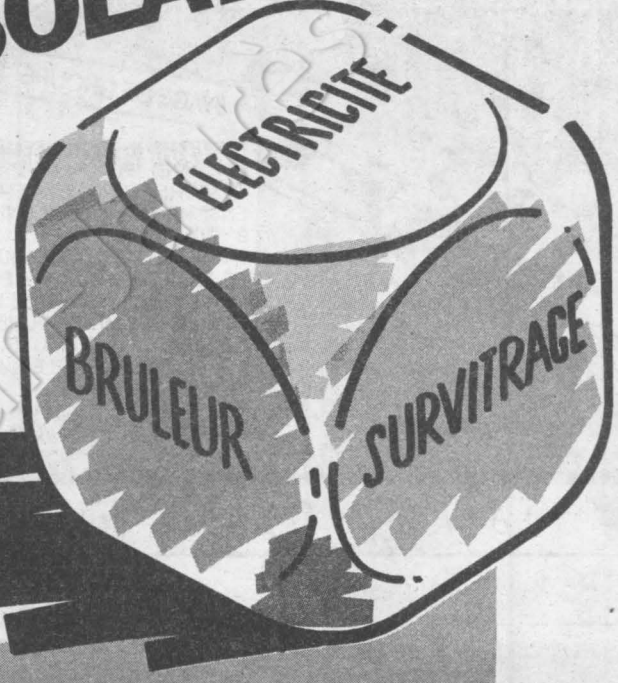


L'artisanat et le commerce sont des secteurs indispensables à la vie économique française.
Mais pour demeurer des secteurs dynamiques, ils ont besoin d'outils adaptés à leurs problèmes particuliers (installation, développement, équipement en matériel, gestion...).
Le Crédit Agricole, qui a su garder une dimension régionale et humaine, offre des outils performants à leur savoir-faire.
Par des financements spécifiques, un appui logistique, des services de conseil et d'assistance, le Crédit Agricole permet à l'artisanat et au commerce de toujours entreprendre.
Avec le Crédit Agricole, récoltez les fruits du bon sens.

CRÉDIT AGRICOLE
Le bon sens près de chez vous



POUR VOS TRAVAUX DE CHAUFFAGE ET D'ISOLATION: NE DÉCIDEZ RIEN AU HASARD.



Beaucoup d'entre nous ont déjà fait quelque chose pour freiner les dépenses de chauffage dans leur maison ou leur immeuble.

Aujourd'hui, l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Énergie nous donne, pour la première fois, le moyen d'obtenir des résultats décisifs : le Diagnostic Thermique.

C'est une étude sérieuse, complète, objective qui chiffre tous les travaux envisageables pour chaque cas particulier : coût et temps de remboursement par les économies réalisées, sans pousser systématiquement vers un matériel ou une source d'énergie.

Subventionné par l'AFME, bénéficiant d'avantages fiscaux, le Diagnostic Thermique peut finalement coûter de 50 à 100 F par appartement, de 350 à 600 F pour une maison mais il donne les éléments indispensables pour pouvoir prendre - à coup sûr - la meilleure décision. Individuellement si l'on habite une maison, tous ensemble, avec le syndic, si l'on est copropriétaire ou locataire.

Un petit investissement pour de grosses économies.

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS, APPELEZ LE 824.70.00.

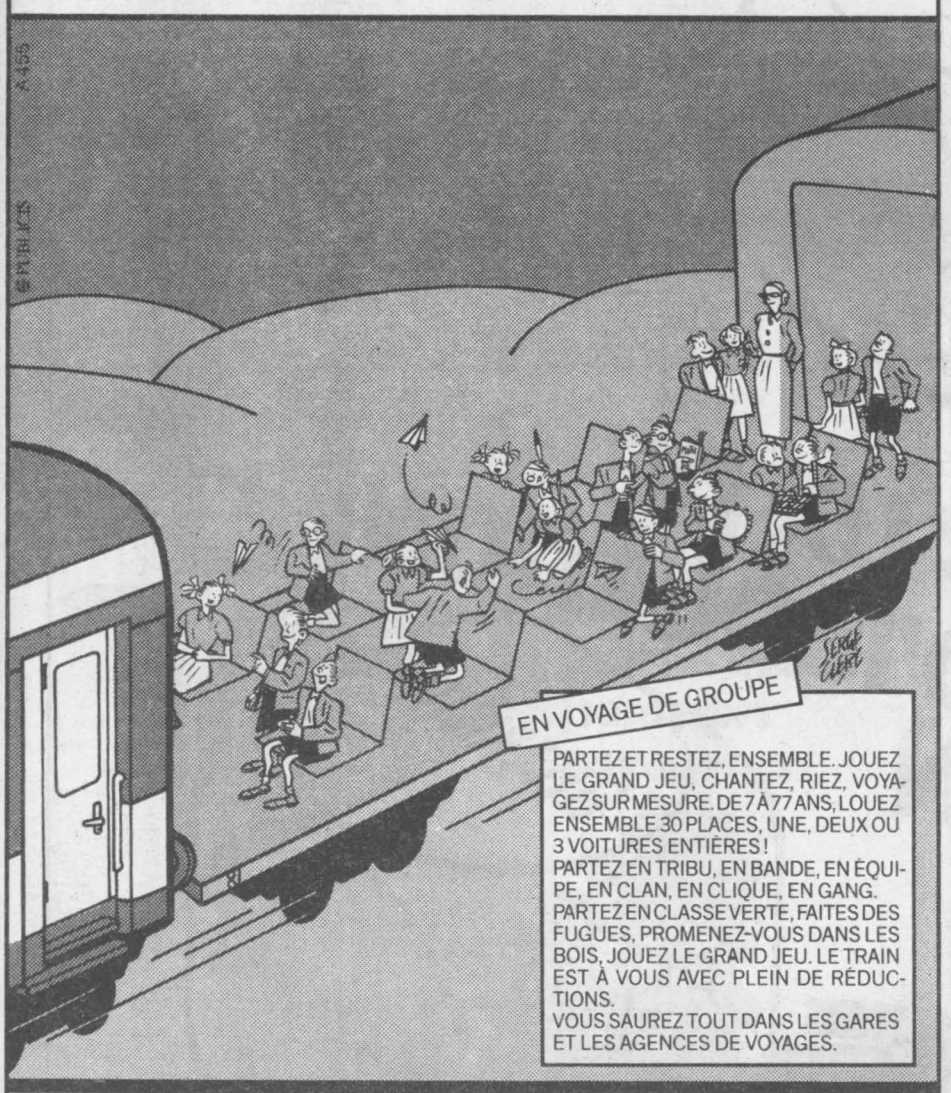
DIAGNOSTIC THERMIQUE

POUR SAVOIR CE QU'IL FAUT FAIRE.

AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAITRISE DE L'ENERGIE

INF 14

LE TRAIN RASSEMBLE LES TRIBUS!



EN VOYAGE DE GROUPE

PARTEZ ET RESTEZ, ENSEMBLE. JOUEZ LE GRAND JEU, CHANTEZ, RIEZ, VOYAGEZ SUR MESURE. DE 7 À 77 ANS, LOUEZ ENSEMBLE 30 PLACES, UNE, DEUX OU 3 VOITURES ENTIÈRES!
PARTEZ EN TRIBU, EN BANDE, EN ÉQUIPE, EN CLAN, EN CLIQUE, EN GANG.
PARTEZ EN CLASSE VERTE, FAITES DES FUGUES, PROMENEZ-VOUS DANS LES BOIS, JOUEZ LE GRAND JEU. LE TRAIN EST À VOUS AVEC PLEIN DE RÉDUCTIONS.
VOUS SAUREZ TOUT DANS LES GARES ET LES AGENCES DE VOYAGES.

SNCF LA VIE VOYAGE EN TRAIN.



BANQUE DE L'ECONOMIE SOCIALE

bccm

BANQUE CENTRALE DES COOPERATIVES ET DES MUTUELLES

Siège social: 12, place de la Bourse - 75002 Paris - Tél.: (1) 233.44.71
72 agences et points conseils, à Paris et en Province

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

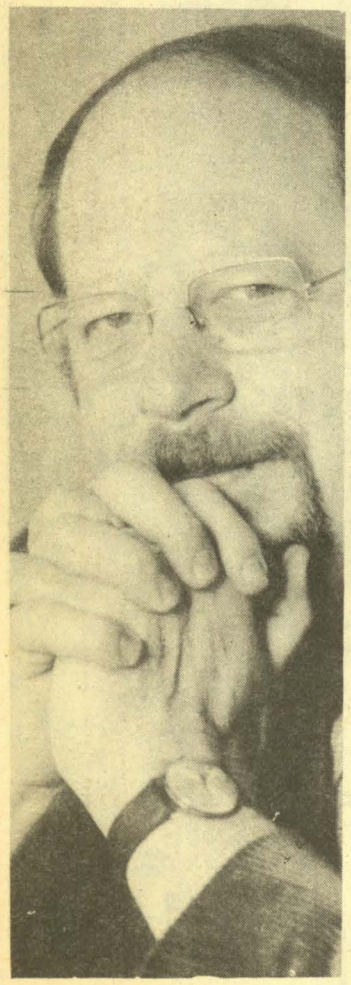
Un des plus grands emprunteurs de France

CNT

Finance les investissements des Télécommunications

20, avenue Rapp - 75341 Paris Cedex 07 - ☎705.94.39

La chronique littéraire de Claude Glayman



AU-DESSUS DU VOLCAN ... ET DU PANIER

Avec « Bocanegra » et « la Perdriole », Tony Cartano et Alain Demouzon nous donnent bien du plaisir. Avec « le Volkameria », Marie-Thérèse Humbert nous surprend et nous émerveille.

**** Tony Cartano : « Bocanegra » roman, Grasset.***
**** Alain Demouzon : « la Perdriole » roman, Flammarion.***
**** Marie-Thérèse Humbert : « le Volkameria » roman, Stock.***

ECRIVAINS connus, appréciés, Tony M. Cartano, Alain Demouzon, Marie-Thérèse Humbert ne sont pas encore consacrés comme s'ils attendaient une reconnaissance définitive. La rumeur assure que Cartano pourrait être l'un des grands couronnés de la saison et que le Goncourt lui irait comme un gant. Homme de littérature, ayant plusieurs titres à son actif, directeur des Presses de la Renaissance, actif dans le secteur du roman étranger, de l'histoire, de l'ethnographie sans oublier la très intéressante revue « Roman », il donne avec « Bocanegra » un livre ambitieux dont l'indiscutable réussite technique — une quasi prouesse — pourtant nous laisse finalement sur notre faim. Nous allons essayer de dire pourquoi...

A la base de l'entreprise, la découverte d'un manuscrit, celui de Michel Mateos mort à Poznan le 13 décembre 1981 (jour de la déclaration de l'état de guerre, en Pologne par le général Jaruzelski). Qui est Mateos, quelle est son identité profonde ? Telle est la quête de « Bocanegra »..., qui désigne non pas un personnage de Verdi mais une gargouille, décrite dès le début du roman lorsque l'enquête de Cartano nous mène en Amérique du Sud au XVIIe siècle lors des guerres de pacification contre les Indiens. Nous voici en effet à la source généalogique de Mateos, homme de cinéma et de télévision, fils du célèbre écrivain W.-H. Raven. On assurera que pour connaître le fils il faut connaître le père. Soit ! Mais qui est Raven ? Un mythe littéraire, sorte de Howard Hughes de la subversion, toujours caché derrière ses bombes livresques, en relation avec le monde par l'intermédiaire d'un agent littéraire astucieux qui pourrait bien être en définitive Raven lui-même.

Les femmes que Raven a aimées constituent autant de pistes pour découvrir sa personnalité. Mateos poursuivra les survivants, de même aura-t-il une liaison avec la femme du professeur Lippman, grand « ravenologue ». On apprendra que Raven a trouvé la mort à Los Angeles en 1944. Auparavant, une scène fantastique l'aura incarné, lui ou son agent, dans une party hollywoodienne où passent les silhouettes fascinantes de William Faulkner et de Dashiel Hammett. Raven a-t-il été abattu par des nazis peu avant l'effondrement du IIIe - Reich ? Raven est un exilé allemand ; en 1918, il a participé à la révolution en Bavière. Il se trouve même que Raven est probablement fils naturel du Kaiser, ceci expliquant cela. Toutes ces évocations sont admirables, d'ailleurs tout « Bocanegra » est admirable dans ses prismes et ses éclats dont on renonce à décrire la trame détaillée tant son fourmillement est complexe.

D'où vient alors la réserve ? Peut-être avons-nous le sentiment d'entendre l'écho d'une culture où scintillent tout à la fois le roman latino-américain et le nord-américain, Borges, Lowry (l'inoubliable auteur de « Au-dessous du volcan » auquel naguère Cartano a consacré un essai), Nabokov, etc. On chuchote : « Quel roublard ce Cartano ! » ; n'a-t-il pas lui-même écrit que : « Tout le monde copie tout le monde. » A-t-il brassé tous les ingrédients de l'actualité mondiale, du roman contemporain et du succès commercial ? Fabriqué alors ce prodigieux brouillage de pistes qui révèle une suprême maîtrise et une homogénéité sans faille ? Non point ! Mais qu'est-ce qui justifie et fonde cette architecture si compliquée, y a-t-il autre propos qu'un air du temps, quelque chose comme une nécessité interne ?

Ayant, au cours de l'été dernier, à la suite de la lecture du roman de Cartano, relu Malcom Lowry soi-même, j'ai pu mesurer que chez l'un la surprise est constante et naturelle — sans compter d'autres différences qui tiennent aux thèmes et en particulier à celui de l'alcool — tandis que, chez l'autre, on nous mène perpétuellement par la main sur le terrain universel d'un siècle trop foulé. Prédominant, le journalisme n'écrase-t-il pas le romancier ! On sait d'avance qu'on meurt au Guatemala dans les années soixante-dix comme dans la Pologne de 1981, etc., alors que le romancier devrait nous faire oublier l'inéluctabilité de l'Histoire au profit de la sienne. N'est-ce pas le péché de Cartano que d'être victime de sa lucidité historique !

On aurait envie d'adresser le même reproche à Alain Demouzon pour sa « Perdriole » qui marque l'entrée dans la fiction d'un auteur de « polars » et connu pour cette production. Qu'on en juge par l'aventure : un homme marche, il quitte Saint-Aubin, un petit village, il s'appelle Valérien Roumilhac, et il monte à Paris faire la révolution. Simple précision : nous sommes en mai 1968. Nous aurons donc la trame de la décennie soixante-dix dont on se rappelle ou pas. Mais, fort heureusement, Demouzon possède fantaisie et imagination, et lorsqu'il conte l'escapade amoureuse de Valérien avec la fille d'un restaurateur, on jurerait entendre les paroles d'une chanson à la gloire de « Ma mie », retrouver le climat de Marivaux jetant ses paysans licencieux sous les jupes des coquettes. Voici une révolution entreprise au nom de l'éducation sentimentale. Un flash back dévoile le passé de Valérien, son père, la Résistance, on songe à Roger Vailland : « La joie de vivre de ces guerriers juvéniles était la pire offense pour les vieux du pays. Les adolescents se moquaient un peu, admiraient secrètement. Les femmes avaient de l'indulgence, pensant à leurs fils, à leurs maris. Les jeunes filles ne boudaient qu'en surface, car la jeunesse sait se moquer de la guerre, des convenances, de la mort qui avance à grands pas. » (Il s'agit en l'occurrence de soldats allemands).

Désormais, la description d'hier alterne avec celle de la décennie soixante-dix. Les Iroquois ou les Martiens, comme on voudra, débarquent à la Sorbonne et voici en un rien de temps la révolution sexuelle sur le tapis (un des principaux thèmes du livre). A nous deux Paris, via la politique, la vénalité, les femmes ! L'imposture s'impose, elle s'accompagne de scandales comme celui de la Garantie foncière. A la fin, démasqué, Valérien revient au point de départ. Il croupit, déchu dans les prisons de l'armée française stationnée en Allemagne. Une évasion réussie le conduira dans les sillages du terrorisme. Demouzon renoue alors avec le polar et découvre le fantastique. Pichenette finale : notre héros trouve le salut dans les bras du seul et véritable amour, celui de sa jeunesse. Le poids du réel est grand comme chez les auteurs de policiers. S'y ajoute une propension à ridiculiser les personnages, une tendance à propager l'écœurement. Au total, une tranche consistante de l'histoire de ce pays a été prise en sandwich, comme si le rocambolesque d'aventures rebondissantes n'avait possibilité de se développer que dans un cadre politique. Derrière les tréteaux, les coulisses, et la vie comme autant de feuilletons !

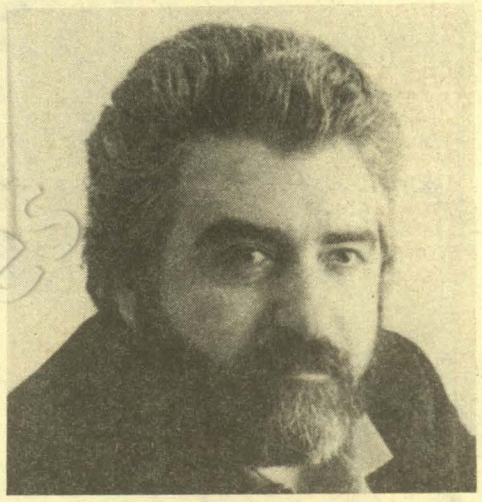
Rien de tel avec Marie-Thérèse Humbert qui invente de toutes pièces le pays où se déroule son roman, une île de pêcheurs, perdue dans l'Atlantique Nord, le Lingoualan. Ici, l'histoire est avare, bien que des remous sociaux rythment le lointain d'un huis clos familial dont le héros est un jeune garçon. La Deuxième Guerre mondiale a déposé ses alluvions dans la chair de quelques-uns des personnages clefs. L'architecture moderne inventée en Europe du Nord a conduit l'un de ses plus éminents protagonistes à échouer là et à se perdre dans l'impasse d'une maladie fatale et d'un drame sentimental dominé par deux femmes plusieurs enfants. Mais, au fond, peu importe, et c'est bien là ce qui diffère de Cartano et de Demouzon, car d'abord et avant tout compte le chant de Marie-Thérèse Humbert.

Un chant naturel, profond, durable, inoubliable. Le chant du mystère des êtres, de l'amour des adolescents, de la tragédie feutrée des parents ; le chant d'une terre où les éléments sont déterminants comme dans la réalité cosmique (« Oserais-tu m'escalader pour venir à mon bord », semble dire un rocher à Christoffe). Luxuriance d'une géographie imaginaire, goût de la musique, inadaptation au temps (la montre donnée par Maxime en est l'illustration, ainsi que les télescopages et les découpages de l'auteur). De nouveau, on songe à Malcom Lowry ou à Faulkner, mais avec la pureté de Marguerite Duras en plus. En dépit de quelque baisse de tension (le roman est épais), on a là la plus belle prose qui nous ait été donnée de lire au cours de cette rentrée. Une vraie propose d'un véritable écrivain qui a lu la Bible, Hugo, Melville, Shakespeare (Marie-Thérèse Humbert est anglophone comme nous l'avions appris dans son premier roman « A l'autre bout de moi »).

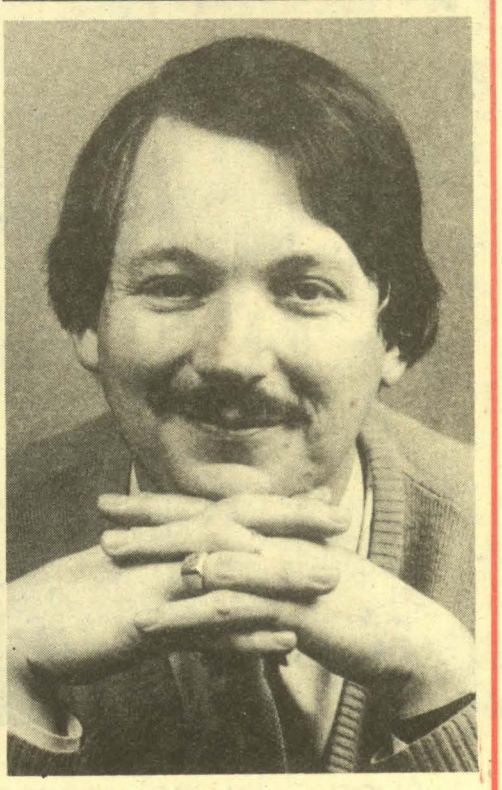
Mon plaisir a été immense. Et un tel plaisir en littérature n'est pas si fréquent pour qu'on ne le signale pas à traits redoublés. Ajouterais-je que cette langue ample, surtout non journalistique (enfin !), trouve dans ce que j'appellerais le sens des disproportions propres à l'enfance le cadre où s'épanouir pleinement. A cette échelle, les gros plans sont privilégiés et le moindre événement peut revêtir une importance fondamentale. Rien de raisonnable ou de normal dans cette élégie d'une initiation. Ni « Nœud de vipères » ni « Vipère au poing », le secret et le silence, l'amour impossible pour une demi-sœur, le mal physique comme celui de la chair. Ainsi en est-il dans les films de Carl Dreyer et de Ingmar Bergman. Marie-Thérèse Humbert nous a surpris et émerveillés, Cartano et Demouzon nous ont satisfaits.



Marie-Thérèse Humbert.



Tony Cartano.



Alain Demouzon.

© Association Jean-Jaurès

LES ANNEES DE PLOMB RACONTEES PAR UNE FEMME DE MARBRE



Marta Meszaros.





Images de « Journal intime ».

Avec «Journal intime», la cinéaste Marta Meszaros signe son œuvre maîtresse en nous entraînant dans la chronique amère et palpitante de la normalisation hongroise.

PAR FABIAN GASTELLIER

EN noir et blanc, en gris, en beige, dans la Hongrie stalinienne, une adolescente apprend à vivre. Orpheline recueillie par des parents éloignés, elle retrouve son pays après l'exil obligatoire des années de guerre et découvre Greta Garbo sur les écrans de Budapest. Entre l'enfance et l'âge adulte, il ne lui reste plus beaucoup de temps ; tout juste l'espace d'une révolte intérieure qui la séparera définitivement du monde régi par le Parti où règnent le mensonge, la duplicité, la langue de bois et les persécutions.

Cette seconde naissance douloureuse fut en grande partie celle vécue par la cinéaste Marta Meszaros et qu'elle nous livre aujourd'hui avec « Naplo-Journal intime », grand prix spécial du jury au récent festival de Cannes. Depuis une dizaine d'années à présent, depuis « Adoption », on a appris à connaître ces films sensibles d'une femme hypersensible. Mais c'est peut-être maintenant seulement qu'elle signe son œuvre maîtresse où se mêlent, indiscernables, fiction et réalité. Témoignage discret sur une génération « flouée », « Journal intime » n'apporte pas le coup de poing d'un Wajda filmant la Pologne de la même époque mais n'en est pas moins d'une force, d'une profondeur étonnantes.

Les croyances, les illusions, les procès, le début de la dissidence intellectuelle tissent le paysage où évolue la frêle Juli qui se raccroche désespérément au souvenir de ses parents disparus. Petit à petit, Juli trouvera sa voie, son camp : les morts avaient raison contre les vivants.

Mais pour parler de tout cela, pour raconter la normalisation, il a fallu à Marta Meszaros des années et des années de recul.

– MARTA MESZAROS : Oui j'ai mis longtemps à faire un film à partir de mes souvenirs d'enfance. Pourtant, j'ai toujours traîné cette envie secrète et déjà « Cati », mon premier long métrage (1968), possédait des bribes d'autobiographie. Je pense qu'on ne peut approcher sa propre vie qu'avec du recul et, en plus, que ce type de sujet est tellement important qu'on ne peut se permettre de le rater.

Aujourd'hui, j'ai plus de trente films derrière moi et je connais à fond mon métier. Je pouvais donc me permettre de me lancer à la poursuite de mes souvenirs car, techniquement, pareille entreprise n'est pas simple. Un récit éclaté entre le film à proprement parler, les flashes-back et les séquences de documentaires, ça ne s'improvise pas...

En plus, à l'heure actuelle, les années cinquante appartiennent à l'Histoire. Nous avons déjà deux nouvelles générations – nées en 1956 et 1968 – qui n'ont pas connu cette période, qui ne savent pas ce que c'est. Bien sûr, ils ont pu lire des tonnes de choses dessus mais c'étaient presque toujours des récits théoriques ou bien des analyses qui se voulaient sérieuses. Moi, ce que j'ai voulu leur transmettre avec « Journal intime », c'est la sensation, le sentiment, le climat de cette année-là.

– « L'UNITE » : Et comment réagissent les jeunes ?

– Bien. Ils en redemandent. Ils questionnent, veulent en savoir plus... Pourtant notre jeunesse est un peu comme la vôtre : apparemment dépolitisée. En fait, c'est le style d'approche de la politique qui a changé et c'est normal, ils ne sont pas nés des grands conflits dont ma génération est issue et qui nous ont imprimé une mentalité particulière. Ils se battent avec de nouvaux problèmes : le chômage, la crise d'identité et ce qui les touche dans mon film c'est, je crois, cette interrogation de Juli sur elle-même, sur son pays, ses racines...

– On vous a reproché – à Cannes notamment – de ne pas avoir fait un film réellement politique.

– D'abord et avant tout je fais du cinéma et le cinéma c'est en premier une histoire. Les quatre plus grands – Bergman, Fellini, Renoir et Buñuel – n'ont jamais parlé directement de politique ce qui n'a pas empêché leurs œuvres d'être souvent explosives. En plus, ce n'est pas mon style. C'aurait été nul. Ce qui me passionne, moi, c'est comment la politique finit par marquer les gens, changer les vies, modifier les comportements. Je n'ai guère envie de me pencher sur les êtres qui font la politique mais plutôt sur tous les autres qui la reçoivent ou la subissent.

Finalement, on aborde l'univers politique à partir d'expériences privées, émotionnelles. Dans le cas de Juli, c'est la rencontre avec Janos – qui lui rappelle son père – qui va lui ouvrir les yeux sur le discours « officiel » tenu dans sa famille...

– Le père de Juli, esquissé par flashes-back, était sculpteur. Comme Laszlo Meszaros, votre propre père.

– Oui, comme le souvenir que je peux avoir de ce père disparu en 1938 lorsque j'avais sept ans... Je ne sais rien de lui. Petite, adolescente, je pensais qu'il était tout bêtement parti... Ce n'est qu'en 1950 que j'ai reçu une lettre m'informant officiellement de sa mort. Après, j'ai essayé de percer à jour les conditions de son décès. Il a sans doute été victime des purges staliniennes. Parmi tant d'autres...

© Fondation Jean Jaurès

– La figure stalinienne, dans « Journal intime », c'est Magda, la grand-tante de Juli. Elle est sèche, redoutable, sévère et pourtant on a l'impression que vous l'aimez bien.

– Parce qu'elle est honnête. Elle croit dur comme fer à la ligne du Parti et en cela elle sombre dans une erreur sans retour, mais elle ne se ment pas à elle-même. C'est le Parti qui l'avale, la détourne de ses nobles idéaux de départ. Elle est plus à plaindre qu'à blâmer même si ce sont des femmes – ou des femmes – comme elle qui sont responsables de bien des horreurs.

Magda m'a été inspirée par une femme que j'ai bien connue et qui est morte voici dix ans. Elle était issue d'un milieu d'intellectuels et s'était lancée dans la politique après de brillantes études universitaires. Elle avait atteint le sommet dans la hiérarchie locale du Parti puis, petit à petit, tout s'est effondré autour d'elle. On lui a retiré ses responsabilités les unes après les autres et elle est restée un petit tâcheron du communisme. Je parlerai d'ailleurs de cette chute dans la suite de « Journal intime », deux autres films traitant de la période 53-56, la mort de Staline, puis 56-58. Je montrerai entre autres comment cette génération-là de communistes fanatiques est morte, broyée, laminée...

Aujourd'hui, on ne peut plus croire au « communisme juste ». On a fini par comprendre qu'on n'importait pas de telles idées ; qu'il était nécessaire qu'elles reposent sur une connaissance intime du pays, de la mentalité des gens. En Hongrie, nous avons essayé cela : être à part, tenter une expérience tout à la fois économique, culturelle et politique. C'est un effort intéressant qui sera peut-être profitable à d'autres...

– En France et en Europe, en découvrant vos premiers films, on vous a très vite taxée de féminisme...

– Je sais. Mais il faut faire la part des choses. Je suis féministe si le féminisme c'est de lutter pour l'égalité, la liberté des femmes. Mais pas si c'est la revendication de la solitude des mères sans pères etc. Encore que je comprenne très bien les femmes qui défendent ces thèses extrémistes : nous vivons dans un monde entièrement créé par les hommes et il est normal que nous ne nous y reconnaissions pas. Espérons que les femmes qui parviennent à pénétrer dans les arcanes du pouvoir, de l'administration réussiront à changer l'état des choses...

Ne nous leurrons pas : le regard des femmes est sans rapport aucun avec le regard des hommes. Nous ne voyons rien de la même façon. Alors moi, je parle en femme. De l'accouchement, par exemple, dont aucun homme excepté Tolstoï dans « Anna Karenine » ne sait parler. Lorsque j'ai fait « Neuf mois » en 1976, j'ai été copieusement insultée par la presse de mon pays et ma comédienne, Lili Monori, s'est fait carrément traiter de « putain ». Mais je suis tenace et je veux à présent faire un documentaire qui s'appellera « l'accouchement de notre siècle ». Montrer ce qui a changé avec les années ; explorer les différences selon les pays, les régimes politiques. L'Unesco est intéressé par ce projet auquel participeront d'autres femmes dont Agnès Varda et Margarethe von Trotta.

– Qu'est-ce que vous allez attaquer en premier ? Le second volet de « Journal intime » ou l'histoire de l'accouchement ?

– Ni l'un ni l'autre. Pour l'instant, je vais souffler un peu. Et filmer « le Petit Chaperon rouge. » C'est mon droit, non ? ●



Lycéens de Bietlitz, en 1931.

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER

L'émission de la semaine : « Apostrophes », émission de Bernard Pivot. Spécial Marguerite Duras, A.2, vendredi 28 septembre, 21 h 30.

« Un jour, j'étais âgée déjà, dans le hall d'un lieu public, un homme est venu vers moi. Il s'est fait connaître et il m'a dit : « Je vous connais depuis toujours. Tout le monde dit que vous étiez belle lorsque vous étiez jeune, je suis venu pour vous dire que pour moi je vous trouve plus belle maintenant que lorsque vous étiez jeune, j'aimais moins votre visage de jeune femme que celui que vous avez maintenant, dévasté. »

Ainsi commence « l'Amant », le dernier roman de Marguerite Duras, un nouveau voyage vers l'éternelle mémoire, vers les racines, le commencement. L'histoire sans histoire d'un voyage sur le Mekong, alors qu'elle est adolescente et n'a que quinze ans et va rencontrer son premier visage d'homme. Un poème au rythme syncopé ; un enchevêtrement magique de silences et de mots éternellement semblables. Une musique, des phrases qui ont bâti depuis plus de trente ans déjà le paysage intérieur d'une œuvre à nulle autre pareille, qu'elle soit littéraire, cinématographique ou bien encore dramatique. Qui d'autre que Marguerite Duras a su nous faire étouffer de chaleur avec l'évocation de l'Asie, suintant sa poussière et sa misère au fil des pages du « Vice-Consul », au fil des images d'« India Song » ? Qui d'autre que cette petite femme ridée a su nous faire rêver à partir de simples mots inventés : Anne-Marie Stretter, Aurélia Steiner, Lola-Valérie Stein ?

Duras. Pour toujours. A jamais.

VENDREDI 28 SEPTEMBRE

T.f.1 « Salut les Mickey », émission de Christophe Izard – 20 h 35.

Pour retomber joliment en enfance. Avec, entre autres, un cartoon en noir et blanc de 1929 « Mickey fou d'aviation ».

A.2 Péché originaux : « On ne se quittera jamais », téléfilm de Patrick Bureau d'après la nouvelle d'Adolfo Bioy-Casarès – 20 h 35.

De l'assassinat d'une brave cliente par un couple de jeunes hôteliers sans remords. Mais l'œil ne tardera pas à sortir de la tombe pour poursuivre Caïn. Avec Christophe Malavoy et Sabine Haudepin.

« Apostrophes », émission de Bernard Pivot – Spécial Marguerite Duras (voir encadré).

Ciné-club – Cycle enfance : « Zéro de conduite », de Jean Vigo – 22 h 55.

Censuré à sa sortie en 1933, un chef-d'œuvre immortel sur l'affrontement du monde de l'enfance et de la société des adultes. Violent, anar et poétique, une œuvre à l'image de son auteur, mort à vingt-neuf ans. A vos magnétoscopes.

F.r.3 Vendredi, magazine d'André Campana : « Médecines parallèles : chalatans ou précurseurs ? », enquête de Jean-Marie Perthuis – 20 h 35.

De la poudre contre le cancer aux plantes africaines pour guérir les sclérroses en plaques, tout un réseau de médecines « différentes », qui ont parfois apporté d'étonnants résultats. Vous avez dit psychosomatique ? Henri Laborit apportera son point de vue.

« La Vie de château », émission de Jean-Claude Brialy – 22 h. Avec Guy Trejean, Francis Lalanne et Aurore Clément.

SAMEDI 29 SEPTEMBRE

T.f.1 Série noire : « Un chien écrasé », téléfilm de Daniel Duval d'après le roman d'André Piljean – 20 h 35.

Série noire reprend sur T.f.1 avec un film qui relève le niveau catastrophique des tout derniers produits du genre aperçus avant les vacances. Tracci, qui sort de prison après un casse qui a mal tourné à cause de ses complices, a décidé d'oublier. Mais la force des choses le ramènera sur le chemin de la vengeance. C'est solide, bien ficelé, pas d'un niveau psychologique très élevé, mais Daniel Duval, à la fois metteur en scène et interprète, sait camper avec brio les mauvais garçons charmeurs et paumés. A voir.

« Droit de réponse », émission de Michel Polac : « Politique, blanc bonnet et bonnet blanc », réalisation de Maurice Dugowson – 22 h.

Tout plein de députés, de journalistes, de sénateurs ; quelques ministres : étripage en direct.

F.r.3 « D'amour et de Kriss » – 21 h 30.

Une nouvelle émission d'un tout petit quart d'heure animée par Kriss Graffiti, la meilleure recrue de « l'Oreille en coin » sur France Inter. Au menu : les histoires de cœur. Mieux que Macha Béranger, Anne-Marie Peysson et Ménie Grégoire réunies.

DIMANCHE 30 SEPTEMBRE

T.f.1 « L'Honneur d'un capitaine », de Pierre Schoendorffer – 20 h 35.

Un jeune gradé – mort depuis –, accusé d'avoir torturé en Algérie, est défendu par sa veuve. Un plaidoyer ambigu et une heure quarante de procès. Plus anticinématographique que ça, tu meurs. Avec Jacques Perrin et Nicole Garcia dans de trop brèves apparitions.

A.2 « Le Mystérieux Docteur Cornélius », feuilleton de Jean-Pierre Petrolacci, Jean-Daniel Simon et Pierre Nivollet, d'après l'œuvre de Gustave le Rouge. Réalisation de Maurice Frydland. Episode n° 3 – 19 h.

Ce n'est pas parce que j'ai loupé l'annonce des deux premiers épisodes de cette petite merveille hilarante que je vais vous priver du plaisir de la découvrir pour encore trois semaines.

« Jack de Nantes », émission de Martine Gosset – 21 h 40.

L'itinéraire secret de Jacques Vaché, « l'Archange noir » du surréalisme selon Breton.

F.r.3 « Merci Bernard », magazine proposé par Jean-Michel Ribes – 20 h.

Le loufoque hebdomadaire de F.r.3 est de retour. C'est plus culturel que maître Cappelo et autrement décapant.

« Des habits et moi », scénario et réalisation d'Eric Clove – 20 h 30.

Dis-moi comment tu t'habilles, je te dirai à quoi tu penses. Ou comment l'habit ne fait pas toujours le moine que l'on croit.

Cinéma de minuit : « l'Inconnu », et « la Marque du vampire », de Tod Browning – 22 h 30.

Le cycle du cinéma fantastique comptera deux films chaque dimanche soir. Au programme de ce premier numéro, un spécial Tod Browning pour frissonner dans la nuit.

LUNDI 1er OCTOBRE

T.f.1 « Les séducteurs », de Bryan Forbes – 20 h 35.

Comment on vous séduit, mesdames, de l'Angleterre aux Etats-Unis. Quatre sketches avec Roger Moore, Lino Ventura, Ugo Tognazzi et Gene Wilder. Pour rire, évidemment.

« Matura 31 », émission de Catherine Zins – 22 h 20.

Ils étaient soixante-dix à passer, en 1931, leur « matura » (baccalauréat) à Bielitz, ville autrichienne devenue polonaise en 1920. Tous, ils appartenaient à la bourgeoisie protestante, catholique ou juive. En 1981, à l'initiative de l'un d'entre eux, les survivants se sont réunis à Salzbourg pour retracer cinquante années d'histoire qui les ont dispersés aux quatre coins du monde.

F.r.3 « Les Félins », de René Clément – 20 h 35.

Guet-apens pour un innocent. Une petite merveille à ne pas rater avec Alain Delon et Jane Fonda, irrésistibles.

MARDI 2 OCTOBRE

T.f.1 L'équipe Cousteau en Amazone, émission de Jacques-Yves et Jean-Michel Cousteau. Quatrième partie : « Ombres fuyantes » – 20 h 35.

A.2 Les dossiers de l'écran, émission d'Armand Jammot : « La Dérobade », de Daniel Duval. Débat : la prostitution – 20 h 40.

Le plus vieux métier du monde, comme dit la morale traditionnelle, filmée « carré » par Daniel Duval (encore lui), qui s'est réservé le rôle du mac entre Miou-Miou et Maria Schneider. Côté débat, il y a peu de chances qu'on apprenne quelque chose de neuf, le jour n'étant pas encore arrivé où l'on osera mettre réellement le pied dans la mafia de la prostitution et ses mille ramifications.

F.r.3 « Moi, y'en a vouloir des sous », de Jean Yanne – 20 h 35.

Comment n'être jamais pauvre et lutter contre le capitalisme avec les méthodes du capitalisme. Grinçant et souvent odieux, mais efficace dans le rire gras pour beaufs du dimanche soir. Dommage, c'est programmé un mardi.

MERCREDI 3 OCTOBRE

A.2 « Manipulations », téléfilm de Marco Pico – 20 h 35.

Un flic chez les terroristes. On a déjà vu ça cent fois, et le téléfilm de Marco Pico met trois bons quarts d'heure à démarrer. Malgré ça, un certain charme opère, que l'on doit à François Cluzet et Christine Dejoux.

F.r.3 « Scènes de la vie conjugale », d'Ingmar Bergman. Episode n° 4 – 22 h 20.

JEUDI 4 OCTOBRE

T.f.1 « Billet doux », téléfilm en six épisodes de Michel Berny. Episode n° 1 – 20 h 35.

Parce qu'il est le dernier à avoir vu son associé vivant, Philippe fait un bien beau coupable. Pourtant, il possède un alibi : à l'heure du crime, il se trouvait dans les bras d'une blonde diaphane, rencontrée par hasard. Oui, mais voilà : la blonde habite New York, et Philippe ne sait pas qui elle est. Avec Pierre Mondy.

A.2 « La Vallée des poupées », téléfilm de Walter Grauman d'après le roman de Jacqueline Susann – quatrième et dernière partie – 20 h 35.

« Résistances », magazine de Bernard Langlois – 21 h 40.

Au sommaire : les enfants de l'exil latino-américain et le retour dans la fragile Argentine démocratique du pianiste Miguel-Angel Estrellas.

F.r.3 « Les Dieux et les morts », de Ruy Guerra – 20 h 35.

La lutte à mort des propriétaires terriens dans le Brésil des années vingt. Lyrique.

Jane Fonda et Alain Delon dans « les Félins », de René Clément.





l'unité

LE 12 OCTOBRE, DU NOUVEAU



Bullletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité » 10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

demeurant.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante

* ***abonnement de six mois (180 F)*** ☐

* ***abonnement d'un an (270 F)*** ☐

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J.PARIS

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition. 75009 Paris.